



POLITIQUE(S) DES FRONTIÈRES EN AFRIQUE CENTRALE

N° 3/2023



PRESSES DU CCRAG

Coordonné par :
Roland MARCHAL
Calvin MINFEGUE
Paul-Crescent BENINGA

Les Cahiers du CCRAG
Revue semestrielle du Centre Centrafricain de Recherche et d'Analyse Géopolitique

**POLITIQUE(S) DES FRONTIÈRES
EN AFRIQUE CENTRALE**

Toute traduction, adaptation, reproduction intégrale ou partielle sans l'autorisation préalable de l'auteur est illicite et interdite. Toute représentation ou reproduction par quelque procédé que ce soit constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivant du Code pénal.

No part of this book may be reproduced in any form by print, photoprint, microfilm or any other means without written permission from the publisher.

Les cahiers du CCRA

Revue semestrielle du Centre Centrafricain
de Recherche et d'Analyse Géopolitique

N° 03 /2023

POLITIQUE(S) DES FRONTIÈRES EN AFRIQUE CENTRALE

Coordonné par :
Roland MARCHAL
Calvin MINFEGUE
Paul-Crescent BENINGA

LES CAHIERS DU CCRAg
Revue semestrielle du Centre Centrafricain
de Recherche et d'Analyse Géopolitique

Comité de Rédaction

Paul-Crescent BENINGA
Ecclésiaste DANGA
Calvin MINFEGUE
(Avec la contribution de Steve BIANZIE)

Comité scientifique

Jean-François AKANDJI
Armand LEKA ESSOMBA
Roland MARCHAL
Danièle DARLAN
Claude-Ernest KIAMBA
Taubic FALNA
Alawadi ZELAO
Arnold BAGUERA
Hervé MBIA
Calvin MINFEGUE
Paul-Crescent BENINGA

Contacts

ccrag2018@gmail.com
Tel : 00236 75684345
Bangui, Avenue de France. Sica 3.
Rue Soni Colé

Comité de lecture

Presses du CCRAg
© Presses du CCRAg, Septembre 2023

SOMMAIRE

Dossier	09
Introduction au dossier	
<i>Roland MARCHAL</i>	11
Regards sociopolitiques sur le rôle des travailleuses du sexe centrafricaines dans la protection de la frontière à l'ouest de la République Centrafricaine et à l'Est du Cameroun	
<i>Paul-Crescent BENINGA</i>	19
Environnement frontalier et « oxymorisation » des maraîchers dans les Monts Mandara (Extrême-Nord Cameroun) : Analyse à partir du pays Mafa de 1950 à nos jours	37
<i>Sylvain VEUNDEU KWAVA</i>	
Le processus de rationalisation des espaces transfrontaliers en Afrique centrale : Essai d'analyse du programme de développement intégré de la zone des trois frontières (PDIZTF) Cameroun-Gabon-Guinée Équatoriale	
<i>Raymond Steve ENGBWANG KANE</i>	61
<i>et Sebastien Pascal ENDALI ETEME</i>	
The Weak Host Myth : Chad, the Central African Republic, and the suppression of cross-border insurgencies	
<i>Jakob SCHRAM</i>	83
Transversale : A propos de quelques figures régionales de la frontiérisation	
<i>Calvin MINFEGUE</i>	115
VARIA	127
Famille et extrémisme violent dans l'Extrême-nord du Cameroun : cas de la commune de Kolofata	
<i>Yvan Hyannick OBAH</i>	129
Recommandations aux auteurs	145

DOSSIER

Introduction au dossier

Roland MARCHAL

(Sciences Po, Paris)

En proposant d'examiner le thème des frontières, dans ce contexte si particulier dans lequel évolue aujourd'hui la République centrafricaine, j'avais à l'esprit, loin de toutes velléités théoriques, deux aspects majeurs. Sans multiplier ici les références bibliographiques¹, d'autant que ce texte est écrit bien loin de mon bureau à l'université², il me semblait judicieux de comprendre les frontières dans une dualité à la fois évidente et extraordinairement complexe : la frontière ne définit pas seulement ce qui se tient à l'extérieur du champ national mais elle définit aussi un socius, elle oblige ou confirme ainsi le fait que des populations doivent vivre ensemble à l'intérieur de l'espace qu'elle détermine.

Ce second entendement est très souvent oublié, peut-être parce que la question nationale n'a plus l'urgence qu'elle a pu avoir dans le passé. Or, tel ne me semble pas être le cas de la République centrafricaine après la crise existentielle qu'elle a tragiquement vécue en 2012 et 2013. Rien ne souligne plus l'urgence d'un retour sur cette question que la polémique née lors de la publication du texte d'une nouvelle constitution où la notion bien incertaine légalement de « centrafricains d'origine » fut âprement débattue avant d'être abandonnée, une partie de la population y voyant, non sans de bonnes raisons, la porte ouverte à une remise en cause drastique de son statut.

La frontière, si on lui assigne ici ce sens particulier, rappelle combien elle est une réminiscence d'une histoire compliquée faite de conflits, de migrations, d'alliances et de mésalliances entre

1 On se reportera ici à l'appel à contributions qui établit le champ et permet de faire un point bibliographique essentiel.

2 Le hasard du calendrier m'oblige à écrire ce texte alors que je fais mon terrain dans la Corne de l'Afrique pour une recherche bien éloignée de la problématique de ce numéro.

groupes sociaux, une histoire qui n'est pas celle du temps politique (ou polémique) court mais d'une sédimentation d'événements traumatiques qui s'étalent sur plusieurs siècles (qu'on se rappelle ici l'importance des flux de populations dès le XVIII^e siècle dans la composition actuelle de la société centrafricaine). On l'a compris, toute étude partant de telles prémisses remet en cause radicalement la notion d'autochtonie telle qu'elle s'est construite depuis une vingtaine d'années en RCA et rappelle qu'on ne choisit pas ses concitoyens, on vit avec pour le pire et le meilleur.

Pourtant, l'intérêt de déconstruire cette conception d'une frontière englobante vaut plus qu'une critique radicale d'un discours populiste et simpliste, aujourd'hui dominant, et appelle à reconstruire historiquement les lignes de fracture, les divisions entre segments de la population et aussi ses alliances. En considérant le traumatisme de la dernière décennie, on ne peut qu'être heureusement surpris que la société centrafricaine ait été capable de dépasser une situation proprement anémique, même s'il est difficile de se satisfaire de la situation actuelle. De mon point de vue, une telle approche de la notion de frontière permet de relativiser le discours international sur la coupure radicale entre élites et populations, ou entre monde rural et société urbaine, en remettant au cœur de l'analyse les dynamiques de construction de l'État (qui, faut-il le rappeler, ont peu à voir avec une histoire édulcorée des régimes politiques souvent réduites aux turbulents changements de présidents) et la manière dont l'État a peu à peu capturé les populations dont il s'est défini comme l'expression ultime. En travaillant de la sorte, on met le doigt sur une série de postulats qui ont accompagné la formation de l'État postcolonial en RCA avec la confirmation d'une division des fonctions économiques et des statuts sociaux largement héritée de la période coloniale. L'État ici a peu à voir avec le contrat social : il est l'expression et la garantie d'inégalités de statut qui affectent communautés et individus. Un tel travail incite donc à revisiter la crise de 2012-2013, en la considérant comme le symptôme de l'épuisement de régulations non écrites qui avaient encadré la reproduction sociale depuis les indépendances.

Cet entendement du concept de frontière va cependant bien plus loin que la seule critique de postulats qui ont régenté le champ politique ou économique dans la mesure où il questionne

évidemment la centralité de l'État et invite par exemple à s'interroger sur les rapports horizontaux qu'entretiennent des régions sans mobiliser la verticalité du rapport à l'État. Il y a là beaucoup à faire et à dire car l'étouffement économique et sécuritaire a trop souvent incité les analyses à prendre la capitale pour norme et à pointer les activités concessionnaires comme les seuls aspects structurants du rapport entre centre et périphéries au sein de la Centrafrique. Si ce pays était saisi par une malédiction, ce serait celle récurrente de rapporter l'histoire au temps court de la politique et de ses compétitions. Depuis 2013, la tendance lourde est en effet pour les acteurs nationaux et internationaux d'évaluer les problèmes et d'en dessiner les solutions à partir d'une centralité bangouissoise vécue de manière de plus en plus problématique par les populations.

Pour faire court, il y aurait enfin une autre interrogation à éclairer qui est celle des générations et du genre. Il ne s'agit pas ici d'invoquer une littérature bien-pensante que se sont accaparées avec plus ou moins de crédibilité des institutions diverses, souvent caritatives, religieuses ou internationales, mais plutôt en refusant les sociologismes faciles même si usités, de souligner d'emblée la nature problématique de catégories comme « jeunesse » ou « femmes » et de montrer comment ces notions ont pu évoluer dans cette décennie de crise irrésolue en remettant en cause les a priori ambiants par la simple exigence de la survie ou de la migration forcée.

A lire ces quelques remarques exploratrices, on voit donc qu'il y a un chantier important qu'on ne peut réduire à l'analyse sur le temps court du changement social ou du trop virtuel creuset national. En effet, chaque fois il s'agit de mobiliser le temps long de l'histoire mais aussi de réfléchir, argument difficile dans un moment où tous les maux du pays sont renvoyés à des responsabilités extérieures, à l'influence multiforme du régional et de l'international. Il est ainsi paradoxal de voir certaines élites centrafricaines qualifier d'allogène l'Islam (et bien évidemment ceux qui pratiquent cette religion) alors qu'elles-mêmes vivent d'un christianisme dont les origines sont coloniales et en cultivent une version proprement importée depuis les années 1980.

La frontière dans cette première conception peut donc le plus souvent être associée à un processus particulier de

sédimentation historique et sociologique qui varie suivant des paramètres que l'anthropologue et l'historien mobilisent dans leur travail quotidien : les structures sociales, la violence, l'impact des migrations et les nouveaux répertoires d'accumulation.

Avouons-le, à lire ce numéro, ce travail reste encore complètement en friches et cette constatation doit être comprise comme une invitation à initier de nouvelles recherches et à fréquenter de nouveaux terrains avec en tête un autre regard sur le corps social et ses multiples fragmentations.

Il est bien évidemment un autre entendement du terme de frontière, bien plus usité et sans doute aujourd'hui plus proche des interrogations de la société centrafricaine et de ses voisines tant l'attention et le débat public sont concentrés sur la définition problématique de la souveraineté nationale. Sans surprise, et cela indique l'emprise du débat international sur l'Afrique centrale, cette question est conjuguée de manière quelque peu contradictoire.

Il y a d'abord une revendication westphalienne, celle du contrôle du territoire national par celui de ses frontières, qui paraît à la fois normative et inatteignable tant les frontières ne valent souvent que par leur transgression. Historiquement, en tout cas, cette revendication paraît paradoxalement récurrente et inaccessible. Les Centrafricains pourront se consoler en observant comment l'Europe érode son socle de valeurs démocratiques dans un projet similaire sans obtenir gain de cause. La France est un exemple, pas le plus caricatural en Europe, de la façon dont l'État s'épuise à multiplier les lois, tout autant que l'arbitraire juridique et la violence policière, sans parvenir à satisfaire les tenants les plus autoritaires d'une identité nationale que ces derniers peinent à définir.

Cette quête de la souveraineté nationale requiert également aujourd'hui, en Centrafrique mais également ailleurs sur le continent, un choix qui paraît éminemment contradictoire avec ce désir : l'appel à la globalisation. Le débat sur la souveraineté monétaire comme moment de la souveraineté nationale a gagné en intensité dans les pays de la zone F CFA mais il faut admettre qu'il reste souvent engoncé dans des considérations plus idéologiques que politiques, plus politiques qu'économiques, à l'inverse d'autres

pays du continent où les enjeux pratiques ne sont pas sous-estimés quitte à relativiser l'importance de cette nouvelle monnaie.

Le succès des cryptomonnaies et l'appel de la globalisation posent des problèmes que la loi centrafricaine peine à prendre en compte, au-delà d'une période qui dure depuis 2021 car les questions réglementaires et l'ampleur des fraudes incitent les banques centrales à une saine retenue et à plutôt travailler à l'instauration d'une devise digitale. Perçue à partir du cas centrafricain, le paradoxe est en tout cas entier sans même s'interroger sur la légalité de cette adoption en dépit d'accords régionaux : l'affirmation de la souveraineté exige la contractualisation de sociétés privées hors sol national dont le contrôle échappe totalement à l'État...

Les auteurs ont globalement adopté une autre posture qui permet de penser la frontière par le bas en soulignant comment elle est d'abord une ressource pour une multitude d'acteurs auxquels il faut d'ailleurs adjoindre les États eux-mêmes. L'intérêt de leurs analyses est de faire jouer au terme frontière un double sens que la langue anglaise exprime mieux que le français : d'un côté la frontière est une ligne délimitant un territoire (*border*), qu'elle soit légalement tracée ou non, et de l'autre la frontière est une zone à cheval sur deux territoires nationaux (*frontier*) et désigne un écosystème politique spécifique et original. Toutes les études, et ces articles le confirment, indiquent également une présence de l'État. Le comportement de ses agents vise autant à la sécurité de la zone qu'à l'optimisation des prébendes conçues également comme un moyen efficace d'éviter des compétitions indues ou de fragiliser un certain ordre social congruent avec la fonction économique qu'assument ces territoires.

Ainsi les textes de Paul-Crescent Beninga et de Sylvain Veundeu Kwava déclinent chacun avec ses spécificités ces facettes de la frontière, pensée comme une transfrontière devrait-on dire. Le premier texte le fait avec une certaine gourmandise et un grand humour en s'intéressant aux travailleuses du sexe et à ce qu'elles disent de la frontière, des propos sans doute au moins aussi pertinents que ceux d'officiels. L'analyse souligne aussi comment dans cet entre-deux juridique, la protection des plus faibles est possible même si son prix reste une collusion implicite avec les agents de l'État. Le texte de Sylvain Veundeu Kwava est

d'apparence plus académique mais le propos est là également de souligner l'importance des mobilités et des transferts de savoir que la frontière dynamise. On est dans cette description au plus près d'une histoire au long court qui devrait rappeler l'histoire de l'importation et de l'adoption à grande échelle du manioc, élément fondamental de la gastronomie centrafricaine. On mesure une nouvelle fois de façon très concrète comment l'autochtonie fait l'impasse sur l'histoire.

Le texte de Raymond Steve Engbwang et de Sébastien Pascal Endali Eteme relève d'une autre démarche d'analyse, celle de l'analyse par le haut et de politiques publiques visant à rationaliser le développement dans la zone des trois frontières séparant le Cameroun, le Gabon et la Guinée Équatoriale. Comme de nombreuses autres études, l'analyse décrit comment une vision complexe établissant des synergies de développement se heurte à des freins puissants que peuvent être l'incompréhension des autorités locales, les différentiels de développement et les rythmes différents de financement. Si la conclusion vaut par sa mesure et son désenchantement, le texte multiplie des annotations qui serviront ailleurs à pointer des goulets d'étranglement et des impuissances. Toute une littérature existe déjà sur les problèmes d'intégration régionale et ce texte ajoute ainsi sa pierre à ce que tout le monde conçoit comme une nécessité sans s'accorder sur les réformes à faire dans le fonctionnement des appareils d'État nationaux.

Le texte qui clôt ce dossier revient à la violence de la guerre et à la politique mais son but est finalement plus tourné vers une critique épistémologique de certaines méthodes quantitatives et de la manière dont les banques de données s'efforcent de coder certains paramètres de l'analyse des conflits, notamment l'existence de sanctuaires. Dans le cours de sa démonstration, l'auteur – Jakob Schram – fait un sort à une notion qui « pollue » trop d'études, celle d'État failli, en soulignant combien dans la problématique qui est la sienne, lesdits États effondrés ont la capacité, en propre ou en mobilisant des acteurs extérieurs, de mettre un terme à une sanctuarisation non approuvée de mouvements armés. L'histoire récente de la région offre de multiples exemples et l'auteur en indique plusieurs. On aurait pu sans nul problème évoquer des événements plus récents, que cela soit l'attaque des bases du

mouvement de Baba Laddé en février 2012 par l'armée tchadienne ou, il y a quelques mois, la destruction d'une base d'un mouvement d'opposition armée (en formation) dans les environs de Paoua par les mêmes soldats tchadiens. Ce texte invite donc à tester, au-delà des cas précis analysés, d'autres configurations plus anciennes ou plus récentes et montrer que la logique d'existence de sanctuaires ne peut simplement être locale. A l'heure où le conflit au Darfour s'aiguise, où la fin de la transition tchadienne s'annonce et où la succession de Paul Biya donne lieu à nombre de scénarios violents, gageons que ce texte suscitera un intérêt particulier.

Regards sociopolitiques sur le rôle des travailleuses du sexe centrafricaines dans la protection de la frontière à l'ouest de la République Centrafricaine et à l'Est du Cameroun

Paul-Crescent BENINGA

(Institut Centrafricain des Sciences Sociales et de Gestion/CCRAG)

Les frontières centrafricaines sont réputées pour leur complexité¹. Celle-ci est la résultante de plusieurs facteurs que sont entre autres les récurrentes crises politiques et sécuritaires, l'absence des institutions dans les zones frontalières, le dysfonctionnement des services de renseignement, la faiblesse de la littérature existante sur le contexte centrafricain²... La combinaison de tous ces facteurs rend quasiment illisible la politique nationale de protection des frontières centrafricaines et participent à la réputation de leur complexité.

Les différentes tentatives d'appréhension, aussi bien au plan politique que scientifique, de ce qui reste de la politique de protection des frontières centrafricaines sur fond de crises sécuritaires tiennent compte au plan régional du *Programme Frontière de la CEEAC* et de la *Stratégie Régionale de Stabilisation, de Redressement et de Résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram* et au plan national de la *Stratégie Nationale de Réforme du Secteur de la Sécurité* et de la *Politique Nationale de Sécurité*³. L'analyse des instruments nationaux de

1 IRIS, *Crise Centrafricaine. Mouvements de retour transfrontaliers : Analyse de scénario à l'horizon 2018*, Avril 2016.

2 *Ibidem*.

3 La RCA dispose d'une politique nationale de sécurité et d'une stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité pour une période de cinq ans, de 2022 à 2027. La porosité des frontières a été identifiée dans ces documents comme l'une des principales sources d'instabilité politique dans le pays. Toutefois,

sécurité révèle que l'idéologie sécuritaire du pays est construite autour du maintien de l'ordre et de la protection du régime au pouvoir. Ici, comme le souligne Vladimir Kolossov⁴, cette conception de la protection de la frontière s'apparente à la notion de sécurité nationale et à l'utilisation de l'appareil sécuritaire de l'État pour assurer cette sécurité. Cette conception est vieille et proche de la vision pacificatrice et sécuritaire héritée de l'époque coloniale⁵, laquelle vision se révèle, au regard de la complexité des zones frontalières, insuffisante.

Ces insuffisances ont trouvé un début de réponse dans la *Stratégie Régionale de Stabilisation, de Redressement et de Résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram* qui prône une approche holistique permettant de passer de la notion de sécurité nationale aux différents mécanismes visant à protéger les frontières. Toutefois, ces insuffisances ne sauraient être considérées comme une fatalité car elles peuvent se nourrir, mieux encore, s'abreuver de ce que Calvin Minfegue qualifie de banalité en s'inspirant à la fois de Jean-Marc Ela et d'Achille Mbembe⁶. La banalité s'articule autour de l'idée du négligé, de l'anodin, du délaissé qui constitue, à n'en point douter, un pan de la politique de protection des frontières. Cet angle d'attaque s'inscrit indubitablement dans le « renouveau des études frontalières⁷ » en épousant une approche critique de la géopolitique à la fois par le bas et par la marge.

les documents sont quasi-muets sur les différents mécanismes permettant de résoudre le problème identifié.

4 V. Kolossov, « Études des frontières approches post-modernes », in *Diogène*, 2005/2, n° 210, pp.13-27.

5 E. Ngodi, « L'Afrique Centrale face aux enjeux sécuritaires du XXIe siècle », in J. Gahama, (dir), *Les perspectives de l'Afrique au XXIe siècle*, Dakar Codesria, 2015, pp. 79-101.

6 C. Minfegue, « Banalité et conflictualité frontalière en Afrique centrale. Eléments de débats à partir de la situation camerounaise », in *L'Espace Politique* [Online], 40 | 2020-1, Online since 09 February 2021, connection on 25 May 2023. URL: <http://journals.openedition.org/espacepolitique/8235>; DOI: <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.8235>.

7 Cf. S. Rosière, « Dix ans de L'Espace Politique. Géographie politique et Géopolitique en question », in *L'Espace Politique*, mis en ligne le 14 septembre 2017, consulté le 14 décembre 2022.

Ici, la banalité peut s'appréhender à partir de la contribution des travailleuses du sexe⁸ dans la protection des frontières centrafricaines. Il ne s'agit pas d'opposer la banalité aux principes de la gouvernance formelle et institutionnelle des frontières, mais plutôt de dire simplement la part des travailleuses du sexe dans la protection de la frontière à l'Ouest de la République Centrafricaine. La banalité se veut, dans cette étude, une porte d'entrée permettant de saisir les dynamiques latentes des travailleuses du sexe de nationalité centrafricaine (exerçant sur les deux rives de la frontière) qui contribuent de façon informelle à la protection des frontières. Historiquement, les frontières entre le Cameroun et la République Centrafricaine sont connues pour leur porosité, et ce, depuis la période coloniale. Les travaux de Zouya Mimbang⁹ et de Claire Lefort-Rieu et Calvin Minfegue¹⁰ ont démontré que les frontières entre les deux pays étaient poreuses pendant la colonisation. Cette porosité s'exprime à travers divers réseaux de contrebande et s'observe dans les mouvements transfrontaliers des populations et les diverses formes de banditisme. L'accession des deux États à la souveraineté internationale n'a pas conduit l'élite politique dirigeante à revoir fondamentalement leur politique de protection des frontières. La porosité demeure et s'observe dans l'espace frontière (*Cantonnier-Garoua Boulai*). On note le développement de « l'économie de l'illégalité » et de la criminalité transfrontalière qui s'est militarisée à partir des années 1980 « suite aux contrecoups des guerres du Tchad, de l'effondrement de l'État en RCA, de la crise économique au Cameroun et des difficultés

8 L'expression travailleuse du sexe désigne, toute personne qui établit « avec d'autres personnes des relations dont l'aboutissement logique est un acte sexuel, avec pour but d'obtenir à court terme une rémunération ». cf C. Brochier, « Le travail des prostituées à Rio de Janeiro », *Revue française de sociologie*, 46, 1, 2005, pp. 75-113.

2005. – « Le travail des prostituées à Rio de Janeiro », *Revue française de sociologie*, 46, 1, pp. 75-113.

9 Zouya Mimbang, cité par C. Lefort-Rieu et C. Minfegue, « Quand l'aide internationale renforce la présence de l'Etat aux marges de son territoire. Le cas de l'assistance aux réfugiés centrafricains à l'Est du Cameroun », in *Cahiers d'Etudes Africaines*, n° 244, 2021, pp. 777-798.

10 C. Lefort-Rieu et C. Minfegue, « Quand l'aide internationale renforce la présence de l'État aux marges de son territoire. Le cas de l'assistance aux réfugiés centrafricains à l'Est du Cameroun », art. cit.

que connaissent les éleveurs transhumants¹¹ ». Ces criminalités transfrontalières ont transformé les frontières entre le Tchad, la République Centrafricaine et le Cameroun en « espaces de désordre où l'autorité de l'État peine à s'imposer du fait de la prolifération des bandes armées de rebelles, de trafiquants divers et de bandits de grand chemin¹² (...) ».

Cette étude n'a donc pas pour ambition de continuer l'œuvre de réhabilitation de la banalité si chère à Jean-Marc Ela¹³. Elle s'appuie plutôt sur des données de terrain collectées à l'occasion d'un séjour à la frontière occidentale de la RCA, dans le village *Cantonnier*, et à la frontière orientale du Cameroun, dans la ville de *Garoua Boulai*. L'enquête a consisté à recueillir, à l'aide d'un guide d'entretien, des informations auprès de 21 travailleuses du sexe, 06 autorités militaro-administratives centrafricaines, 03 transporteurs, 02 autorités locales et 03 agents de la police camerounaise. La collecte des données s'est faite dans la discrétion car les personnes interrogées ont non seulement requis l'anonymat mais aussi refusé qu'elles soient enregistrées. L'identification des travailleuses du sexe a été facilitée par un contact résidant à Garoua Boulai. Sa connaissance de la localité a facilité notre séjour de terrain et instauré un climat de confiance avec les enquêtés, notamment les travailleuses du sexe.

L'entretien semi-directif et l'observation directe ont été les principales techniques mobilisées pendant la collecte des données. Celles-ci ont été triangulées avec d'autres études abordant la problématique du métier des travailleuses du sexe aux frontières en général à l'instar des travaux de Sophie Avarguez et Aude Harlé¹⁴ ou

11 C. Seignobos, « Le phénomène zargina dans le Nord du Cameroun. Coupeurs de route et prises d'otages, la crise des sociétés pastorales mbororo », in *Afrique contemporaine*, 239 (3), 2011, pp. 35-59.

12 S. Issa, « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la RCA et du Tchad. Une nouvelle modalité du banditisme transmigrant », in *Polis/Revue camerounaise de science politique*, 1-2, 2006, pp.119-146.

13 Lire J-M. Ela, « Vers une économie politique des conflits au ras du sol », in *Africa Development XXIV* (34), 1999, pp. 10333 et J-M. Ela, *Quand l'État pénètre en brousse. Les ripostes paysannes à la crise*, Paris : Karthala, 1999.

14 S. Avarguez et A. Harlé, « « Consommer » à la frontière : usages et perceptions en territoire catalan », in *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], 29 | 2016, mis en ligne le 25 juin 2015, consulté le 14 juin 2023. URL : <http://journals.openedition.org/tem/3047> ; DOI : <https://doi.org/>

encore de Mathilde Darley¹⁵ et dans l'espace-frontière¹⁶ constitué par les localités de Cantonnier et Garoua Boulai en particulier. L'analyse des données collectées est structurée autour deux parties : la première étudie les différents usages et perceptions de la frontière chez les travailleuses du sexe. Il s'agit en effet d'appréhender à partir des récits retranscrits ce que veut dire la frontière chez les travailleuses du sexe. L'intérêt de ce détour par les perceptions est de mieux comprendre l'implication des travailleurs du sexe dans la protection des frontières. La seconde partie, quant à elle, s'attelle à l'analyse de la part des différentes contributions des travailleuses du sexe dans la protection de la frontière.

I- Perceptions et usages de la frontière chez les travailleuses du sexe

Nous avons, à partir de l'observation directe et d'entretiens semi-directifs, étudié les perceptions et usages de la frontière chez les travailleuses du sexe. Par celles-ci, on désigne toute personne qui établit « avec d'autres personnes des relations dont l'aboutissement logique est un acte sexuel, avec pour but d'obtenir à court terme une rémunération¹⁷ ». Selon les témoignages recueillis, le phénomène des travailleuses du sexe à la frontière ouest de la RCA et est du Cameroun ne date pas de nos jours, mais s'est amplifié depuis plus d'une décennie, et ce, à la faveur des multiples crises militaro-politiques qui ont fait de la ville de *Garoua Boulai* une zone de refuge et un grand centre d'approvisionnement des commerçants centrafricains venus majoritairement de la ville de Bangui et de la région de Bouar. L'espace-frontière - *Cantonnier-Garoua Boulai* - est principalement marqué par deux importants flux : d'une part, le flux de personnes, et, d'autre part, le flux des biens. Il se veut non seulement un pôle attractif d'activités commerciales mais aussi un passage obligé pour les voyageurs qui empruntent l'axe Bangui-

org/10.4000/tem.3047.

15 M. Darley, « La prostitution en clubs dans les régions frontalières de la République tchèque », in *Revue Française de sociologie*, 2007/2 (Vol.48), pp. 273-306.

16 F. Mben Lissouck, « Les apprentissages féminins de la conjugalité et de la sexualité dans un camp de réfugiés au Cameroun », in A. Fillod-Chabaud et L. Odasso (dir), *Faire et défaire les liens familiaux*, Rennes, Presse Universitaire de Rennes, 2020, pp.101-118.

17 C. Brochier C., *art.cit.*

Douala. Le travail du sexe oscille entre ces deux flux. S'il renvoie à l'interaction entre au moins deux personnes, il n'en reste pas moins que le sexe, principal objet de cette interaction, apparaît comme un bien marchand.

Les débits de boisson, les maisons closes et la rue constituent les trois principaux lieux où l'on peut facilement trouver les travailleuses du sexe. Leurs principaux clients sont des commerçants venus de Bangui et d'autres contrées du pays, des travailleurs (célibataires) affectés à la frontière et des touristes de passage. Pour de nombreuses travailleuses du sexe dont l'âge oscille entre 17 et 40 ans, la frontière, renvoie à deux réalités : une zone de développement d'activités sexuelles moyennant rémunération et un lieu de refuge ou de repli.

A. La frontière, un lieu de développement d'activités sexuelles perçues comme source de revenus

Trois récits tirés de nos entretiens ont permis de saisir les perceptions et usages de la frontière chez les travailleuses du sexe.

Récit n°01 : des denrées alimentaires au commerce du sexe

Ce récit raconte l'histoire d'une revendeuse de denrées alimentaires qui s'est reconvertie en travailleuse du sexe.

Je viens du quartier Sango à Bangui. Je faisais, à l'époque, la ligne Bangui-Garoua Boulai où j'achetais au marché de Garoua-Boulai des denrées alimentaires, à l'instar d'oignons et de crevettes séchées, que je revendais à Bangui. Un jour, j'avais décidé de me reposer deux semaines à la frontière chez une amie (travailleuse du sexe). C'est à ce moment-là que les hommes commençaient, avec la « complicité » de mon amie, à me fréquenter assidûment. Ça se passait d'abord chez mon amie, ensuite dans les chambres de motels, moyennant une rémunération dont le montant oscille, selon les attentes, entre 3000F et 5000F CFA. Peu à peu, j'ai trouvé que c'est une activité dont les revenus pouvaient me permettre d'élever mon fils unique à Bangui, de supporter ses frais de scolarité, de subvenir à mes besoins (...). J'ai donc décidé de prendre un

studio de l'autre côté de la frontière (Garoua-Boulai) pour y demeurer. Je suis bien installée chez moi et ne dépends pas d'une personne tierce. Sauf en cas de fatigue et de maladie, la travailleuse du sexe est toujours sollicitée. Il est difficile qu'elle termine une journée sans qu'elle ait au moins deux ou trois clients. Le plus grand avantage est que nous ne fréquentons pas les mêmes personnes (...).

Récit n°02 : de la ville de Carnot à l'espace-frontière : la quête d'un marché florissant

Le présent récit raconte l'histoire d'une travailleuse du sexe qui a quitté sa ville natale pour s'installer à la frontière où le travail du sexe est mieux rémunéré.

J'étais déjà une travailleuse du sexe à Carnot avant de m'installer à Cantonnier. Je suis venue m'installer à la frontière à la demande de ma cousine qui vit ici depuis près de sept ans. Être travailleuse du sexe à Carnot est une activité pénible, elle n'est pas rentable et nous sommes stigmatisées et connues de toute la ville. On percevait en moyenne 1000f CFA par personne (client), alors que nous sommes mieux payées et moins stigmatisées à la frontière. Ici, nous recevons en moyenne 3000f CFA. L'argent généré de mes activités me confère une autonomie et me permet de prendre soin de ma vieille mère au village.

Récit n°03 : la précarité

Ce récit raconte l'histoire d'une jeune fille réfugiée centrafricaine qui s'est convertie en travailleuse du sexe afin de survivre et de subvenir à ses besoins.

Je suis réfugiée centrafricaine. Je suis arrivée ici en 2013 avec mes parents qui ont tout perdu. Il est difficile de survivre avec ce que l'UNHCR met à notre disposition. J'étais obligée de me lancer dans le commerce du sexe pour survivre et subvenir à mes besoins ainsi qu'à ceux de ma famille. C'est ce qui me paraît facile à faire ici à la frontière pour gagner de l'argent (...).

Le principal enseignement tiré des deux premiers récits est que la frontière offre des conditions favorables au commerce du sexe que les travailleuses du sexe qualifient d'activité génératrice de revenus. Le flux de personnes dans l'espace-frontière participe de l'émergence du commerce du sexe et fait de cet espace un lieu de tourisme. De nombreuses études ont montré que le développement du tourisme dans certaines régions entraîne « l'extension de formes multiples de prostitution qui, dans des contextes où les difficultés économiques prédominent, permettent d'assurer un accès à des ressources matérielles en échange de faveurs sexuelles¹⁸ ». Et ce n'est pas par hasard que ce commerce est appelé par la sagesse populaire « le plus vieux métier du monde ». Outre les travailleuses résidant dans l'espace-frontière, se trouve une catégorie de jeunes dames commerçantes venues de Bangui, de Bouar ou de Berberati qui s'adonnent à des pratiques sexuelles pendant leurs séjours moyennant rémunération. Elles combinent à cet effet le commerce du sexe et leurs diverses activités commerciales. On peut préjuger que les revenus tirés occasionnellement des activités sexuelles répondent aux besoins d'accumulation du capital¹⁹ pour ces commerçantes. On inscrit aussi dans cette catégorie certaines autres dames qui, sous-prétexte d'achats de biens à revendre en Centrafrique, arrivent à la frontière sans aucun revenu et se livrent à ces activités prostitutionnelles pendant un temps. Et lorsqu'elles ont accumulé quelques revenus, elles s'approvisionnent en biens et rentrent au pays.

De nombreuses jeunes filles réfugiées centrafricaines qui sont logées par l'UNHCR du côté camerounais de la frontière perçoivent le travail du sexe comme un moyen de survie face aux multiples difficultés auxquelles elles sont confrontées (cf. récit n°3). À l'exemple des deux premiers récits, il ressort clairement du dernier que la frontière, par le flux de personnes qu'elle génère, est un marché où l'on peut facilement exercer le commerce du sexe et gagner sa vie. Certes, les filles réfugiées embrassent le métier par nécessité, mais il n'en demeure pas moins que la perception de la frontière comme lieu favorable au travail du sexe a fortement

18 J. Lévy and E. Lacombe, « Le tourisme sexuel : ses plaisirs et ses dangers », in *Téoros*, 22-1 | 2003, 4-9.

19 R. Poulin, « Prostitution, crime organisé et marchandisation », in *Revue Tiers Monde*, 2003/4, n⁰¹⁷⁶, pp. 735 à 769.

influencé le choix de l'activité. Les camps de réfugiés et des personnes déplacées internes constituent souvent des lieux de développement du commerce du sexe. La précarité qui caractérise le mode de vie des réfugiés oblige les filles à se livrer à des pratiques prostitutionnelles. La prostitution apparaît ici comme l'une des conséquences directes des conflits auxquelles les réfugiés sont confrontés. Le sexe est ici appréhendé comme un moyen de survie. Cette appréhension est, à certains égards, déterministe et prive la personne prostituée de ses capacités à s'autodéterminer. Or, il se trouve qu'en plus de la satisfaction des besoins primaires, la prostitution est aussi pour les filles réfugiées centrafricaines, comme l'a relevé à juste titre Ferdinand Mben Lissouck dans une étude ethnographique dans le camp des réfugiés centrafricains de Gado-Badzéré, dans le département du Lom et Djérem, région de l'est du Cameroun, un moyen d'affirmer le droit à disposer de leur propre corps, et ce, dans un contexte où la pratique prostitutionnelle est fortement sanctionnée par la loi²⁰. Ce choix s'inscrit dans la logique de déconstruction de l'image de victime passive dont parle Calvin Minfegue²¹.

B. L'espace-frontière : lieu de refuge et de repli des travailleuses du sexe

Nous avons rencontré pendant notre séjour de terrain des prostituées dont le profil renseigne sur une conception totalement différente de la frontière. Ce sont des prostituées atteintes de VIH/SIDA et l'ayant contracté dans d'autres villes du pays et qui décident de résider dans l'espace-frontière afin d'échapper aux stigmatisations et aux moqueries. La frontière apparaît clairement comme un espace de refuge et de repli. Deux récits tirés de nos entretiens illustrent cette conception particulière de la frontière.

Récit n°4 : de la ville de Berberati à la frontière : à la recherche d'un lieu à l'abri de toute stigmatisation

Je viens de la ville de Berberati où les gens m'accusaient d'avoir le VIH/SIDA. Les rumeurs s'étaient répandues dans

20 F. Mben Lissouck, *op.cit.*, pp.101-118.

21 C. Minfegue, « S'engager quand on est réfugié centrafricain à Garoua-Boulai (Cameroun) », *Carnets de géographes* [En ligne], 12 | 2019, mis en ligne le 09 décembre 2019, consulté le 18 avril 2023. URL : <http://journals.openedition.org/cdg/4493> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdg.4493>.

toute la ville au point qu'il ne m'était plus facile d'exercer en toute liberté. Ma cousine et moi avons donc décidé de nous installer ici (à la frontière) à l'abri de tout soupçon et moquerie (...). Ici à la frontière, je mène ma vie comme je veux, personne ne s'en préoccupe.

Récit n°05 : de la ville de Berberati à la recherche d'une résidence à l'abri de toute accusation infondée

La population m'a accusée d'avoir contaminé de VIH SIDA mon fiancé décédé d'une courte maladie. Toute la ville m'a accusée d'être porteuse de VIH alors que je suis la seule à connaître mon statut sérologique. La situation était devenue insupportable au point que j'ai décidé de m'installer ici à la frontière. Ici, personne ne m'indexe, ma vie est à l'abri des propos diffamatoires et calomnieux. Je ne me plains pas, mon activité (commerce du sexe) me permet de subvenir à mes besoins, d'organiser ma vie comme je l'entends.

Le principal enseignement tiré de ces deux récits est que l'espace-frontière apparaît comme un lieu de refuge, un espace de repli dont les caractères cosmopolites et hétérogènes offrent hospitalité et discrétion aux victimes de stigmatisation du fait des maladies infectieuses dont elles seraient porteuses. La frontière « n'est pas seulement quelque chose qui est là²² », elle est ici un lieu d'opposition aux réalités urbaines, un lieu d'évasion et de reconstruction d'une vie à l'abri des médisances et de commérages. La plupart des personnes qu'on rencontre à la frontière sont de passage. Ce qui lie les personnes à la frontière n'est ni le sang ni l'activité professionnelle sédentarisante ; tout le monde est de passage. Les hommes qui sollicitent le service des travailleuses du sexe le font pour la détente et le passe-temps. L'anonymat s'apparente ici à la discrétion et à l'évasion.

II- La part des travailleuses du sexe dans la protection de la frontière : entre filature et dénonciation

La perception des travailleuses du sexe de l'espace-frontière - comme un lieu de production de biens marchands et de refuge -

²² L. Lourme, « L'usage des frontières d'un point de vue cosmopolitique », in *Éthique publique* [En ligne], vol. 17, n° 1 | 2015, mis en ligne le 18 juin 2015, consulté le 18 avril 2023. URL : <http://journals.openedition.org/ethiquepublique/1748> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.1748>.

n'influe pas sur leur implication de manière consciente ou non dans la protection dudit espace. Filature, dénonciation et coopération sont les principaux modes d'expression des travailleuses du sexe dans la protection de la frontière centrafricaine à l'est du Cameroun.

A. Ce que filer et/ou espionner par le sexe veut dire

D'après Marcel Larche, « la filature est, de toute évidence, un concept d'origine anglaise puisqu'il s'agit d'un art qui consiste à garder ses distances²³ ». Elle est une technique de renseignement dont la principale déclinaison est la surveillance des activités d'un individu ou d'un groupe d'individus. L'espionnage, quant à lui, est aussi une activité des services de renseignements dont l'objectif principal est de collecter des informations secrètes pour le compte d'un individu, d'une entreprise ou d'un pays. La mise en œuvre de ces techniques nécessite la mobilisation d'agents de renseignements qui peuvent à leur tour mobiliser des informateurs, encore appelés, indicateurs.

L'espace-frontière, objet de cette étude, est situé dans le bassin du lac Tchad dont les dynamiques sociopolitiques et économiques sont traversés par l'insécurité transfrontalière²⁴. À ces dernières s'ajoutent les multiples crises militaro-politiques internes auxquelles la République Centrafricaine est confrontée. Ces crises créent régulièrement des tensions au niveau des frontières du pays avec le Cameroun et le Tchad.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, la frontière centrafricaine à l'est du Cameroun est un couloir de passages où la densité de circulation commande de part et d'autre un dispositif robuste de sécurité et de renseignement. Le dispositif de renseignement centrafricain à *Cantonner*, selon les témoignages recueillis, s'attache à maintes occasions les services des travailleuses du sexe en vue de collecter des informations sur des individus suspectés. Deux types de collaboration ont été identifiés. Le premier est une démarche volontaire des travailleuses du sexe qui rapportent aux forces de défense et de sécurité des informations

23 Marcel Larche, cité par J. Poirot, « Filature », in *Dictionnaire de renseignement*, 2018, pp.384-385.

24 C. Musila, « L'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le Bassin du lac Tchad », in *Note de l'Ifri*, juillet 2012, p.3.

qui sont à leur disposition. À ce propos, une travailleuse du sexe interrogée affirme :

Il nous arrive souvent de livrer à nos gendarmes et policiers (centrafricains) des informations au sujet des personnes dont nous suspectons la présence à la frontière. C'est aussi notre part de contribution dans la sécurisation du pays où les violences armées ont entraîné la souffrance du peuple durant de longues décennies.

Ces propos ont été confirmés par un élément de la gendarmerie détaché à *Cantonnier* qui affirme que les forces de sécurité déployées à la frontière exploitent régulièrement, dans le cadre du renseignement en général et de la filature en particulier, des informations fournies par les travailleuses du sexe. Ces informations, selon les témoignages recueillis, ont contribué à interpellier et à appréhender à partir de 2021, et ce avec l'appui des forces de sécurité camerounaises, trois (03) personnes, membres de la rébellion Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) qui ont trouvé refuge dans l'espace-frontière.

Les travailleuses du sexe interviennent ici comme des indicateurs, elles sont de fait des agents de renseignement qui fournissent bénévolement des informations aux services de renseignement constitués des forces de défense et de sécurité. Et comme pour corroborer cela, il nous souvient une boutade entendue lors d'un séjour de terrain où une travailleuse de sexe menaçait l'une de ses fréquentations en ces termes : « tu fais partie des gens de Bozizé et je le sais très bien. Continue tes grimaces et c'est moi qui indiquerai ta maison²⁵ ». Cette assertion atteste clairement que son auteur est un indicateur qui se garde jusque-là de livrer son « client » parce qu'elle estime qu'il constitue pour elle une source de revenu et non encore une menace pour la sécurité de son travail.

Le second type de collaboration est l'espionnage dont les travailleuses du sexe sont les principaux agents. Il existe des cas de figure où les forces de défense et de sécurité sollicitent l'appui des travailleuses du sexe dans la collecte d'informations au sujet d'un individu suspect. En février 2023, une travailleuse du sexe a fourni, à la demande des gendarmes centrafricains détachés à la frontière,

²⁵ Nos enquêtes de terrain.

des informations qui ont servi à l'interpellation par les policiers camerounais d'un jeune leader de la CPC réfugié à Garoua Boulaï. Ce jeune a été accusé d'être à la fois l'éclaireur et l'informateur de la CPC qui avait attaqué et détruit le poste des douanes de Beloko le 21 janvier 2023. Nos investigations ont révélé que le jeune interpellé était membre de la CPC et s'était réfugié pour la première fois à Moundou au Tchad avant de se désolidariser de la rébellion pour s'installer au Cameroun où il bénéficie du statut de réfugié, lequel statut a empêché la police camerounaise de le remettre aux forces de sécurités centrafricaines.

Somme toute, l'implication des travailleuses du sexe dans la filature et l'espionnage participe de la protection de l'espace-frontière Cantonnier-Garoua Boulaï. Ces dernières sont en effet des indicateurs des FDS qui les mobilisent bénévolement. Toutefois, ce bénévolat n'est pas totalement désintéressé, il marque en effet la volonté des travailleuses du sexe d'apporter leur part dans la protection de leurs lieux de commerce, de refuge et de repli et par conséquent de l'espace-frontière.

B. Un trait d'union de coopération policière transfrontalière

Il existe une fructueuse coopération institutionnelle entre les forces de police centrafricaine et camerounaise aux frontières qui trouve son fondement dans le principe de coopération entre des services présents aux frontières. À ce jour, il n'existe pas encore un accord de coopération entre les polices des deux États. Toutefois, selon les témoignages recueillis, des rencontres bilatérales sont régulièrement organisées, lesquelles facilitent l'échange d'informations et la coopération aux frontières. Cette coopération, comme nous l'avons précédemment indiqué, a donné lieu à de nombreuses interpellations sur le territoire camerounais de personnes recherchées par la police centrafricaine. L'interpellation en novembre 2022 sur le territoire frontalier camerounais de Stanislas Dangabo²⁶, porte-parole de l'ancien Président de l'Assemblée nationale, Abdoul Karim Meckassoua, par la police camerounaise illustre cette coopération policière transfrontalière.

²⁶ Lire : « Satanislas Dangabo vient d'être transféré à Bangui » disponible sur <https://corbeaunews-centrafrique.org>, publié le 28 novembre 2022, consulté le 03 juin 2023.

Cette interpellation a été en grande partie facilitée par une travailleuse du sexe²⁷ qui affirme avoir alerté la police camerounaise le jour où Stanislas se rendait aux locaux des services de l'UNHCR pour se faire enregistrer. Interpellé, Stanislas sera livré à la police centrafricaine des frontières qui va le transférer à Bangui en attente de son jugement. Somme toute, la travailleuse du sexe était impliquée dans le processus de collecte d'information ayant débouché sur l'interpellation. Elle apparaît ici comme le trait d'union entre la police camerounaise et la police centrafricaine.

D'autres cas de coopération policière transfrontalière - impliquant les travailleuses du sexe - nous ont été révélés aussi bien par les forces de police camerounaises que centrafricaines. Une fois de plus, l'implication des travailleuses du sexe dans le dispositif de la coopération policière transfrontalière n'obéit pas à la logique du bénévolat. La législation camerounaise interdit la prostitution. Or, de nombreuses travailleuses du sexe de nationalité centrafricaine résident à Garoua-Boulai, territoire camerounais. En acceptant de passer pour un indicateur ou un informateur dans le système de renseignement camerounais, les travailleuses du sexe bénéficient de la tolérance administrative camerounaise et peuvent exercer leur métier.

Partant du constat selon lequel de nombreuses recherches sur la sécurité transfrontalière s'inscrivent, en grande partie, dans une perspective institutionnelle, laissant de côté les dynamiques qui relèvent de la marge, de la banalité, la présente étude s'est donnée l'ambition de dire la part des travailleuses du sexe dans la protection des frontières. Il s'agissait d'analyser l'incidence de questions supposément insignifiantes sur les dynamiques institutionnelles de protection des frontières orientales de la République Centrafricaine avec le Cameroun. Les résultats de l'analyse révèlent que les travailleuses du sexe appréhendent la frontière comme un lieu de commercialisation et de refuge dont la protection relève à la fois de la responsabilité des acteurs institutionnels et non institutionnels. Les travailleuses du sexe interviennent dans le secteur du renseignement et sont, à titre

27 Source : notre enquête, *Garoua-Boulai*, novembre 2022.

officiels, des indicateurs. Les renseignements fournis par les travailleuses du sexe ne sécurisent pas seulement la frontière, mais les deux États que sont le Cameroun et la République Centrafricaine. Leur existence et leur métier questionnent tant sur les conséquences lointaines et insoupçonnées d'une crise militaro-politique, sur les pratiques urbaines que sur la tolérance des atteintes portées aux lois lorsqu'un bénéfice plus grand est en cause.

Bibliographie

- Avarguez (S.) et Harlé (A.), « « Consommer » à la frontière : usages et perceptions en territoire catalan », in *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], 29 | 2016, mis en ligne le 25 juin 2015, consulté le 14 juin 2023. URL : <http://journals.openedition.org/tem/3047> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/tem.3047>.
- Brochier (C.), 2005. – « Le travail des prostituées à Rio de Janeiro », in *Revue française de sociologie*, 46, 1, pp. 75-113.
- Darley (M.), « La prostitution en clubs dans les régions frontalières de la République tchèque », in *Revue Française de sociologie*, 2007/2 (Vol.48), pages 273 à 306.
- Ela (J-M), « Vers une économie politique des conflits au ras du sol », in *Africa Development XXIV* (34), 1999, pp. 10333.
- Ela (J-M), *Quand l'Etat pénètre en brousse. Les ripostes paysannes à la crise*, Paris : Karthala, 1999.
- IRIS, *Crise Centrafricaine. Mouvements de retour transfrontaliers : Analyse de scénario à l'horizon 2018*, Avril 2016.
- Lévy (J.) et Lacombe (E.), « Le tourisme sexuel : ses plaisirs et ses dangers », in *Téoros*, 22-1 | 2003, 4-9.
- Lourme (L.), « L'usage des frontières d'un point de vue cosmopolitique », in *Éthique publique* [En ligne], vol. 17, n° 1 | 2015, mis en ligne le 18 juin 2015, consulté le 18 avril 2023. URL : <http://journals.openedition.org/ethiquepublique/1748> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.1748>.
- Mben Lissouck (F.), « Les apprentissages féminins de la conjugalité et de la sexualité dans un camp de réfugiés au Cameroun », in Fillod-Chabaud Aurélie et Laura Odasso (dir), *Faire et défaire les liens familiaux*, Rennes, Presse Universitaire de Reines, 2020, pp.101-118.

- Minfegue (C.), « Banalité et conflictualité frontalière en Afrique centrale. Eléments de débats à partir de la situation camerounaise », in *L'Espace Politique* [Online], 40 | 2020-1, Online since 09 February 2021, connection on 25 May 2023. URL: <http://journals.openedition.org/espacepolitique/8235>; DOI: <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.8235>.
- Minfegue (C.), « S'engager quand on est réfugié centrafricain à Garoua-Boulai (Cameroun) », in *Carnets de géographes* [En ligne], 12 | 2019, mis en ligne le 09 décembre 2019, consulté le 18 avril 2023. URL: <http://journals.openedition.org/cdg/4493> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdg.4493>.
- Musila (C.), « L'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le Bassin du lac Tchad », in *Note de l'Ifri*, juillet 2012.
- Poirot (J.), « Filature », in *Dictionnaire de renseignement*, 2018, pp.384-385.
- Poulin (R.), « Prostitution, crime organisé et marchandisation », in *Revue Tiers Monde*, 2003/4, n°1 76, pp. 735 à 769.
- Rosière (S.), « Dix ans de L'Espace politique. Géographie politique et géopolitique en question », in *L'Espace Politique*, mis en ligne le 14 septembre 2017, consulté le 14 décembre 2022.
- Saïbou (I.), « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la RCA et du Tchad. Une nouvelle modalité du banditisme transmigrant », in *Polis/Revue camerounaise de science politique*, 1-2, 2006, pp.119-146.
- Seignobos (C.), « Le phénomène zargina dans le Nord du Cameroun. Coupeurs de route et prises d'otages, la crise des sociétés pastorales mbororo », in *Afrique contemporaine*, 239 (3), 2011, pp. 35-59.

Environnement frontalier et « oxymorisation » des maraîchers dans les Monts Mandara (Extrême-Nord Cameroun) : Analyse à partir du pays Mafa de 1950 à nos jours

Sylvain VEUNDEU KWAVA

(Université de Maroua)

Introduction

Les Monts Mandara constituent une zone géographique avec des caractéristiques la distinguant particulièrement des autres localités de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Elle est tout à fait distinctive de par sa situation géographique, son histoire et surtout son climat. Depuis l'implantation des différents peuples qui l'habitent, l'agriculture a toujours constitué leur principale activité économique¹. C'est pourquoi, introduit au XIX^e siècle par les Bournouan, le maraîchage y connaît un réel développement, particulièrement en pays Mafa². En fait, à partir de la deuxième décennie d'après les indépendances des deux Cameroun (occidental et oriental), cette filière a connu une véritable mutation et a évolué

1 A. Hallaire, « Marchés et commerce au Nord des Monts Mandara (Cameroun) », in *Cah. O.R.S.T.O.M., sh. Sci. Hum*, vol. IX (3), 1972, pp. 259-285 ; M. Roupsard, *Nord Cameroun: ouverture et développement*. Coutances (Manche), Impression et façonnage de Claude Bellée, 1987 ; J. Boutrais, *La colonisation des plaines par les Montagnards au Nord du Cameroun (Monts Mandara)*, Paris, ORSTOM, 1973.

2 Le pays Mafa renvoie à ce que Jean-Yves Martin appelle en 1970 « pays Matakam ». Le peuple Mafa est réparti sur une superficie totale de près de 1500 km². À cheval entre le Cameroun et le Nigéria, la plus grande partie des Mafa réside au Cameroun. La fraction qui vivait sur le territoire du Cameroun ex-britannique, s'est retrouvée au Nigéria, à l'issue du référendum du 11 février 1961. Selon le découpage administratif actuel du Cameroun, les Mafa sont repartis dans quatre arrondissements dont Mokolo, Koza, Soulédé-Roua et Mayo-Moskota.

d'une culture de case à une véritable culture de rente. Elle a fait du pays Mafa une zone dont la notoriété dans la région de l'Extrême-Nord est aujourd'hui établie³. Au-delà de ses caractéristiques biophysiques, sa position stratégique (le partage d'une large frontière avec le Nigéria) et les déplacements humains ont beaucoup impacté sur le développement de son secteur agricole. Depuis les prémices de l'ère coloniale, le pays Mafa a fait l'objet d'une importante production scientifique. Malgré la richesses de ces écrits, la place de la frontière et celle de la mobilité humaine, deux composantes qui distinguent le comportement des acteurs de la filière maraîchère de celui de l'État camerounais par rapport à un environnement frontalier, est restée peu explorée. Au vu de ceci, l'on s'interroger sur place qu'occupent les mobilités humaines et la frontière dans l'histoire du maraîchage dans les Monts Mandara et sur les enjeux de son environnement frontalier dans le développement de la filière maraîchère. Ce sont les réponses à cette interrogation qui ont constitué le fond de cette recherche. Pour les formuler, nous avons adopté une approche systémique qui a procédé par une exploitation documentaire des rapports institutionnels et des ouvrages portant principalement sur l'Extrême-Nord du Cameroun, les Monts Mandara, les Mafa, l'agriculture et l'insécurité. Une observation directe et participante a permis une immersion dans la zone de juillet à septembre 2022 afin collecter des informations sur le comportement des agriculteurs vis-à-vis de la frontière Cameroun-Nigéria et leur mode de vie. Des entretiens ont été réalisés entre 2019 et 2022. Ils ont ciblé les agro-commerçants et les maraîchers à Mandaka, Nguétchéwé, Mokolo, Oudahhai, Oualade, Goldavi et Dзамadzaf. Fort de tout cela, cette recherche montre à suffisance l'intérêt qu'il y aurait à considérer la frontière et la mobilité humaine comme perspectives à partir desquelles l'on peut analyser l'histoire d'une filière agricole. C'est pourquoi la réflexion s'est organisée autour de deux principaux axes, à savoir le rôle de la frontière Cameroun - Nigéria et de la migration agricole dans le développement du maraîchage en pays Mafa (1) et les effets de l'insécurité régionale sur les pratiques et acteurs maraîchers (2).

3 S. Veundeu Kwava, *L'économie maraîchère en zones montagneuses : cas de l'Arrondissement de Koza 1949-2018*, 2019.

I. Frontière Cameroun-Nigéria, migration agricole et développement du maraîchage en pays Mafa

L'histoire nous enseigne que les mouvements migratoires sont très anciens dans les Monts Mandara⁴. La mobilité humaine est donc un pan important de l'histoire agricole de cette zone. Le déplacement des migrants de la montagne pour la plaine a constitué une mobilité d'ancrage pour le développement du maraîchage en pays Mafa.

A. Les Monts Mandara : de l'ancienneté des migrations et des activités économiques régies par la frontière Cameroun - Nigéria

Globalement, la mobilité humaine a toujours été un facteur structurant des sociétés des Monts Mandara. Avec une durée qui va de quelques semaines à six mois ou plus, les mouvements migratoires en pays Mafa étaient dirigés vers des localités musulmanes ou principalement vers le Nigéria voisin. Les migrants y demeuraient deux à trois semaines dans les années 1960⁵. Initialement peu intenses, c'est depuis les sécheresses des années 1970 que ces déplacements se sont multipliés et diversifiés en pays Mafa. En effet, c'est à la faveur des sécheresses que les migrants se sont déployés dans les autres localités de la région, devenant ainsi une abondante main d'œuvre salariée dans les zones agricoles voisines. Pendant cette décennie par exemple, les migrants mafas étaient, dans la zone de Koza, aux services des peuples de la plaine, les Bournouan et les Mandara, peuples pratiquant les cultures de contre-saison. C'est le cas du maraîchage et de la culture du sorgho repiqué⁶. Pour limiter les risques liés à l'insécurité alimentaire ainsi

4 J. Boulet, *Magoumaz, pays Mafa (Nord Cameroun) : étude d'un terroir de montagne*, 1975 ; L. Boutinot, *Le migrant et son double. Migration, ethnie, religion au Nord Cameroun*, 1994 ; A. Zuiderwijk, *Farming gently farming fast : Migration, incorporation and agricultural change in the Mandara Mountains of Northern Cameroon*, 1998 ; J. Diye, « Migration et dynamisme économiques des populations des monts Mandara : le cas du commerce de soya », in (A.) Idrissou, Alawadi Zelao (dir.), *Le Cameroun septentrional contemporain. Figures, sociétés et enjeux de développement*, Yaoundé, Dinimber & Larimber, 2019, pp. 451-481.

5 P. Gubry, S. Lamle, E. Ngwé, J.-M. Tchéghe, J.-P. Timnoll, J. Véro, *Le retour au village : une solution pour la crise économique au Cameroun ?*, Paris, ORSTOM, 1996.

6 O. Iyébi-Mandjek, « Les migrations saisonnières chez les Mafa, montagnards du Nord-Cameroun : une solution au surpeuplement et un frein à l'émigration définitive », in *ORSTOM, série Sciences humaines* (29), 1993, pp. 419-441.

qu'au fait de vivre dans une situation morose et oisive après une mauvaise saison, certains jeunes mafas se sont dirigés vers le Nigéria pendant la saison sèche à la recherche de travaux rémunérés.

Outre certaines zones urbaines du Nigéria telles que Madagali, Mubi, Maiduguri et Yola, etc., certaines villes camerounaises comme Ngong, Garoua, Maroua, Ngaoundéré, Bafoussam, Bertoua, etc. sont les lieux d'émigration privilégiés par ces jeunes⁷. Ces derniers, selon leurs localités peuvent avoir des destinations différentes. Par exemple, les populations de Ziver, Oupay, Montskar, Tourou sont plutôt attirées par le Nigéria alors que celles de Djinglya et une partie de la plaine de Koza se ruent vers les villes camerounaises⁸. Au profit de ces déplacements répétitifs, les Mafa de la montagne avaient fini par s'intéresser au maraîchage au point qu'ils durent développer leurs propres exploitations. Cependant, le plus grand défi auquel ils étaient confrontés fut l'accès au foncier. En fait, les parcelles propices au maraîchage étaient rares voire pratiquement inexistantes sur la montagne⁹. Alors, y faire une grande exploitation n'était pas possible. Il fallait donc inéluctablement conjuguer avec le droit foncier de la plaine¹⁰.

Dans l'ensemble, les migrations saisonnières constituaient une source d'augmentation de revenus familiaux en pays Mafa¹¹.

7 L. Boutinot, *Le migrant et...*, op. cit. ; J. Diye, « Migration et dynamisme économiques des populations des monts Mandara : le cas du commerce de soya », art. cit.

8 G. Patrick et al., *Le retour au...*, op. cit.

9 Entretien avec David Haidava, Mokolo le 10 novembre 2021.

10 Selon un droit traditionnel qui prévalait dans la zone, les sols agricoles de la plaine appartenaient aux peuples musulmans, les Bornouan et les Mandara. Lorsque les montagnards souhaitaient y cultiver, ils devenaient soumis, suppliants et par conséquent inférieurs aux Foulbé (Bournouan) et aux Mandara auxquels ils avaient l'obligation de louer les terres. Outre cela, les migrants mafas qui souhaitaient une exploitation agricole sur la plaine devaient verser automatiquement une redevance coutumière appelé *Zakat* (Nom de la dîme en langue Fulfuldé) au chef de la communauté musulmane où ils souhaitaient s'installer. Cela constituait en quelque sorte l'impôt qu'ils à verser au chef de massif. Aussi, quand les montagnards décidaient de s'installer définitivement sur la plaine, ils acceptèrent ne plus appartenir et dépendre de leur chef de la montagne. Alors, ils devenaient et appartenaient automatiquement au chef musulman malgré les servitudes qu'ils subissaient. Beaucoup de Mafa, car animés par un instinct de survie dussent accepter ces conditions des musulmans de la plaine. J. Boutrais, *La colonisation des plaines par les Montagnards au Nord du Cameroun (Monts Mandara)*, Paris, ORTOM, 1973.

11 A. Zuiderwijk, *Farming gently farming...*, op. cit.

Cette stratégie, aussi ancienne qu'elle soit, leur a permis d'entrer de manière permanente en contact avec d'autres peuples et ils ont alors dû s'approprier les techniques d'irrigation ayant incité et développé en eux des potentialités et dispositions adéquates pour la pratique du maraîchage. Parallèlement, ils avaient bénéficié du retour de certains migrants de la zone de la Bénoué où ils s'étaient installés à la faveur des Projets Nord-Est Bénoué, Sud-Est Bénoué et Centre-Nord. À cause d'une insécurité foncière qui y régnait, difficulté à laquelle s'ajoutait une dépression économique dans les villes environnant la Bénoué, des migrants mafas avaient fait leur retour dans ce qu'ils appelaient « patrie » : les Monts Mandara¹². Habités aux systèmes agricoles de la plaine à Bénoué où ils pratiquaient le maraîchage sous l'instruction des pouvoirs publics, ils se ruèrent vers des espaces non emblavés de la plaine. L'apport des migrations dans le développement des cultures maraîchères en pays Mafa reste ainsi exceptionnel. Outre cela, l'histoire du maraîchage dans cette contrée est marquée par la prééminence des échanges transfrontaliers avec le Nigéria.

Géographiquement, l'Extrême-Nord du Cameroun partage une large frontière avec le Nigéria. Cette limite s'étire sur plus de 1200 kilomètres. Elle est franchissable facilement à pied ou avec des animaux. Déjà, notons que les transactions transfrontalières définissent en grande partie l'économie des peuples des Monts Mandara dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Ces différentes transactions donnaient lieu à des flux de biens catalysés par des produits locaux tels que le piment, le tabac, les peaux des bêtes¹³, etc.

Vers la fin des années 1970, la situation économique dans les Monts Mandara, outre les transactions formelles se caractérisait par une montée en puissance de la contrebande entre le Nigeria et le Cameroun. La porosité de la frontière mettait en déroute le contrôle rigoureux du personnel douanier. Il était donc impossible pour la douane de contrôler toutes les marchandises qui circulaient entre le Nigeria et le Cameroun, avec surtout des acteurs pratiquement

12 O. Iyébi-Mandjek, C. Seignobos, *Le suivi des migrants Mafa à travers quatre terroirs*, [Document photocopié], 1995.

13 A. Hallaire, « Marchés et commerce au Nord des Monts Mandara (Cameroun) », in *Cah. O.R.S.T.O.M., sh. Sci. Hum*, vol. IX, n°3, 1972, pp. 259-285.

impossibles à identifier, des peuples transfrontaliers¹⁴. L'ampleur qu'avait prise cette situation tirait son origine de la politique économique du Nigeria. Elle serait la conséquence d'une forte dévaluation de la monnaie nigériane, le naira. Ce contexte qui prévalait avait ainsi conduit à l'émergence des marchés d'échanges parallèles profitables aux populations frontalières, notamment les Mafa dans les Monts Mandara¹⁵. En fait, « les taxes et droits de douane sont faibles ou inexistantes au Nigeria, et élevés au Cameroun [...] Une telle situation favorise évidemment la contrebande que les multiples postes douaniers camerounais sont impuissants à enrayer totalement »¹⁶. C'est donc ce qui explique le fait que, les motopompes qui étaient inaccessibles au Cameroun étaient tout à fait accessibles au Nigeria et pour des sommes modiques.

Le Cameroun septentrional, nous renseigne Marcel Rouspard, exportait vers le Nigeria des denrées alimentaires brutes fournies par l'élevage, la pêche et l'agriculture¹⁷. Dans l'autre sens, le trafic clandestin portait sur des produits transformés destinés à la consommation de la population régionale : les motopompes, les bicyclettes, les tôles, du bois de construction, des transistors, des pagnes et vêtements, des cuvettes et casseroles et d'autres articles divers¹⁸.

En 1986, grâce à ces échanges transfrontaliers avec le Nigeria, presque tous les maraîchers dans les Monts Mandara possédaient une motopompe d'après Olivier Iyébi-Mandjek¹⁹. Rappelons que la motopompe est une véritable prouesse pour le développement du maraîchage. Le même auteur affirme que « cette dernière permet l'exploitation des nappes plus profondes,

14 Ce sont des peuples qui vivent des deux côtés d'une frontière. Pour le cas des Mafa, une partie vit au Nigéria et une autre au Cameroun.

15 O. Iyébi-Mandjek, « À l'écoute du marché : les mutations de l'agriculture maraîchère au nord du Cameroun » in D., Barretau (dir.), *L'homme et le milieu végétal dans le bassin du lac Tchad*, Paris, OSTOM, 1997, pp. 187-193.

16 A. Hallaire, « L'intérêt d'une frontière : l'exemple des Monts Mandara (Cameroun/Nigéria) », in *ORSTOM. Tropiques. Lieux et liens*, 1989, pp. 589-593, p. 591.

17 (M.) Rouspard, , *Nord Cameroun : ouverture et développement*, Coutances (Manche), Impression et façonnage de Claude Bellée, 1987.

18 A. Hallaire, « L'intérêt d'une frontière : l'exemple des Monts Mandara (Cameroun/Nigéria) », *art. cit.*

19 O. Iyébi-Mandjek, *L'homme et le...*, *op. cit.*

difficilement exploitables manuellement, dont la profondeur n'excède cependant pas 10 mètres. Par ailleurs, elle diminue les temps d'irrigation et permet une augmentation des surfaces traitées et un arrosage fréquent »²⁰. Avant l'avènement de cet appareil, le chadouf était le dispositif le plus sollicité comme moyen d'exhaure par les maraîchers en pays Mafa. L'entrée en jeu et la multiplication de la motopompe dans la conduite des activités maraîchères a eu pour conséquence l'extension de l'écoumène maraîcher. Pour la population frontalière, ce sont les prix des produits agricoles et articles, la distance et l'accès facile qui conditionnent leurs échanges avec les commerçants nigériens. Il est évident pour elle d'ajuster a priori et en arrière-plan le revenu monétaire, mieux le bien-être personnel. Viché Hahad est un ancien trafiquant, il parle de l'importance des échanges transfrontaliers entre le Cameroun et le Nigeria dans l'agriculture :

Nous ici à Dзамadzaf on vit grâce au Nigéria. Nous ne sommes pas du tout loin, à un pas tu es là-bas. On vit comme les nigériens ici, regardez juste la montagne qui est derrière vous, c'est la frontière. Les habits que nous portons viennent de là-bas. La majorité de nos produits agricoles sont vendus au Nigeria après la récolte. Moi je cultive l'oignon, le piment, le soja, l'ail et la tomate. Je vous assure que je ne vends pas mes produits au Cameroun. Ici chez nous, on ne connaît pas la vraie valeur du travail de la terre, les gens qui viennent de loin achètent les produits agricoles moins chers, ce sont eux qui s'enrichissent sur notre dos. Au Nigeria, le prix est abordable, c'est même 10 fois meilleur que celui du Cameroun. Bon, je ne peux pas vous mentir, ça dépend quand même de la valeur du Naira. Il y a des moments où le change naira-FCFA est plus bénéfique pour nous qui vendons nos produits agricoles là-bas ; et pour ceux qui achètent les articles du Nigeria pour venir vendre au Cameroun. Sinon, vous-même vous voyez que les gens utilisent plus la monnaie nigérienne que notre FCFA ici. Les différentes motopompes que vous voyez là viennent toutes du Nigeria. Lorsque nous vendons ce qu'on apporte là-bas, on profite du prix des articles pour acheter ce que nous devrions utiliser pour la saison agricole

²⁰ *Ibid.*, p. 189.

prochaine. On n'achète pas seulement les motopompes, il y a aussi les intrants agricoles tels que l'urée, le Gramazole, le Diuron, le Rundup, etc. D'ailleurs, le sac de leur urée est plus gros que le nôtre. Moi particulièrement, j'ai commencé à aller au Nigéria quand j'avais 10 ans, je partais pour faire le service [être employé pour des travaux divers comme une main d'œuvre rémunérée pour un moment donné] comme les autres. Par le fait d'être marié, j'ai décidé de rester au village pour m'occuper de ma famille et de m'investir dans l'agriculture. J'ai donc acheté tout ce qu'il me fallait pour la culture de l'oignon et surtout de l'ail. Je voulais aussi vous dire que mon papa faisait ce chemin depuis son adolescence, il fait le trafic du piment et du tabac. Malheureusement, Boko Haram est venu tout gâter maintenant²¹.

En 1986, l'on dénombreait plus de 400 montagnards non scolarisés qui se sont convertis en intermédiaires dans les activités de trafic de marchandises entre le Cameroun et le Nigeria. Ils faisaient principalement l'itinéraire Amchidé-Banki ravitaillant par conséquent les acteurs maraîchers en articles et produits nécessaires pour la conduite de leurs activités²². En outre, d'autres étaient arrivés à s'imposer et à s'insérer via un emploi durable dans les villes. En effet, partout dans le monde, les villes fournissent du travail à une grande main d'œuvre rurale qui est généralement inoccupée pendant une grande partie de l'année. Cependant, la rémunération en ville est souvent faible, mais les migrants qui n'attendent qu'un revenu complémentaire sont obligés de s'en contenter²³. Notons que les rémunérations des activités liées à l'exode rural et aux mouvements migratoires varient et dépendent globalement de « l'efficacité des réseaux utilisés pour accéder à des emplois urbains ou ruraux à l'intérieur de leur pays ou à l'extérieur. La part du revenu dégagé réinvesti dans des activités productives dans la zone de départ est, elle aussi, variable et dépend du profil du migrant : sexe, âge, projets d'avenir »²⁴.

21 Entretien avec Viché Hahad, Dzamadzaf le 23 août 2021.

22 O. Iyébi-Mandjek, « Les migrations saisonnières chez les Mafa, montagnards du Nord-Cameroun : une solution au surpeuplement et un frein à l'émigration définitive », *art. cit.*

23 A. Moulin, *Les paysans dans la société française : de la révolution à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 1992.

24 J. B. Vodounou, Y. Onibon Doubogan, « Agriculture paysanne et stratégies

Depuis les années 2000, des produits phytosanitaires, des engrais chimiques, des motopompes et leurs accessoires, etc. constituent autant d'articles en provenance du Nigeria et qui sont incontournables dans la production maraîchère²⁵. Le visage et les apports socioéconomiques du maraîchage en pays Mafa tels qu'ils peuvent être appréciés aujourd'hui, résultent d'un passé pavoisé de nombreuses confrontations entre les agriculteurs et l'État du Cameroun.

B. Un environnement frontalier pour un « bras de fer » État-agriculteurs

Entre 1960 et 1980, le gouvernement camerounais avait entrepris une politique ferme à l'égard des montagnards. C'est surtout durant cette période que l'antagonisme entre l'État du Cameroun et les agriculteurs en pays Mafa s'était fait ressentir.

À partir de 1960, les populations des Monts Mandara avaient été contraintes de descendre pour habiter les plaines. L'origine de cette décision ferme du gouvernement était la continuité de la politique économique initiée par la France dont la justification raisonnable fut le développement d'une culture de rente : le coton. Cette volonté était lisible dans les discours d'Ahmadou Ahidjo, premier président de la République du Cameroun, qui avait préféré faire de l'agriculture le fondement de l'économie du jeune État au détriment de l'exploitation des ressources minières²⁶. Les populations des Monts Mandara, priées d'habiter obligatoirement les plaines étaient donc orientées vers la production du coton. Déjà, les populations étaient réticentes à l'initiation desdits mouvements par l'administration coloniale à partir de 1920. À partir des années 1960, lorsque la descente de la montagne était devenue quasiment obligatoire, une frange d'entre elles avait préféré, pour contrer la décision des autorités camerounaises aller s'installer paisiblement dans les montagnes voisines du Nigeria²⁷. En effet, les autorités

d'adaptation au changement climatique au Nord-Bénin », in *Cybergeo : European Journal of Geography*. <http://journals.openedition.org/cybergeo/27836>, (accès le 28 mai 2022), 2016, p. 18.

25 Entretien avec Tawassa Hahad, Goldavi le 15 décembre 2020.

26 P. Touzard (dir.), *L'Encyclopédie de la République du Cameroun (Tome 1)*, Douala, Eddy Ness, 1981.

27 A. Hallaire, « L'intérêt d'une frontière : l'exemple des Monts Mandara (Cameroun/Nigeria) », *art. cit.* ; J. Boulet, *Magoumaz, pays Mafa...*, *op. cit.*

camerounaises avaient délibérément ou inconsciemment ignoré les « potentialités culturelles et culturelles fondamentalement axées sur la place qu'occupent les massifs dans la vie quotidienne [des Mafa]. L'espace est dès lors concret, vécu, imaginé, peuplé, habité ou inhabité par des êtres visibles ou invisibles dans bien des cas »²⁸. La montagne représente ainsi l'essence et la définition de leur vie. Aussi, il est judicieux de rappeler que bien avant l'intrusion des européens dans les Monts Mandara, la notion de frontière ne se faisait pas ressentir chez les peuples frontaliers habitants de cette zone comme le souligne Catherine Coquery-Vidrovitch : « le concept frontière n'était pas celui des États modernes ; la frontière ne se limitait pas à une ligne soigneusement tracée sur les cartes d'État-major »²⁹. À l'opposé de la frange qui avait préféré migrer vers le Nigeria, une autre avait fait honneur aux autorités camerounaises.

Juste après cette phase d'imposition, la frange qui avait accepté de peupler la plaine, et par conséquent, entrepris la culture de la filière cotonnière, a dû faire face à l'imposition « d'un coup de fouet » par la société de développement de ladite filière qui cherchait à tout prix à augmenter les superficies de production. Notons qu'au milieu des années 1960, la totalité du coton produit au Cameroun n'était pas exportée vers l'extérieur. Une partie de ce coton était vendue à la Cotonnière Industrielle du Cameroun (CICAM) depuis sa création en 1965. Alors, il fallait une augmentation de la production nationale. Pour la cause, des terrains délimités dans les zones propices à la production cotonnière lui avaient été recommandée par la Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles (CFDT)³⁰. Contre toute attente, ces agriculteurs avaient mis

28 D. Maura, « Migration et mémoire errante des peuples de montagnes au Nord-Cameroun », in A. Hamadou (dir.), *Patrimoine et sources de l'histoire du Nord-Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2016, pp. 91-109, p. 94.

29 C. Coquery-Vidrovitch, 2005, citée par J. Diye, 2019, p. 455. En effet, le concept de frontière dans l'Afrique précoloniale est défini par une dimension ethnique ou culturelle. Globalement, elle se rapporte plus aux caractéristiques sociales, économiques, politiques ou culturelles d'un même peuple et requiert des délimitations naturelles. Une frontière était donc une zone à la fois de contacts, d'échanges et de rivalités ; des limites reconnues comme telles par un même peuple. Par exemple, elle prend en compte le pouvoir économique ou zone d'expansion du commerce que contrôle une population d'un milieu ; l'étendue du pouvoir d'une autorité traditionnelle ou des relations lignagères basées sur des liens familiaux.

30 O.Yalla, *Culture du coton et dynamiques socio-économiques au Nord-Cameroun 1951-2008*, Thèse de Doctorat en Histoire, Université de Yaoundé I, 2013.

cette initiative de côté et y avaient semé « comme chaque année du sorgho. Un mois plus tard, ils [avaient été] contraints par les gendarmes d'arracher leur sorgho en train de pousser. A la saison sèche suivante, plusieurs familles ayant subi ces mesures [partirent] s'établir au Nigeria »³¹. En fait, ce comportement des agriculteurs montre les enjeux et l'importance d'un environnement frontalier pour eux. Le message qu'ils adressaient à l'État du Cameroun qui était fragilisé devant leur agissements était la non acceptation du coton puisque ne servant guère dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. C'est lorsque les pratiques et techniques, les retombés et suppléments agricoles liés à celui-ci étaient bienfaites aux agriculteurs qu'il fut raisonnablement pratiqué.

C'est à partir des années 1950, avec l'implantation de la CFDT que les Mafa avaient commencé à utiliser les engrais chimiques. La CFDT dotait ses producteurs d'engrais afin de booster leurs productions. À la fin des années 1970, les producteurs de coton étaient véritablement contrôlés par la structure faïtière puisqu'en fait, une frange partie vendait du coton au-delà des frontières nationales³². Ceci dit, des agriculteurs qui avaient accepté la culture du coton développèrent et s'investirent dans d'autres activités parallèlement dépendantes d'elle. Au début des années 1980, la « Société de développement chargée de la production et de la commercialisation du coton, s'est inquiétée de la disparition de grandes quantités d'engrais et a commandé une enquête pour faire la lumière. Il est ressorti de cette enquête que la plus grande quantité d'engrais détournés était utilisée dans les jardins maraîchers »³³. En effet, avec une forte demande en produits maraîchers, certains agriculteurs de surcroît détournaient les engrais et les produits phytosanitaires que leurs octroyait la Société en charge du développement du coton pour assurer la production des cultures maraîchères.

À l'issue de ce constat, l'investissement de la Société de Développement du Coton du Cameroun (SODECOTON)³⁴ dans

31 A. Hallaire, « L'intérêt d'une frontière : l'exemple des Monts Mandara (Cameroun/Nigéria) », *art. cit.*, p. 590.

32 Entretien avec Nidama Gahaya, Oualade le 22 mai 2019.

33 O. Iyébi-Mandjek, « À l'écoute du marché : les mutations de l'agriculture maraîchère au nord du Cameroun », *art. cit.*, p. 189.

34 Sous la cendre de la CFDT, c'est le 1^{er} juillet 1974 que la SODECOTON a vu le jour au Cameroun.

le contrôle et le suivi de ses intrants avait poussé la plupart des producteurs à abandonner simplement la culture du coton au profit du maraîchage qui gagnait de plus en plus le cœur de la population. Cependant, une partie de ces derniers n'avaient pas délaissé complètement la culture du coton. La cause est qu'elle leur procure les engrais et les produits phytosanitaires nécessaires pour la production maraîchère (Ils savent faire le juste milieu entre la quantité de la cotonnade que leur donne la SODECOTON chaque saison et la quantité des intrants y afférente)³⁵. Parallèlement, les champs de coton sont utilisés pour les activités maraîchères durant les saisons sèches et leurs tiges servent de matière première dans la fabrication des silos où sont entreposés en vrac les bulbes d'oignons durant le processus de stockage. Finalement, il y a lieu de dire que, de nos jours, la « solution parfaite » qui arrange les agriculteurs en pays Mafa et la SODECOTON est la rotation coton (saison de pluies) et cultures maraîchères (saison sèche)³⁶. Même si c'est le cas, cette filière prometteuse doit apparemment un prix de sang à des situations intermittentes d'insécurité.

Parallèlement, ce bras de fer entre agriculteurs et l'État du Cameroun dans la zone persiste de nos jours. Le 3 décembre 2021, le ministre camerounais du commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana avait adressé une correspondance au gouverneur de la région de l'Extrême-Nord, Midjiyawa Bakary. Il ordonne à cette autorité administrative de prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'exportation de céréales vers les pays voisins. La hausse des prix sur le marché local serait la cause de cette ordonnance visant à garantir l'approvisionnement de la population locale. Subséquemment, en la date du 27 décembre 2021, la Note de service N° 449/MINFI/DGD, porte suspension temporaire des exportations des huiles végétales et des céréales produites au Cameroun ; par cette note, le Directeur Général des Douanes camerounaises instruit les Chefs de Secteur des Douanes de la région d'appliquer scrupuleusement cette mesure. Ceci dit, les agriculteurs (qui sont des grands maraîchers), dans un esprit de désinvolture et de stratégie de riposte à l'omniprésence de l'État dans leurs activités

35 Entretien avec Douvar Rosaline, Guaibi Sébastien et Goujerai, Mokolo le 3 septembre 2021.

36 Entretien avec Tawassa Christine, Demagai Damaris et Tizi Depelling Vondou, Mokolo le 4 avril 2022.

se disent non concernés par la décision du Directeur Général des Douanes camerounaises.

II. Insécurité régionale et incidences sur la production maraîchère

Depuis des décennies, les Monts Mandara se rangent parmi les zones marquées par une importante insécurité. Son histoire récente est marquée par le phénomène de « coupeurs de routes » et le mouvement Boko Haram qui apparaissent comme une contrainte particulière pour les acteurs du maraîchage.

A. Bref aperçu de l'histoire d'une insécurité pérenne dans les Monts Mandara

Parmi les contraintes les plus importantes du secteur agricole dans la région, les conséquences liées aux crises écologiques et les défis sécuritaires se distinguent. Des « coupeurs de routes » au phénomène de Boko Haram, la filière maraîchère fait face au défi de l'insécurité.

Une lecture en filigrane de l'histoire du bassin du Lac Tchad permet une mise en exergue de la question de la domination et de conflits. Concrètement, elle renseigne avec beaucoup de pertinence que cette zone géographique fut un lieu où se sont développées des entités politiques à caractère hégémonique³⁷. L'émergence et le développement dans cette contrée des royaumes tels que le Kanem à partir du VIII^e siècle, le Bornou, le Baguirmi et le Mandara vers le XV^e siècle et les Lamidats³⁸ peuls ont été à l'origine des violences, des raids esclavagistes avec pour conséquences des vagues successives de migrants qui se sont retranchés dans les principaux sites défensifs dont les plaines inondables et surtout, les montagnes environnantes : les monts Mandara³⁹. Les « Kirdi »

37 Alawadi Zelao, « Le Cameroun septentrional à l'épreuve de Boko Haram », in (A.), Idrissou, Alawadi Zelao (dir.), *Le Cameroun septentrional contemporain. Figures, sociétés et enjeux de développement*, Yaoundé, Dinimber & Larimber, 2019, pp. 549-564.

38 Territoire placé sous l'autorité peule dont le chef est appelé Lamido, littéralement celui qui règne en français.

39 Gigla Garakcheme, « Le butin féminin de guerre comme stratégie d'humiliation et de dérision de l'ennemi dans les monts Mandara (Nord-Cameroun) », in *Dynamiques Internationales* (5), 2011, pp. 1-17 ; A. Sambo, *Les cours d'eau transfrontaliers dans le bassin du lac Tchad : accès, gestion et conflits (XIX^e et XX^e)*

montagnards, des peuples non musulmans ou ceux ayant refusé l'islamisation prônée par la majorité de ces entités furent leurs principales cibles comme l'affirme Eldridge Mohammadou : « les réserves les plus importantes pour cette sorte de marchandise [esclaves] s'étendaient à la périphérie méridionale et occidentale du pays Guiziga, pays Massa, Toupouri, Moundang, Guidar, Moufou et Matakam »⁴⁰.

Les Mafa, alors l'un des plus importants peuples transfrontaliers de l'Extrême-Nord ont connu des effets négatifs liés à l'insécurité et perceptibles sur le plan socioéconomique. Avant le phénomène de Boko Haram celui des « coupeurs de routes » animait l'histoire sécuritaire dans le bassin du lac Tchad. Ce sont des bandes armées de rebelles, des bandits de grand chemin et trafiquants divers qui ont fait parler d'eux. Ce phénomène remonte au milieu des années 1980⁴¹. En effet, comme le souligne Saïbou Issa,

Entre la fin des années 1980 et le début des années 2000, le commerce, l'élevage et le transport ont payé un lourd tribut aux coupeurs de route dont les embuscades ont littéralement « coupé » le passage aux marchands, négociants en bétail et autres voyageurs. De nombreuses victimes ont perdu la vie, d'autres ont été délestées de troupeaux entiers, d'innombrables faillites ont été constatées. [...] Les prises d'otages se sont étendues à l'Extrême-Nord, des familles ont dû payer des rançons, d'autres ont porté le deuil de leurs proches pendus, voire égorgés lors de séances de décapitation collective⁴².

Outre le phénomène de « coupeurs de routes », l'Extrême-Nord du Cameroun traverse actuellement une crise due aux exactions répétées des terroristes de Boko Haram et, le Département du Mayo-

siècles), Thèse de Doctorat d'Histoire, Université de Ngaoundéré, 2010.

40 M. Eldridge, *Le royaume du Wandala ou Mandara au XIX^{ème} siècle*, Tokyo, ILCAA, 1975, p. 192.

41 I. Saïbou, « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad une : nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », in *Polis/R.C.S.P./C.P.S.R.*, Vol. 13, n°1- 2, 2006, pp. 119-146.

42 I. Saïbou, « Des effluves au théâtre d'opérations, une région en récession », *Kaliao [Volume Spécial]* (Revue pluridisciplinaire de l'École Normale Supérieure de Maroua), 2014, pp. 7-11, p. 9.

Tsanaga en souffre. On le sait déjà, Boko Haram est un mouvement insurrectionnel et terroriste dangereux. D'obédience salafiste à ses origines, c'est à Maiduguri vers 2002 qu'il naquit sous le nom de *Jama'atu Ahlou Sunna Lid Da'awati wal Jihad* (Groupe des Sunnites pour la Prédication et le Combat). Sous l'égide de Mohammad Youssouf, ce groupe développa et se proposa de défendre une idéologie consistant à rejeter les valeurs occidentales et basa son combat sur la promotion des valeurs islamiques. C'est à la mort de son guide qu'Abubakar Shekau devint leader du mouvement. Il fit de la forêt de Sambissa son fief et transforma le groupe en une sanglante organisation terroriste qui sévit dans le bassin du lac Tchad⁴³. Boko Haram fut une menace nigériane au départ mais est devenue, par la suite, une affaire régionale⁴⁴. En effet, les menaces de cette secte islamiste débordèrent largement les frontières nigérianes qui constituaient son épice et concernent de nos jours tout le bassin du lac Tchad, voire l'Afrique de l'Ouest⁴⁵. Cette lecture de l'histoire sociopolitique des Monts Mandara montre clairement qu'elle est dominée par une insécurité répétitive et, en pays Mafa, ses effets sur le maraîchage restent alarmants.

B. Des incidences sur les acteurs du maraîchage

Dans l'ensemble, le phénomène de « coupeurs de routes » a impacté négativement sur le trafic commercial des produits maraîchers. En effet, certains acteurs qui vivaient de l'exportation de produits comme le piment, l'ail, etc. vers le Nigéria avaient vu leur vie économique détruite du fait de cette criminalité organisée.⁴⁶ En ces termes, Ndjigai affirme :

43 I. Saïbou, H. Mbarkoutou Mahamat, Bana Barka, *Boko Haram : Les mots d'une crise*, Paris, L'Harmattan, 2020.

44 B. Sambe, *Boko Haram : du problème Nigérian à la menace régionale*, Dakar-Le Caire, Timbuktu Editions, 2015.

45 G. Magrin, M.-A. Pérouse de Montclos (dir.), *Crise et développement : La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Paris Cedex, AFD, 2018 ; E. Sourna Loumtouang, « D'une crise nationale à une crise régionale : l'effet domino de la menace Boko Haram sur le Cameroun », in (A. A.à) Gwoda, (F.) Wassouni (dir.), *Regards croisés sur Boko Haram au Cameroun*, Yaoundé, Les Éditions du Schabel, 2017, pp. 203-222.

46 Entretien avec Menagai Justin, Hakda Félicité, Abba Baldna, Goujerei, Dalahai Vohod et Valery Viché, Mokolo le 6 avril 2022.

Le piment et le tabac animaient la vie commerciale avant. C'est tardivement que l'ail et autres produits se sont distingués. Le piment et le tabac étaient très demandés au Nigéria. Beaucoup de personnes faisaient la route du Nigéria pour aller vendre ces produits mais la route était devenue dangereuse à un moment. Tu pouvais facilement trouver la mort. Soit on t'égorge, soit ils [bandits] te dépouillent complètement de tout ce que tu as. Finalement, des gens ont désisté et ont changé d'activité pour pouvoir survivre⁴⁷.

C'est à l'image du phénomène de « coupeurs de routes » que s'était exacerbé celui de braqueurs qui sillonnaient les différents quartiers afin de dépouiller les grands producteurs. Cette situation avait découragé certains producteurs qui entretenaient de grandes exploitations, d'après Siddi Malloum. Il argue que les *Alhaji* (les personnes riches) d'oignons étaient contraints de ne pas se montrer et de ne plus cultiver de manière importante. En effet, les grands producteurs d'oignons étaient contraints de réduire leurs parcelles car, des bandits évaluaient leurs revenus à travers la grandeur des exploitations maraîchères. Siddi Malloum affirme d'ailleurs que beaucoup avaient fui la zone pour aller s'installer à Ngong, à Gouna ou à Touboro afin d'y produire les arachides.⁴⁸ Plus sévère pour le maraîchage que le phénomène de « coupeurs de routes », Boko Haram s'est distingué par ses effets négatifs depuis 2014 en pays Mafa.

Les conséquences liées à Boko Haram sur le maraîchage en pays Mafa sont multiples. Depuis 2013, nombreuses sont des personnes qui ont manifesté leurs inquiétudes par rapport aux effets que pouvaient avoir les exactions de cette nébuleuse secte sur la population de l'Extrême-Nord du Cameroun. Avec effarement, Saïbou Issa s'exprimait ainsi :

L'Extrême-Nord sortait à peine de cette infortune [phénomène de coupeurs de routes] qu'apparaît Boko Haram dont les incidences pour la Région imbriquent les dimensions locale, nationale, régionale, internationale. En attendant d'y consacrer une étude spécifique, il y a lieu, d'emblée, de

47 Entretien avec Ndjigai Mokolo le 5 avril 2022.

48 Entretien avec Siddi Malloum, Nguétchéwe le 25 juillet 2022.

noter que le relèvement de l'indice d'insécurité de l'Extrême Nord déclaré «no go zone » [une zone rouge], fait de son infréquentabilité un facteur de débilitement [effondrement] économique et social, en l'occurrence le déroutement des partenaires au développement vers des zones plus sûres⁴⁹.

Globalement depuis le début de cette situation, on a constaté des moments tristes dans les activités agricoles, commerciales et touristiques dans toute la région de l'Extrême-Nord. C'est à Pahimi Patrice de dire que « les activités agricoles [telle que le maraîchage] qui, sans doute ravitaillaient les marchés et les ménages, sont quasiment abandonnées dans les localités situées sur la ligne de front »⁵⁰. Dans son article intitulé « Boko Haram et l'émigration des ressortissants de l'Extrême Nord dans la ville de Yaoundé : itinéraires, expériences et résilience », Idrissou Alioum rappelle avec beaucoup de stupéfaction que la crise liée à Boko Haram a vidé trois départements de la région de l'Extrême-Nord (le Logone et Chari, le Mayo-Tsanaga, et le Mayo-Sava) de ses bras valides⁵¹.

Il est vrai que le phénomène de migration n'est pas nouveau dans ces zones puisqu'en fait, jusqu'aux années 1980, il était question pour la majeure partie de la population habitant les montagnes et les plaines marécageuses des Monts Mandara d'entreprendre des migrations de travail. Cette population était plus ou moins contrainte de sortir au-delà de sa zone de confort habituelle pour des aventures dans les villes de Mokolo et de Maroua. Elle avait des ramifications dans celles de Garoua et de Ngaoundéré. Cependant, avec la crise Boko Haram, une frange de la population Mafa, composée principalement de jeunes qui constituent par ailleurs les bras valides pour la production maraîchère en pays Mafa, a migré et continue de le faire ailleurs. C'est donc là qu'apparaît le phénomène des « nouveaux visages » dans la ville Yaoundé.

49 I. Saïbou, « Des effluves au théâtre d'opérations, une région en récession », *art. cit.*, p. 10.

50 P. Pahimi, « Boko haram et l'Extrême-Nord Cameroun : analyse prospective des dynamisés socioéconomiques », in (F.), Wassouni, (A. A.), Gwoda (dir.), *Boko Haram au Cameroun: dynamiques plurielles*, Bruxelles, Éditions Scientifiques Internationales, 2017, pp. 349-372, p. 354.

51 A. Idrissou, « Boko Haram et l'émigration des ressortissants de l'Extrême Nord dans la ville de Yaoundé : itinéraires, expériences et résilience », in (F.), Wassouni, (A. A.), Gwoda (dir.), *Boko Haram au Cameroun : dynamiques plurielles*, Bruxelles, Éditions Scientifiques Internationales, 2017, pp. 333-348.

Il est question [par « nouveaux visages »] des personnes déplacées internes qui ont migré dans la ville de Yaoundé après 2013 et dont les destins ont été brisés à cause de l'insécurité transfrontalière imputée à Boko Haram. De manière générale, il s'agit des ressortissants de l'Extrême-Nord du Cameroun issus des zones où les attaques terroristes de Boko Haram sont plus récurrentes [les départements du Logone et Chari, du Mayo-Tsanaga, et du Mayo-Sava] ou des localités réellement ou potentiellement en ligne de mire [Il s'agit notamment de certaines localités du pays Mafa comme : Goldavi, Tallakachi, Nguétchéwé, Zhelevet, Krawa-Mafa, Hitéré, Dzamadzaf, Drofok, Ldaman, Tourou, etc.] ou encore de celles qui pâtissent des conséquences directes de ces violences⁵².

En complément à cet auteur, on peut évoquer Jean-Marc Ela qui, en parlant de la ville en Afrique, affirmait qu'« en Afrique Noire, le plus fort pourcentage de la population vivant dans les villes est alimenté par le mouvement migratoire »⁵³. Les bassins de production maraîchère en pays Mafa se vident ainsi au profit des agglomérations lointaines.

La radicalisation du phénomène Boko Haram avait amené l'État du Cameroun à instaurer, dans certaines localités, surtout dans les Départements touchés par la crise certaines mesures prohibitives dont le couvre-feu. Durant ce moment, le couvre-feu ne permettait guère à certains maraîchers d'aller à tout moment dans leurs jardins.⁵⁴ En outre, cette période ne fut pas propice à la commercialisation des produits maraîchers puisque, pour atteindre les marchés avec ces derniers, les producteurs et transporteurs subissaient parfois des traitements inhumains en route. Les principaux exportateurs qui venaient des pays étrangers furent en constante diminution vu que le pays Mafa était déclaré « zone rouge ». Avec des larmes aux yeux, Boukar Oumaté relate que les éléments de Boko Haram, lors d'une invasion manquée à Goldavi, lorsqu'ils étaient forcés de rebrousser chemin, avaient dévasté tout

⁵² Ibid., p. 339.

⁵³ J.-M. Ela, *La ville en Afrique*, Paris, Karthala, 1983, p. 23.

⁵⁴ Entretien avec Nguieké Faustin, Teleya Julienne et Bedewof Caroline, Oudahai le 9 novembre 2021.

son champ de 3 hectares. Ces « ennemis » avaient déterré et laissé sur place les jeunes plants récemment repiqués.⁵⁵

Du fait de la crise de Boko Haram, la vie s'est avérée être de plus en plus difficile dans les zones frontalières de l'Extrême-Nord du Cameroun, puisque l'on a assisté à une fermeture de la frontière Cameroun - Nigéria. L'économie de cette région a connu ainsi une baisse drastique des importations en provenance du Nigéria⁵⁶. Cette paralysie du secteur économique a eu un impact sur les recettes douanières. D'ailleurs, il est connu de tous que la vie économique de l'ensemble du Nord du Cameroun « est étroitement dépendante du commerce avec le Nigéria, ceci dans la mesure où l'essentiel de la consommation dans les régions septentrionales provient du Nigéria [...] »⁵⁷. Rappelons que l'essentiel de l'économie du pays Mafa repose principalement, outre l'agriculture et l'élevage, sur les transactions commerciales régies en partie par la contrebande. Alors, les transactions qui étaient autrefois assez fructueuses, ne le sont plus pour le peuple Mafa depuis l'avènement de Boko Haram. En effet, Boko Haram a rendu difficile la pratique de la contrebande. Pourtant, c'est elle qui soutient le secteur informel de l'économie locale. Elle est à l'origine de la diversification et de la disponibilité de certains outils et produits indispensables à la production maraîchère en pays Mafa.

Au sortir de cette réflexion qui avait pour ambition d'analyser l'histoire du maraîchage en pays Mafa à travers la frontière et la mobilité humaine, il convient de retenir que les cultures maraîchères occupent aujourd'hui une place capitale dans la vie des peuples des Monts Mandara. Entretenant un lien séculaire avec son environnement montagneux, le peuple Mafa s'est particulièrement distingué par son ingéniosité à développer et à adopter des stratégies agricoles notables, sa capacité à diversifier ses activités de production économique et son caractère adaptatif à son milieu de vie. L'histoire du maraîchage en pays Mafa montre que les migrations spontanées vers le Nigéria voisin et dans certaines villes

⁵⁵ Entretien avec Boukar Oumaté, Nguétchéwé le 26 juillet 2022.

⁵⁶ Entretien avec Ambassa Wandala, Mandaka le 8 novembre 2021.

⁵⁷ P. Pahimi, « Boko haram et l'Extrême-Nord Cameroun : analyse prospective des dynamisés socioéconomiques », *art. cit.*, p. 349.

du Cameroun, les mouvements de descente de la montagne – forcés ou volontaires – sont autant de facteurs ayant permis l'adoption et le développement du maraîchage. En fait, ces différentes mobilités ont permis aux Mafa d'entrer en contact avec d'autres peuples agriculteurs. Ils ont dû s'approprier les techniques et les contours de l'agriculture irriguée qui était déjà pratiquée dans la plaine. Le comportement des agriculteurs Mafa vis-à-vis de l'État qui militait pour l'imposition et le développement du coton s'est avéré fructueux puisque, le bras de fer entre eux et la CFDT/SODECOTON a abouti, au final, au développement du maraîchage. À travers la frontière, les transactions économiques et surtout la contrebande ont permis aux agriculteurs d'entrer facilement en possession d'intrants, de produits phytosanitaires, d'outils et d'appareils nécessaires pour le maraîchage à très bas prix. Cependant, ce peuple ingénieux et agriculteur se trouve dans une zone où l'insécurité a toujours prévalu et continue de sévir. Du banditisme caractérisé de petits groupes de personnes à Boko Haram, la pérennité de ces situations a eu des conséquences négatives sur le développement du maraîchage. Lorsqu'on sait que la vie économique de ce peuple est animée en grande partie par les échanges via la longue frontière Cameroun - Nigéria et qui aujourd'hui se montre meurtrière, il y a lieu de s'inquiéter pour le devenir de sa jeunesse qui est par ailleurs sa principale main d'œuvre agricole. Une telle agriculture, surtout dans un contexte marqué par les changements climatiques devrait être véritablement accompagnée par l'État et les organismes de développement.

Bibliographie

- Alawadi Zelao, « Le Cameroun septentrional à l'épreuve de Boko Haram », in (A.), Idrissou (A.), Alawadi Zelao (dir.), *Le Cameroun septentrional contemporain. Figures, sociétés et enjeux de développement*, Yaoundé, Dinimber & Larimber, 2019, pp. 549-564.
- Boulet (J.), *Magoumaz, pays Mafa (Nord Cameroun) : Étude d'un terroir de Montagne*, Paris, ORSTOM, 1975.
- Boutinot (L.), *Le migrant et son double. Migration, ethnie, religion au Nord Cameroun*, Thèse de Doctorat en Sociologie, Université de Paris I Panthéon Sorbonne, 1994.
- Boutrais (J.), *La colonisation des plaines par les Montagnards au Nord du Cameroun (Monts Mandara)*, Paris, ORSTOM, 1973.
- Diye (J.), « Migration et dynamisme économiques des populations des monts Mandara : le cas du commerce de soya », in Idrissou (A.), Alawadi Zelao (dir.), *Le Cameroun septentrional contemporain. Figures, sociétés et enjeux de développement*, Yaoundé, Dinimber & Larimber, 2019, pp. 451-481.
- Ela (J.-M.), *La ville en Afrique*, Paris, Karthala, 1983.
- Eldridge (M.), *Le royaume du Wandala ou Mandara au XIXème siècle*, Tokyo, ILCAA, 1975.
- Gigla Garakcheme, « Le butin féminin de guerre comme stratégie d'humiliation et de dérision de l'ennemi dans les monts Mandara (Nord-Cameroun) », in *Dynamiques Internationales*, n°5, 2011, pp. 1-17.
- Gubry (P.), Lamleñ (S.), Ngwe (E.), Tchegho (J.-M.), *Enquête sur la pression démographique et l'exode rural dans le Nord et l'Ouest du Cameroun*, Yaoundé, CRED, 1991.
- Gubry (P.), Lamleñ (S.), Ngwé (E.), Tchégaho (J.-M.), Timnoll, (J.-P.), Jacques, (V.), 1996, *Le retour au village : une solution*

- pour la crise économique au Cameroun ?*, Paris, ORSTOM, 1996.
- Hallaire (A.), « L'intérêt d'une frontière : l'exemple des Monts Mandara (Cameroun/Nigéria) », in *ORSTOM. Tropiques. Lieux et liens*, 1989, pp. 589-593.
 - Hallaire (A.), « Marchés et commerce au Nord des Monts Mandara (Cameroun) », in *Cah. O.R.S.T.O.M., sh. Sci. Hum*, vol. IX, n°3, 1972, pp. 259-285.
 - Idrissou (A.), « Boko Haram et l'émigration des ressortissants de l'Extrême Nord dans la ville de Yaoundé : itinéraires, expériences et résilience », in (F.), Wassouni, (A. A.), Gwoda (dir.), *Boko Haram au Cameroun : dynamiques plurielles*, Bruxelles, Éditions Scientifiques Internationales, 2017, pp. 333-348.
 - Iyébi-Mandjek (O.), « À l'écoute du marché : les mutations de l'agriculture maraîchère au nord du Cameroun » in (D.), Barretau (dir.), *L'homme et le milieu végétal dans le bassin du lac Tchad*, Paris, OSTOM, 1997, pp. 187-193.
 - Iyébi-Mandjek (O.), « Cultures maraîchères », in (C.), Seignobos, (O.), Iyébi-Mandjek (dir.), *Atlas de la province de l'Extrême-Nord Cameroun*, Paris, Éditions, IRD, 2000, pp. 102-106.
 - Iyébi-Mandjek (O.), « Les migrations saisonnières chez les Mafa, montagnards du Nord-Cameroun : une solution au surpeuplement et un frein à l'émigration définitive », in *ORSTOM, série Sciences humaines*, n°29, 1993, pp. 419-441.
 - Iyébi-Mandjek (O.), Seignobos, (C.), *Le suivi des migrants Mafa à travers quatre terroirs*, [Document photocopié], 1995.
 - Magrin (G.), Pérouse de Montclos (M.-A.) (dir.), *Crise et développement : La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Paris Cedex, AFD, 2018.
 - Martin (J.-Y.), *Les Matakam du Cameroun : essai sur une société préindustrielle*, Paris, ORSTOM, 1970.

- Maura (D.), « Migration et mémoire errante des peuples de montagnes au Nord-Cameroun » in (A.), Hamadou (dir.), *Patrimoine et sources de l'histoire du Nord-Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2016, pp. 91-109.
- Moulin (A.), *Les paysans dans la société française : de la révolution à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 1992.
- Pahimi (P.), « Boko haram et l'Extrême-Nord Cameroun : analyse prospective des dynamisés socioéconomiques », in (F.), Wassouni, (A. A.), Gwoda (dir.), *Boko Haram au Cameroun: dynamiques plurielles*, Bruxelles, Éditions Scientifiques Internationales, 2017, pp. 349-372.
- Roupsard (M.), *Nord Cameroun: ouverture et développement*, Coutances (Manche), Impression et façonnage de Claude Bellée, 1987.
- Saïbou, (I.), « Des effluves au théâtre d'opérations, une région en récession », in *Kaliao [Volume Spécial]* (Revue pluridisciplinaire de l'École Normale Supérieure de Maroua), 2014, pp. 7-11.
- Saïbou, (I.), « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad une : nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », in *Polis/R.C.S.P./C.P.S.R.*, Vol. 13, n°1- 2, 2006, pp. 119-146.
- Saïbou (I.), Mbarkoutou Mahamat, (H.), Bana Barka, *Boko Haram : Les mots d'une crise*, Paris, L'Harmattan, 2020.
- Sambe (B.), *Boko Haram : du problème Nigérian à la menace régionale*, Dakar-Le Caire, Timbuktu Editions, 2015.
- Sambo (A.), *Les cours d'eau transfrontaliers dans le bassin du lac Tchad : accès, gestion et conflits (XIX^e et XX^e siècles)*, Thèse de Doctorat d'Histoire, Université de Ngaoundéré, 2010.
- Sournaloumtouang (E.), « D'une crise nationale à une crise régionale : l'effet domino de la menace Boko Haram sur le Cameroun », in (A. A.), Gwoda, (F.), Wassouni (dir.), *Regards croisés sur Boko Haram au Cameroun*, Yaoundé, Les Éditions du Schabel, 2017, pp. 203-222.

- Touzard (P.) (dir.), *L'Encyclopédie de la République du Cameroun (Tome 1)*, Douala, Eddy Ness, 1981.
- Veundeu Kwava (S.), *L'économie maraîchère en zones montagneuses : cas de l'Arrondissement de Koza 1949-2018*, Mémoire de Master en Histoire, Université de Maroua, 2019.
- Vodounou (J. B.), Onibon Doubogan, (Y.), « Agriculture paysanne et stratégies d'adaptation au changement climatique au Nord-Bénin », in *Cybergeo : European Journal of Geography*. <http://journals.openedition.org/cybergeo/27836>, (accès le 28 mai 2022), 2016.
- Yalla (O.), *Culture du coton et dynamiques socio-économiques au Nord-Cameroun 1951-2008*, Thèse de Doctorat en Histoire, Université de Yaoundé I, 2013.
- Zuiderwijk (A.), *Farming gently farming fast: Migration, incorporation and agricultural change in the Mandara Mountains of Northern Cameroon*, Leiden State University, Centre of Environmental Science, 1998.

Le processus de rationalisation des espaces transfrontaliers en Afrique centrale : Essai d'analyse du programme de développement intégré de la zone des trois frontières (PDIZTF) Cameroun-Gabon-Guinée Équatoriale

**Raymond Steve ENGBWANG KANE
et Sébastien Pascal ENDALI ETEME**
(Université de Yaoundé II)

Introduction

La fin de la bipolarité et les reconfigurations y afférentes devaient marquer l'entrée dans une ère nouvelle de mondialisation où les lignes politiques des États, les frontières, seraient dépassées. Ces dernières ont pourtant repris de l'importance après les événements du 11 septembre 2001, tant et si bien qu'elles sont redevenues des barrières entre fonctions étatiques¹, c'est-à-dire le lieu symbole de la défense, de l'intégrité et de l'identité des États-nations. Elles apparaissent alors comme une source potentielle de conflits impliquant de multiples influences. Toutefois, les régions transfrontalières² demeurent des vecteurs de contact et d'intégration fonctionnant comme élément de couture et d'interpénétration entre sociétés différentes³.

Eu égard à ce qui précède, les frontières sont une réalité ambivalente, séparant et rapprochant en même temps⁴. Elles sont

1 R. Ratti, « Théorie du développement des régions-frontières », in *Les Cahiers du LERASS*, n°24, 1991, p.14.

2 R. Ratti, M. Schuler, « Typologie des espaces-frontières à l'heure de la globalisation », in *Belgeo*, n°1, [En ligne], mis en ligne le 31.10.2013, consulté le 09.09.2022. DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.10546>.

3 *Ibid.*

4 A.-H. Onana Mfège, *Le Cameroun et ses frontières, une géopolitique complexe*,

un objet spatial manifestement dynamique selon les enjeux. C'est sous cet angle, et selon la seconde orientation, que sera examiné le processus de rationalisation des espaces frontaliers en Afrique centrale, dans la mesure où le Programme de Développement Intégré de la Zone des Trois Frontières (PDIZTF) Cameroun-Gabon-Guinée Équatoriale vise la construction d'une zone de coprosperité et donc naturellement, une gestion commune de cet espace. Dans cet article, il s'agit concrètement de démontrer que ledit Programme est, du moins sous sa forme actuelle, un vecteur d'éclosion du pays-frontière comme pôle de développement, de croissance et d'intégration communautaire ou régionale. La présente réflexion est donc un approfondissement des différentes appréciations des espaces-frontières, notamment les conceptions qui en font des lignes ou limites et des zones (de coopération et d'intégration)⁵. Elle contribue aux débats en cours dans les études s'intéressant aux régions transfrontalières en Afrique en général et en Afrique centrale en particulier.

Mais avant d'y arriver, il faut tout d'abord souligner que le PDIZTF se veut un instrument de développement local, de systématisation d'une économie formelle frontalière et d'intégration des communautés riveraines de la zone des trois frontières⁶. Ce faisant, il ambitionne de renforcer la coopération transfrontalière entre le Cameroun, le Gabon et la Guinée Équatoriale. Qualifiée de coopération de voisinage ou d'intégration de proximité, celle-ci renvoie plus exactement à « tout acte ou politique visant à promouvoir et à renforcer les relations de bon voisinage entre communautés, collectivités et administrations territoriales ou

Paris, L'Harmattan, 2004, p. 9.

5 Pour des développements détaillés, voir : R. Ratti, M. Schuler, « Typologie des espaces-frontières à l'heure de la globalisation », op.cit. Voir aussi : A.-L. Amilhat S, *Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui ?* Paris, Presses universitaires de France, 2015 ; M. Foucher, « Frontières : rejet, attachement, obsession », in *Pouvoirs*, n°165, vol.2, 2018, pp. 5-14 ; M. Anderson, « Les frontières : un débat contemporain », in *Cultures & Conflits*, n°26-27, 1997, [En ligne], URL : <http://journals.openedition.org/conflits/359>, consulté le 24.12.2022.

6 Est considéré comme « Zone des Trois Frontières », l'ensemble des localités limitrophes entre le Cameroun, la Guinée Équatoriale et le Gabon. Cf., Décret N°2013/8885/CAB/PM Du 19 novembre 2013, portant création, organisation et fonctionnement du Programme de Développement Intégré de la Zone des Trois Frontières (Cameroun, Guinée Équatoriale, Gabon).

autres acteurs concernés relevant de deux ou plusieurs États, y compris la conclusion des accords et arrangements utiles à cette fin »⁷. Suivant la logique de cette définition, la coopération transfrontalière implique d'une part, le développement, l'exploitation et la gestion commune de la région transfrontalière, et d'autre part, l'existence des lignes de séparation, des différences institutionnelles, des normes et des valeurs entre ces trois États.

Il convient, s'inspirant de l'intergouvernementalisme et du transnationalisme, d'explorer les ressorts de la zone des trois frontières avant et après le Programme de Développement Intégré. Suivant la logique intergouvernementaliste, l'analyse intégrera les dynamiques d'association des gouvernements concernés pour répondre efficacement à des besoins communs, et, conformément à la perspective transnationaliste, l'ensemble des relations non contrôlées par les organes étatiques (les contacts, coalitions, et interactions transfrontalières). En un sens, il s'agira de présenter l'espace transfrontalier comme le lieu où se développe une économie de réseaux parallèles, mais aussi comme une zone complexe d'intégration et d'exclusion. Cela nous permettra, au final, de procéder à une évaluation de la dynamique de rationalisation des espaces transfrontaliers sur la base des objectifs et perspectives du PDIZTF.

I. Les attributs ambivalents de la zone des trois frontières avant le PDIZTF

La région transfrontalière Cameroun-Gabon-Guinée Équatoriale présente la particularité d'être un espace socioculturel et ethnographique continu et homogène. À l'évidence des faits, l'on y retrouve des peuples ayant les mêmes origines, partageant un même patrimoine culturel et poursuivant globalement des intérêts communs malgré les tracés territoriaux hérités du partage de l'Afrique. C'est que, la « triple territorialité de l'ethnie Fang »⁸ favorise le maintien des liens culturels et socioéconomiques forts, mais également la continuité des échanges (des hommes, des

⁷ Convention de l'Union Africaine sur la coopération transfrontalière (Convention de Niamey), 27.06. 2014, p. 2.

⁸ S. Loungou, « Le Woleu Ntem, province du Nord-Gabon : entre intégration nationale et dynamique sous-régionale », in *Enjeux*, n°13, octobre - décembre 2002, p.21.

biens et des services) tout le long des frontières. Cependant, cette dynamique de continuité des relations fonctionnelles mutuellement bénéfiques entre ces peuples est handicapée et obligée de revêtir le sceau de l'informel, compte tenu des barrières administratives érigées par les différents États.

A. Une zone de développement de réseaux parallèles de contrebande et de contournement du contrôle étatique

Les barrières administratives contraignent les « entrepreneurs transfrontaliers »⁹ à constituer des réseaux parallèles de contournement et de contrebande leur permettant d'échapper au moins partiellement au contrôle des États. Il s'agit plus concrètement de l'ensemble des interactions et des flux transfrontaliers qui ne sont pas enregistrés par des organismes étatiques. Pour en avoir une idée nette, il convient de scruter les facteurs favorisant le développement des relations transfrontalières parallèles dans la zone des trois frontières, notamment la transfrontalité de l'ethnie Fang, la porosité des frontières et la « rigidité » de la réglementation autour des activités transfrontalières.

La transfrontalité de l'ethnie Fang met précisément en relief le fait que l'on retrouve au Sud-Cameroun, au Nord-Gabon et dans la partie continentale de la Guinée Équatoriale, des peuples frères partageant et pratiquant les mêmes us et coutumes. On pourrait ainsi parler de « pays-frontière », entendu comme « espace géographique à cheval sur les lignes de partage de deux ou plusieurs États limitrophes où vivent des populations liées par des rapports socio-économiques et culturels »¹⁰. Ainsi, les populations frontalières peuvent pratiquer des échanges, aller d'un côté à l'autre de la frontière, assister aux obsèques, aux conseils de familles et aux forums culturels sans être inquiétées par les agents aux postes-

9 L'expression désigne ici l'ensemble des acteurs actifs qui vivent de la frontière et favorisent les échanges transfrontaliers. Il s'agit, entre autres, des populations locales, des commerçants, des transporteurs routiers ou maritimes et d'agents aux postes frontaliers.

10 A. Diarrah, « Le concept de «pays-frontière» dans le processus d'intégration sous-régionale ouest-africaine : Résultats du séminaire de Sikasso 4-7 mars 2002 », Document préparé pour la réunion spéciale du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, tenue à Accra (Ghana), les 20 et 21 mai 2002, p.7.

frontières. Bien évidemment, au plan économique, ces similitudes socioculturelles et solidarités exceptionnelles influencent aussi fortement les échanges commerciaux parfois au mépris de la réglementation établie¹¹. Car, des réseaux se créent entre vendeurs et acheteurs sur la base des liens ethniques. L'usage de la langue Fang ou Ntumu, à ce niveau, serait donc un atout pour la fluctuation des échanges. Ce témoignage d'un vendeur camerounais au marché de Kye-Ossi l'illustre fort opportunément :

Il y a les Fang de part et d'autre de la frontière. Si tu maîtrises la langue fang, il y a possibilité que tu écoutes facilement ta marchandise. Quand tu rencontres un client guinéen ou gabonais et que tu sais parler, tu peux l'entraîner n'importe où en toute tranquillité. Mais dès que tu parles français, il fuit seulement, car il ne se sent pas en sécurité. Ma tribu ne facilite pas l'écoulement de ma marchandise, car je suis Bamiléké. On est obligé de s'efforcer à apprendre les petits mots introductifs en fang. Les équato-guinéens qui sont nos principaux clients sont plus en confiance avec les vendeurs qui parlent la langue fang¹².

La langue et la relation de confiance avec le réseau des passeurs facilitent par ailleurs la circulation des marchandises illicites. En ce sens, le déni des frontières étatiques dans cette région est d'autant plus remarquable qu'il est fréquent d'observer une fluidité des échanges transfrontaliers entre les entrepreneurs transfrontaliers au travers d'affinités ethniques.

La porosité des frontières et les taxes exorbitantes sur les marchandises favorisent, elles aussi, le développement de réseaux informels de contournement et de contrebande. C'est que, pour échapper aux différents contrôles étatiques et procéder à leurs échanges en toute quiétude, les fraudeurs et contrebandiers empruntent des pistes détournées ou clandestines établies le long des frontières¹³. Seulement, le choix des voies illicites les contraint

11 M. B. Medjo Medjo, *L'influence de l'ethnicité sur le commerce frontalier : le cas de la ville de Kye-Ossi au sud Cameroun*, Thèse de doctorat en sociologie, Université de Stellenbosch, 2021, p.174.

12 Entretiens menés en août 2022.

13 Michel Medjo (*op.cit.*, p.155) explique en fait que la région transfrontalière est couverte par une forêt dégradée ou sous-touffue, par des jachères et par des plantations de cacao qui séparent les localités frontalières. Ajoutons qu'elle est

à opérer au crépuscule ou dans la nuit. Il apparaît dès lors difficile pour les douaniers, peu outillés, de les appréhender et par ricochet, d'enregistrer leurs échanges puisque ceux-ci sont essentiellement informels et que les marchés frontaliers servent de relais à un vaste circuit de contrebande concernant un large éventail de produits¹⁴. La zone des trois frontières est aussi caractérisée par une forme de contrebande qu'on qualifierait d'« encouragée ». En effet, la contrebande encouragée est celle qui s'effectue avec la complicité et le concours des agents aux postes-frontières. « Elle concerne les transactions qui passent par le bureau de douane auxquelles certaines marchandises ne sont pas déclarées »¹⁵. Bien entendu, les frontaliers se servent des circuits parallèles pour satisfaire leurs besoins économiques. Au niveau macro-étatique, cette dynamique ne permet pas de prendre en compte, voire d'enregistrer la quasi-totalité des flux transfrontaliers. Au Cameroun par exemple, l'Institut National de la Statistique a relevé que ces pratiques sont à l'origine de la faiblesse des échanges (exportation/importation) entre le Cameroun et ses voisins :

Le poids des échanges avec les pays voisins reste assez faible dans les statistiques douanières. En effet, en 2020, les exportations vers les pays voisins représentent seulement 8,3% des recettes d'exportations dans les statistiques douanières, dont 7,4% en direction des pays de la CEMAC. Cette faiblesse des valeurs des échanges extérieurs dans les statistiques officielles pourrait s'expliquer d'une part, par la porosité des frontières qui engendre des échanges transfrontaliers non enregistrés dans les statistiques douanières. D'autre part, les produits exportés vers les pays voisins sont majoritairement constitués des produits vivriers qui ne sont pas taxés par la Douane et donc ne représentent pas un intérêt pour ces derniers dont l'un des objectifs principaux est axé sur la collecte des recettes douanières¹⁶.

également traversée par des pistes qui relient les localités frontalières aux trois États : Kye-Ossi, Abang-Minko et Ambam au Cameroun ; Ebebeyin et Mongomo en Guinée Équatoriale ; Eboro-Ntem, Oyem, Bitam au Gabon.

14 S. Loungou, « Le Woleu Ntem... », *op.cit.*, p.22.

15 M. B. Medjo Medjo, *L'influence de l'ethnicité sur le commerce frontalier...*, *op.cit.*, p. 158.

16 Institut National de la Statistique (INS), *Commerce extérieur du Cameroun en 2020*, Yaoundé, 2021, p. 4-5.

Ces réseaux de contrebande et de contournement entraînent le durcissement des politiques d'échange et, subséquentement, l'exclusion au niveau du pays-frontière en dépit de l'interdépendance socioculturelle et économique naturelle.

B. Une zone d'intégration et d'exclusion

Les réalités intégratrices soulignent les liens d'interdépendance socioéconomique et socioculturelle qui existent entre les communautés transfrontalières. Ces liens reposent sur le fait ethnique et son impact sur les flux transfrontaliers. Nous l'avons dit, la transfrontalité de l'ethnie Fang favorise l'intégration des peuples tout en structurant, dans bien des cas, les interactions et les échanges entre communautés transfrontalières. Les « Étrangers » qui vivent dans les communautés autochtones s'y fondent par intériorisation de leurs habitudes et de leurs codes culturels. Naissent alors la confiance et la restructuration de réseaux affairistes. En raison de telles interdépendances, les cycles économiques de chaque État impactent sérieusement ceux de ses voisins.

À l'inverse, la dynamique d'exclusion se nourrit de politiques discriminantes et d'actes xénophobes confortés par des facteurs fondamentalement subjectifs. « La subjectivité tient au fait que les raisons de la discorde renvoient à des constructions imaginaires plus ou moins entretenues par les pouvoirs politiques locaux, particulièrement au Gabon et en Guinée équatoriale »¹⁷. Cette construction imaginaire de « l'autre », l'étranger, comme envahisseur et déstabilisateur, semble justifier les récurrentes décisions et pratiques officielles d'exclusion ou d'expulsion observées sur les territoires gabonais et équato-guinéens. Pris globalement, Serge Loungou explique, pour sa part, ces logiques d'exclusion ou de limitation des flux transfrontaliers, ainsi que l'attitude ouvertement xénophobe à l'égard des migrants par « trois mythes tenaces » : le « mythe de l'invasion démographique », le « mythe de la spoliation économique » et le « mythe de la perversion sociale et de la délinquance d'origine étrangère »¹⁸.

17 S. Loungou, « La libre circulation des personnes au sein de l'espace de la C.E.M.A.C : entre mythes et réalité », in *Belgeo*, n°3, 2010 [En ligne] <http://journals.openedition.org/belgeo/7096>, consulté le 17.09.2022.

18 *Ibid.*

Le premier renvoi à la perception de la présence étrangère comme une menace. Du point de vue démographique, la Guinée Équatoriale et le Gabon se présentent en effet comme les États les moins peuplés de la sous-région CEMAC¹⁹, avec respectivement une population estimée à 1.634.446 et 2.341.179 d'habitants en 2021²⁰. Ils nourrissent à ce propos « un complexe d'infériorité par le nombre »²¹ qui les incite à gonfler les statistiques démographiques nationales, et bien sûr à augmenter virtuellement le nombre d'étrangers envahisseurs. De l'avis de Serge Loungou, la maîtrise du nombre d'habitants passe donc nécessairement par « la pratique d'une politique d'immigration de plus en plus coercitive »²².

Le deuxième, quant à lui, représente l'attitude de méfiance et de défiance dont font preuve gabonais et équato-guinéens vis-à-vis des étrangers selon que la situation économique de leurs pays soit attrayante ou non. De la sorte, ces deux pays s'emploient à défonctionnaliser les frontières, à limiter la mainmise étrangère dans la sphère économique en procédant aux arrestations arbitraires et, plus loin, à pratiquer l'expulsion des communautés immigrées considérées comme des profiteurs qui s'enrichissent sur le dos des populations locales.

Le troisième par contre consiste à établir des liens de causalité entre présence étrangère et insécurité. C'est que, les « Étrangers » sont perçus et présentés comme propagateurs de fléaux sociaux et la cause de tous les maux²³. Cela explique fortement les violences perpétrées contre les ressortissants étrangers et le contexte de xénophobie ambiante²⁴.

Toutes ces représentations subjectives, objectivées par la suite au travers de pratiques exclusives, ont largement influencé les politiques frontalières équato-guinéenne et gabonaise. Ainsi se sont forgées des frontières rigides et exclusives en lieu et place

19 Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale.

20 Pour en savoir plus : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL>, consulté le 23.06.2023.

21 S. Loungou, « La libre circulation des personnes ... », *art.cit.* [Version électronique]

22 *Ibid.*

23 *Ibid.*

24 K. Bennafla, *Le commerce transfrontalier en Afrique centrale. Acteurs, espaces, pratiques*, Paris, Karthala, 2002, p. 224.

de frontières froides et ouvertes favorables à la libre circulation des hommes, des biens et des services. Pour les autorités étatiques, la zone des trois frontières est caractérisée par une situation d'incertitude et de complexité avérée. Cette complexité s'explique par la nature rigide et exclusive de la frontière et par des tensions politico-diplomatiques entre les élites nationales. L'espace frontalier apparaît de fait comme un lieu d'expression du nationalisme et du protectionnisme. Fondamentalement, le caractère rigide et exclusif des frontières met en exergue le souci pour les États de construire ou de préserver leur identité nationale²⁵. D'où la volonté apparente de limiter les migrations. Du reste, il est possible d'émettre l'hypothèse que la rente frontalière, c'est-à-dire l'ensemble des ressources financières ou matérielles récoltées par les services d'immigration et de commerce, est une autre variable explicative du caractère rigide des frontières.

Sous l'angle de l'intégration régionale, de telles pratiques constituent une lourde entorse à la libre circulation des facteurs de production. Pourtant, les trois pays qui forment la région transfrontalière sont tous membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEMAC), laquelle a mis en place un ensemble de politiques d'ouverture frontalière afin de faciliter l'approfondissement des flux transfrontaliers. Bien évidemment, il sied de faire remarquer que ces explications tiennent davantage pour la Guinée Équatoriale et le Gabon qui s'appuient principalement sur leur relative diversité ethno-communautaire et leur infériorité numérique au plan démographique. Le Cameroun quant à lui, bien que fidèle à son idéal de bon voisinage, évoque souvent le principe de réciprocité.

Par ailleurs, l'idée de concevoir l'espace transfrontalier comme un lieu d'expression du nationalisme et du protectionnisme est parfois associée aux tensions politico-diplomatiques entre les autorités des différents pays. Souvent, les incidents frontaliers, en l'occurrence, les expulsions massives et abusives d'étrangers et les rapatriements forcés influencent considérablement les relations bilatérales entre les États. L'on se rappelle encore des malheureuses et massives expatriations de ressortissants camerounais de la

25 S. Loungou, « La libre circulation des personnes... », *art.cit.*, [Version électronique].

Guinée Équatoriale en novembre 2021, et plus loin dans l'histoire, des scènes de pillages et d'expulsions des camerounais à la suite d'un match de football opposant Union sportive de Douala (USD) et Football Canon-105 (FC-105) de Libreville qui aurait mal tourné en 1981²⁶. Il est à noter que ces incidents sont quelquefois précédés de mesures officielles d'expulsion²⁷. Mais comme toujours, les relations de bon voisinage sont aussitôt rétablies pour signifier l'interdépendance existante entre les pays et surtout au niveau de la région transfrontalière Cameroun, Gabon et Guinée Équatoriale.

Les trois pays semblent désormais avoir intériorisé le fait que l'espace transfrontalier est le lieu privilégié d'interactions²⁸ entre les peuples. De fait, la vision développementaliste du PDIZTF l'inscrit dans le sens du dépassement des conceptions anciennes relatives à la zone des trois frontières. Ce programme vient redéfinir cette région transfrontalière et participer, conséquemment, au processus de rationalisation, voire de capitalisation des espaces transfrontaliers. D'où la nécessité de dépasser la simple vision statique pour un meilleur examen des processus de développement liés à cet espace.

II. La zone des trois frontières à l'aune du PDIZTF : un vecteur de rationalisation de l'espace transfrontalier

Par processus de rationalisation, il faut entendre la radiation des facteurs excluant et pénalisant la fluctuation des échanges. À cet effet, il est question de mettre en relief le dépassement des approches traditionnelles correspondant aux notions de frontière-barrière et de frontière-filtre qui ont pour corollaires les effets pénalisants et discriminants des flux entre deux ou plusieurs entités étatiques²⁹. Relativement à cette idée, il incombe de porter un regard novateur sur la zone transfrontalière Cameroun-Gabon-Guinée Équatoriale comme zone de contact et espace ouvert, quoique territorialisé. En conséquence, le programme créé en 2013, avec pour objet la promotion d'une zone économique

26 C. D. Awoumou, *Le couple Cameroun-Gabon au sein de la CEMAC*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 211.

27 K. Bennafla, *Le commerce transfrontalier...*, *op.cit.*, p. 230.

28 M. Foucher, *Front et frontière. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1991, p.10.

29 R. Ratti, « Théorie du développement des régions-frontières... », *op.cit.*, p. 23.

spéciale ou un pôle de développement intégré au niveau de l'espace transfrontalier sus-indiqué, confère à ce dernier des fonctions vitales entraînant le passage d'une situation de frontière qui sépare à celle de « frontière-ouverte »³⁰.

De fait, l'analyse théorique du processus de rationalisation de l'espace transfrontalier permet de constater sa gestion commune et l'élimination de toutes les velléités discriminantes. À ce propos, nous apprend Ratti, le développement économique de la zone de frontière ne sera plus déterminé par le différentiel politico-institutionnel et donc par les rentes différentielles et des positions, positives et négatives, dues à l'effet d'appartenance à telle ou telle nation, mais bien par les avantages comparés réels de l'ensemble de la zone³¹. La frontière ouverte, ajoute-t-il, « implique le passage du concept d'économie de zone de frontière à celui d'économie transfrontalière. [...] Mais tout cela devra s'accompagner d'une stratégie de synergies fonctionnelles, capables de se réaliser au niveau de toute la région transfrontalière et pas seulement de façon ponctuelle, comme dans le cas de la frontière filtre »³².

Ce passage d'une économie de zone-frontière à une économie transfrontalière matérialise en fait la recherche d'une cohérence systémique combinant un pluralisme de structures et d'identités³³. Car, selon Ratti et Schuler, « l'économie transfrontalière tend [...] à changer d'échelle, plaçant les réalités socioculturelles régionales dans la possibilité de forger de nouvelles identités et des structures économiques à meilleure valeur ajoutée réelle »³⁴.

Le PDIZTF, créé (au Cameroun) par arrêté N° 2013/8885/CAB/PM du 13 novembre 2013, est la matérialisation des marchandages et de la volonté exprimée en 2012, par les chefs d'État camerounais, gabonais et équato-guinéens. Dans sa vision développementaliste, faisant du pays-frontière un pôle de croissance et d'intégration, et s'accordant avec le postulat de la « frontière-atout »³⁵, ce programme définit clairement ses missions

30 Ibid. p. 25.

31 Ibid., p. 24-25.

32 Ibid.

33 R. Ratti, M. Schuler, « Typologie des espaces-frontières... », *op.cit.* [En ligne].

34 Ibid.

35 Les tenants du postulat de la frontière-atout soutiennent qu'elle offre des avantages pour les localités transfrontalières en raison de la cristallisation des

et un ensemble d'objectifs voire de perspectives déterminées qu'il convient d'évoquer pour appréhender en substance sa nature rationalisante.

A. Les mécaniques opérantes de rationalisation de la zone des trois frontières

Dans l'optique de faire de la zone des trois frontières un pôle de développement intégré devant améliorer les conditions de vie des populations, faciliter les échanges intracommunautaires et assurer la diversification des économies de la sous-région, le PDIZTF semble être doté d'une vision productiviste nécessaire à la réalisation des objectifs qui lui sont assignés. Sous cet angle, la mécanique opérante de rationalisation de l'espace transfrontalier représente l'ensemble des mécanismes et des activités auxquels recourent les autorités camerounaises, gabonaises et équato-guinéennes pour faire de la zone des trois frontières une zone spéciale de contact et de soutien. La mise en place de celle-ci suppose la restructuration ou encore la réorganisation des interactions et des relations entre les partenaires y opérant, mais aussi la collaboration entre les autorités territoriales des différents pays. En fait, il s'agit de faire de la zone des trois frontières un espace de partage et d'interdépendance profonde entre les différents entrepreneurs transfrontaliers. Les activités structurantes de transformation de la zone frontière-barrière ou filtre en zone de contact se déclinent par conséquent en quatre (04) domaines : infrastructures, développement rural, économie et intégration sous-régionale.³⁶ Mais dans le cadre de cette réflexion, elles ont été regroupées en deux grands ensembles.

Développement des infrastructures, assistance technique et formation des communautés locales

La zone CEMAC d'une manière générale et la zone des trois frontières en particulier se caractérisent par une réelle insuffisance

activités économiques et socioculturelles singulières le long de la frontière censée représenter les barrières. L'enjeu étant la transformation de ces localités en centre de polarisation des activités économiques, dans la mesure où les espaces transfrontaliers constituent des environnements potentiellement propices et fertiles pour des activités productrices et marchandes. Voir O. Walther, *Affaires de patrons. Villes et commerce transfrontalier au sahel*, Berne, Ed Peter Lang, 2008 ; C. Bouquet, « L'artificialité des frontières en Afrique subsaharienne », in *Les cahiers d'Outre-mer*, avril-juin, 2003, pp.181-198.

³⁶ Une fiche de présentation de ces activités est disponible sur le site de l'unité de gestion du PDIZTF d'Ambam.

de voies de communication et d'infrastructures socioéconomiques à même de faciliter la fluidification des échanges et des interactions entre les communautés frontalières. À cet effet, il a paru nécessaire de dynamiser la coopération transfrontalière pour leur fournir des infrastructures et équipements de base.

Le volet infrastructurel participe à la mise en place d'un volume critique d'infrastructures structurantes de communication, de transformation et commercialisation des produits locaux. L'enjeu à ce niveau est de créer et d'assurer la pérennisation d'un large éventail d'équipements (routes, usines de transformation des produits locaux, marchés, écoles, hôpitaux, etc.) dans l'optique d'améliorer les conditions de vie des populations, mais aussi et surtout de faciliter, voire d'améliorer, autant quantitativement que qualitativement, les échanges au niveau de la région-frontière. D'un autre côté, la mécanique opérante de rationalisation de l'espace transfrontalier s'articule autour de l'assistance technique et du transfert des savoir-faire à travers les programmes de formation des populations riveraines sur les activités génératrices de revenus, l'éducation des populations sur les possibilités d'acquérir des appuis financiers, du suivi des projets, la garantie de la compétitivité et la dynamisation des filières spécifiques d'échanges transfrontaliers en fonction des réalités de cet espace³⁷.

D'une manière générale, cette dynamique révèle le rôle catalyseur de la frontière dans le processus de création de richesses. En un mot, le processus engagé aspire au développement des infrastructures d'interconnexion, de la promotion de l'emploi, du renforcement des capacités des opérateurs et donc, au développement intégré de la zone transfrontalière. La frontière, zone de contact offre alors des opportunités et il est indispensable de fournir aux populations riveraines les moyens d'en tirer le maximum de profit.

Développement économique et structuration d'un espace intégré

En tant que zone de contact, le pays-frontière représente le théâtre d'une forte activité marchande transfrontalière et regorge de nombres ressources naturelles qui transcendent les

³⁷ Fiche synthétique du Programme de Développement Intégré de la Zone des Trois Frontières, p. 4.

territoires étatiques, et obligent à la coopération et à l'intégration. Le développement intégré de la zone transfrontalière se positionne alors en faveur de la mécanisation (la transformation et la gestion adéquate) de ces ressources au détriment des pratiques informelles et illicites. Ainsi, la dotation de cet espace en équipements de base et la localisation des entreprises en son sein favorisent le développement économique ; laquelle couvre le commerce intracommunautaire et la mécanisation de l'écotourisme. Comme souligné plus haut avec Ratti, toute cette mécanique devrait être la résultante d'une stratégie de synergies fonctionnelles tant par le haut que par le bas. Dans cette perspective, le PDIZTF se propose, entre autres, de renforcer les capacités de production des populations de la zone-contact afin d'assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières végétales, animales, halieutiques, forestières et fauniques ; d'identifier et développer le patrimoine culturel de la zone et l'écotourisme dans les aires protégées transfrontalières³⁸. Grâce à ce programme, les communautés riveraines bénéficieraient de l'organisation des activités de promotion et de commercialisation de leurs produits, mais aussi du développement des partenariats commerciaux. Quant au développement du secteur écotouristique, il représente l'accroissement et l'amélioration des activités d'aménagement des sites touristiques, de protection de la forêt et de la faune dans le but de rendre la zone plus attrayante et de développer des activités connexes telles l'élevage et l'agro-industrie.

Par ailleurs, la structuration d'un espace intégré se réalise au travers de la proximité économique et socioculturelle d'autant plus que la zone des trois frontières est couverte par l'ethnie Fang. Cette réalité socioculturelle est sans doute favorable à la réalisation d'un espace homogène intégré et interdépendant. L'homogénéité tient au fait que les frontaliers venant d'autres communautés se fondent dans ce grand ensemble en intériorisant habilement les « codes linguistiques locaux » et en maîtrisant « la grammaire spatiale locale »³⁹, vecteurs de la mise en place des réseaux affairistes. La

38 *Ibid.*

39 Sur les concepts de « codes linguistiques locaux » et de « grammaire spatiale locale », voir C. Minfegue, « Banalité et conflictualité frontalière en Afrique centrale. Éléments de débats à partir de la situation camerounaise », in *L'Espace Politique* n°40, vol.1, 2020 [En ligne], mis en ligne le 09.02.2021, consulté le 16.12.2022. Url : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/8235>.

triple territorialité de l'ethnie Fang favorise l'établissement des relations fonctionnelles et soutient probablement la systématisation de la coopération intercommunale. C'est que, les effets de proximité économique et socioculturelle conditionnent la mise en place d'un « espace de soutien »⁴⁰ dans lequel la probabilité que des synergies apparaissent au niveau régional est plus forte. Les « similarités » des structures économiques et les solidarités socioculturelles dans cette zone constituent des éléments potentiellement favorables pour le développement d'un espace intégré et ouvert. Il s'agit là des facteurs-cadres ; des capacités à exploiter dans le but de contrer ou alors d'anticiper sur les activités illicites dans la zone des trois frontières.

De ce qui précède, l'approche intégrée de développement des espaces transfrontaliers présente des solutions adéquates aux problématiques de l'espace, indépendamment de ses limites administratives. Cela suppose une gestion commune de la région-transfrontalière à travers des synergies fonctionnelles entre les opérateurs régionaux et la consolidation de la coopération intercommunale. En fait, la gestion commune de l'espace frontalier tend à renforcer les interdépendances entre opérateurs régionaux, cloisonnés jusque-là dans des sites différents⁴¹. Elle permet de dépasser les coûts de la non-coopération, notamment les coûts de duplication d'infrastructures parallèles juxtaposées par exemple, les coûts de non réalisation d'économie d'échelle, les coûts d'accords retardés, les coûts de programmation adverse et les coûts de droit de veto, notamment des niveaux institutionnels supérieurs⁴².

B. La domestication des avatars de l'exclusion et le pas vers un espace harmonisé, ouvert et intégré

Créé en 2013, le PDIZTF a vu le démarrage effectif de ses activités en 2016 avec la mise en place de l'unité de pilotage et de l'unité de gestion du programme. La domestication des avatars de l'exclusion suppose le musellement de l'ensemble des facteurs qui concourent à la limitation des échanges et des interactions tout au long des frontières et la structuration d'un espace harmonisé, voire

40 R. Ratti, « Théorie du développement des régions-frontières... », *art.cit.*, p.20.

41 T. Balzacq, « La politique européenne de voisinage, un complexe de sécurité à géométrie variable », in *Cultures et conflits*, n° 6, 2007, pp.31-59.

42 R. Ratti, M. Schuler, « Typologie des espaces-frontières... », *art.cit.* [En ligne].

intégré assimilé à un « espace de production », à un « espace de marché »⁴³ et à un « espace de soutien ». À en croire Ratti, seule la coïncidence entre ces espaces permet de parler de « synergies locales », entendues comme « le résultat d'une matérialisation territorialisable et l'ensemble de relations fonctionnelles structurées en termes de pôle »⁴⁴. Cela suppose donc une harmonisation des marchés, des productions et l'approfondissement des interactions et interdépendances au niveau de la région transfrontalière.

Depuis 2018, le PDIZTF est dans les prémises de sa mise en œuvre. Celle-ci a débuté avec l'organisation des assises de concertation d'Ambam, tenues du 28 février au 03 mars 2018. Concrètement, il y était question d'échanger sur la stratégie idoine devant conduire à la mise en place, de manière consensuelle, du programme de développement de la zone impliquant conjointement les trois pays, sous la coordination de la CEMAC. Entre 2019-2022, d'autres assises ont suivi en vue d'évaluer l'état de la mise en œuvre de la feuille de route dans chaque pays ; la finalisation et l'adoption des termes de référence des études de bases, et enfin la signature d'un mémorandum d'entente mandatant la CEMAC pour rechercher les appuis techniques et financiers. Cette dynamique met en évidence la volonté de mutualisation des programmes et donc de la gestion commune de l'espace transfrontalier d'une part et la volonté opérante de transformation du potentiel de la région-transfrontalière en un véritable pôle de développement et d'intégration sous-régionale⁴⁵, d'autre part.

Cependant, les trois pays ne sont pas sur la même longueur d'onde dans le processus de mise en œuvre de cet ambitieux programme. Il est plus avancé au Cameroun alors que le Gabon et surtout la Guinée Équatoriale piétinent encore. De fait, le Cameroun est la véritable locomotive de ce programme. D'après Mballa André, coordonnateur de l'unité de gestion du PDIZTF, toutes les charges et dépenses des assises d'Ambam ont été couvertes par le

43 R. Ratti, « Théorie du développement des régions-frontières... », *art.cit.*, p. 21.

44 *Ibid.*

45 R. S. Engbwang Kane, *Le couple Cameroun-Gabon : les enjeux politico-culturels et socio-économiques des relations bilatérales Cameroun-Gabon au sein de la CEMAC*, Mémoire de recherche en relations internationales et études stratégiques, Université de Yaoundé II, 2020, p. 63.

Cameroun⁴⁶. Ces assises de concertation avaient pour but de fédérer les intérêts de ses partenaires. Depuis 2018, le programme poursuit ses activités avec la formation d'environ 6000 producteurs locaux, l'organisation des tournées de sensibilisation des populations de la zone sur la maîtrise de la chaîne de commercialisation, la réalisation de l'étude de la situation de référence de la zone des trois frontières, l'étude monographique des quatre grands marchés frontaliers (Abang-Minko, Kye-Ossi, Meyo-Biboulou et Menguikom), etc. Au Gabon, la dynamique n'est quasiment pas identique, même si les autorités ont manifesté depuis 2020 une volonté d'implémentation avec l'organisation des réunions interministérielles relatives à la mise en place du cadre institutionnel du PDIZTF. Mais à y regarder de près, ce retard semble trouver ses fondements dans l'existence d'un programme propre à l'État gabonais, engagé pour la valorisation des espaces frontaliers : le Plan d'Aménagement des Zones Frontalières (PADZOF). À l'évidence, les objectifs du PADZOF se rapprochent de ceux du PDIZTF dans la mesure où il vise la création des espaces homogènes de coopération entre le Gabon et ses voisins, la fluidification des frontières pour en faire des facteurs-cadres de coopération dynamique, le lancement d'un programme d'équipements transfrontaliers pour en faire des zones d'expérimentation de l'intégration sous-régionale. Le Gabon décline là les enjeux et l'intérêt qu'il porte à la transformation des espaces transfrontaliers en pôle de développement et d'intégration. Toutefois, il serait tentant de penser qu'il accorde plus de crédit au PADZOF, dont la mise en œuvre est fortement encouragée auprès des collectivités locales. Et pourtant, les similitudes entre les deux programmes peuvent faciliter l'harmonisation des politiques transfrontalières prônant le développement intégré de la zone des trois frontières. En Guinée Équatoriale, le processus de rationalisation de l'espace transfrontalier peine malheureusement et véritablement à démarrer. Le pays participe aux assises de concertations mais ne se montre pas très dynamique pour la mise en place du PDIZTF, sans doute en raison de ses relents protectionnistes et de la méfiance qui le caractérise dans ses rapports aux autres.

Au final, ces écarts dans l'engagement en matière de mise en œuvre du programme ralentissent la rationalisation de la zone

46 Entretien des auteurs avec André Mballa, coordonnateur de l'Unité de gestion du PDIZTF.

transfrontalière voulue par les chefs d'État des trois pays. Du point de vue des officiels du PDIZTF, trois principales raisons expliquent cet état de chose : le faible engagement des partenaires, les lenteurs et les lourdeurs administratives et le manque criard de ressources financières⁴⁷. Cela n'empêche qu'ils se disent optimistes quant à la matérialisation de la volonté des chefs d'État camerounais, gabonais et équato-guinéen de mettre en place une zone de coprosperité dans la région-transfrontalière à travers le PDIZTF.

L'analyse du processus de rationalisation des espaces transfrontaliers consiste à prendre en compte les deux extrémités fonctionnelles et structurelles de la frontière. Il s'agit de reconnaître les considérations traditionnelles dont les corollaires sont la séparation, le filtre et la limitation des flux entre deux ou plusieurs entités étatiques, avant de projeter, dans une autre mesure, la mise en place d'un espace ouvert, de contact et de coopération. À partir du PDIZTF, il a été aisé de présenter les facteurs excluant et pénalisant les échanges à l'origine de la redéfinition ou de la restructuration des dynamiques fonctionnelles d'échanges et de coopération dans la zone des trois frontières par les chefs d'État du Cameroun, du Gabon et de la Guinée Équatoriale. Au regard de l'approche intégrée de développement, le pays-frontière Cameroun-Gabon-Guinée Équatoriale serait un espace de production, de marché, d'intégration et de coopération. Mais cette transformation devrait être la résultante d'un ensemble de synergies locales, de collaborations et de relations stratégiques entre opérateurs transfrontaliers (institutions publiques, associations privées, autorités traditionnelles et municipales, producteurs locaux, etc.) et de la coopération intercommunale.

En perspective, et en dépit des avatars qui freinent encore la mise en place du programme de développement intégré, les acteurs frontaliers doivent se ménager pour renforcer les actions synergiques. Les gouvernements centraux gagneraient à établir les axes de collaboration entre les unités du PDIZTF et les communes, à doter les communes d'instruments juridiques de coopération

47 Propos recueillis lors d'un entretien avec André Mballa, coordonnateur de l'Unité de gestion du PDIZTF.

communale allant dans le sens de la mise en œuvre du PDIZTF. Bien plus, les trois pays gagneraient à collaborer davantage afin de rattraper les écarts et de trouver les financements nécessaires à la réalisation de l'idéal d'un développement intégré. L'atteinte de cet idéal pourrait également aider à réduire significativement le spectre de la conflictualité rampante et les vecteurs de la criminalité (organisée) qui écument cet espace continu. Au demeurant, le développement intégré des zones transfrontalières vise l'harmonisation à la fois légale, financière, institutionnelle et opérationnelle des pratiques de gestion commune des frontières.

Bibliographie

- Amilhat (A.-L.), *Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui ?* Paris, Presses universitaires de France, 2015.
- Anderson (M.), « Les frontières : un débat contemporain », in *Cultures & conflits*, n°26-27, 1997 [en ligne] doi : <https://doi.org/10.4000/conflits.359>.
- Awoumou (D.G.), *Le couple Cameroun-Gabon au sein de la CEMAC*, Paris, l'Harmattan, 2008.
- Balzacq (T.), « La politique européenne de voisinage, un complexe de sécurité à géométrie variable », in *Cultures et conflits*, n°6, 2007, pp. 31-59.
- Bennafla (K.), *Le commerce transfrontalier en Afrique centrale. Acteurs, espaces, pratiques*, Paris, Karthala, 2002.
- Bouquet (C.), « L'artificialité des frontières en Afrique subsaharienne », in *Les Cahiers d'outre-mer*, avril-juin 2003, pp. 181-198.
- Convention de l'UA sur la coopération transfrontalière (Convention de Niamey) du 27 juin 2014.
- Décret n°2013/8885/cab/pm du 19 novembre 2013, portant création, organisation et fonctionnement du Programme de Développement Intégré de la Zone des Trois Frontières (Cameroun, Guinée Équatoriale, Gabon).
- Diarra (A.), « Le concept de «pays-frontière» dans le processus d'intégration sous-régionale ouest-africaine : résultats du séminaire de Sikasso 4-7 mars 2002 », Document préparé pour la réunion spéciale du club du sahel et de l'Afrique de l'ouest, tenue à Accra (Ghana), les 20 et 21 mai 2002.
- Engbwang Kane (R. S.), *Le couple Cameroun-Gabon : les enjeux politico-culturels et socio-économiques des relations bilatérales Cameroun-Gabon au sein de la CEMAC*, Mémoire de recherche en Relations internationales et études stratégiques, Université de Yaoundé 2, 2020.

- Fiche synthétique du PDIZTF
- Foucher (M.), *Front et frontière. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1991.
- Foucher (M.), « Frontières : rejet, attachement, obsession », in *Pouvoirs*, n°165, vol.2, 2018, pp. 5-14.
- INS, *Commerce extérieur du Cameroun en 2020*, Yaoundé, 2021.
- Kibissaack Dibongo (B.), *Contribution des collectivités locales au développement de la coopération transfrontalière : cas du Programme de Développement Intégré de la Zone Des Trois Frontières (PDIZTF) Cameroun-Gabon-Guinée Équatoriale*, Mémoire pour l'obtention du master en développement, Université Senghor, 2018.
- Loungou (S.), « Le Woleu Ntem, province du Nord-Gabon : entre intégration nationale et dynamique sous-régionale », in *Enjeux*, n°13, 2002, pp. 19-23.
- Loungou (S.), « La libre circulation des personnes au sein de l'espace de la C.E.M.A.C : entre mythes et réalité », in *Belgeo*, n°3, 2010, [en ligne] url : <http://journals.openedition.org/belgeo/7096>.
- Medjo Medjo (M. B.), *L'influence de l'ethnicité sur le commerce frontalier : le cas de la ville de Kye-ossi au sud Cameroun*, Thèse de doctorat en sociologie, Université de Stellenbosch, 2021.
- Minfegue (C.), « Banalité et conflictualité frontalière en Afrique Centrale. Éléments de débats à partir de la situation camerounaise », in *L'espace politique*, n°40, vol.1, 2020, [en ligne] doi : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.8235>.
- Onana Mfège (A.-H.), *Le Cameroun et ses frontières, une géopolitique complexe*, Paris, l'Harmattan, 2004.
- Ratti (R.), « Théorie du développement des régions-frontières », in *Les cahiers du Lerass*, n°24, 1991, pp. 9-26.

- Ratti (R.), Schuler (M.), « Typologie des espaces-frontières à l'heure de la globalisation », *Belgeo*, n°1, 2013, [en ligne] url : [Http://journals.openedition.org/belgeo/10546](http://journals.openedition.org/belgeo/10546).
- Walther (O.), *Affaires de patrons. Villes et commerce transfrontalier au Sahel*, Berne, Ed Peter Lang, 2008.

The Weak Host Myth: Chad, the Central African Republic, and the suppression of cross-border insurgencies

Jakob SCHRAM¹

(University of Oxford)

According to a popular assumption in the comparative conflict literature, it is virtually impossible to stop insurgents from operating across borders if neighbouring states are weak. Because countries that share borders with conflict zones often suffer from resource deficits and administrative blind spots, *cross-border sanctuaries* are thought to endure regardless of the neighbouring governments' political preferences. This essay argues that the 'weak host thesis' is both unrealistic and perilous. It underestimates the ability of even exceptionally weak states to make life harder for rebels who operate on their soil. A closer study of Chad's and the Central African Republic's experiences with foreign rebel groups during the 1990s and 2000s reveals that the gravity of internal politics, more than resource constraints, shaped the extent to which insurgents enjoyed safe haven. Like all national leaders, the presidents of these two troubled republics had to grapple with how their host policies – N'Djamena's treatment of the SLA and JEM,

¹ I am thankful to colleagues at Oxford's Department of Politics and International Relations (DPIR), and in particular the members of the Brasenose Workshop and the T. E. Lawrence Program on the Study of Conflict, whose comments helped prompt this essay. I am also indebted to the Peace Research Institute Oslo (PRIO), where the essay was written, for granting the very best of sanctuaries. Lastly, I am grateful to Roland Marchal at Sciences Po CERI, Paris, whose initiative and expertise was invaluable throughout. All remaining errors are my own.

Note de l'éditeur:

En vue d'assurer un style résolument anglo-saxon, les notes de bas de page de ce texte se présentent sous une forme différente des autres articles. Toutefois, les références y indiquées sont compilées dans la bibliographie en fin d'article.

and Bangui's treatment of the CSPDN, FARF, and LRA – produced and resolved new threats to their regime. Armed guests were granted freedom of movement only when the government's will to suppress their stay was either absent or ambivalent, caught in the friction between domestic opposition and bilateral dependence. To understand how rebels' use of rear bases truly shapes insurgencies – which a growing and increasingly quantitative literature is now attempting – scholars cannot wish away the intricate processes that regulate rebels' hospitality in neighbouring countries. Because these processes have more to do with politics than with state capacity, the weak host thesis is closer to myth than reality.

I. Cross-border sanctuaries: Simplifications and reality

A. The weak state thesis

An unexplored assumption has snuck into comparative conflict research. It concerns cross-border insurgencies – uprisings where rebel groups² operate from bases in neighbouring countries where they are able to rest, access supplies, and evade counterinsurgency operations.³ The assumption is that 'weak' neighbour states are unable to deny rebels such comforts. Lacking the resources needed to police their borders, so the argument runs, states with feeble institutions or spotty territorial control "come to play reluctant hosts" to militants who use their territory as launching pad.⁴

This view, which I call the 'weak host thesis', is no trivial matter. In the post-WWII period, roughly every other rebel group has used neighbouring countries for rear bases.⁵ The list includes most of the longest, bloodiest conflicts in recent memory, such as the Sudanese

² We define rebel groups as any non-state actor that uses armed force to challenge the authority of the government in power in a given territory, whether by seeking secession or a regime change. See Themnér and Wallenstein, 'Armed Conflicts, 1946–2012'.

³ Political scientists sometimes refer to these conflicts as 'transnational rebellions'. See Salehyan, 'Transnational Rebels'; Salehyan, 'No Shelter Here'; Salehyan, *Rebels without Borders*; Cunningham, Everton, and Tsois, 'African Border Disorders'.

⁴ Salehyan, *Rebels without Borders*, 45.

⁵ Based on the UCDP/PRIO definition of armed conflict, both Gleditsch with colleagues and San-Akca find that 55-56 percent have used external bases to some extent. Using a more inclusive definition of rebel groups, Malone's data suggests a 35 percent share. Gleditsch, 'Transnational Dimensions of Civil War'; San-Akca, *States in Disguise*; Malone, 'Unmasking Militants'.

civil wars, the Colombian conflict, and the civil wars in Angola, Liberia, and Mozambique. Currently ongoing revolts such as Boko Haram's in Nigeria, that of the Islamic State in Iraq and Syria, and of various outfits in Africa's Great Lakes region are likewise thought to depend on porous borders. While many facets of rebel sponsorship have been tied to superpower competition and thus a landmark change around 1990,⁶ including in Sub-Saharan Africa,⁷ insurgents' access to cross-border sanctuaries have been more stable over time.⁸ In fact, social scientists seem to agree, cross-border sanctuaries facilitate rebel combat across the board,⁹ either prolonging wars¹⁰ or raising the likelihood of state defeat.¹¹

For this reason, the embattled regime (henceforth: the target state) will always ask its neighbour to deny, expel, and suppress the rebels. The weak host thesis, put simply, holds that this is rarely possible. In his canonical monograph *Rebels Without Borders*, Idean Salehyan argues that many governments "lack adequate resources, personnel, and infrastructure to be able to police their territory effectively. These "so-called 'weak states,'" he adds, giving the examples of present-day Somalia, Bhutan, and Pakistan, cannot uproot sanctuaries even if they wanted to.¹² As it happens, states that border war-ridden countries often qualify as weak. In many scientific journals it has therefore become defensible – even fashionable – to think of sanctuaries as a constant, rather than time-variant, feature of insurgencies that straddle borderlands.

With undertones of the 'failed state' paradigm of (primarily American) security-policy analysis,¹³ Salehyan's logic is three-

6 Kalyvas and Balcells, 'International System and Technologies of Rebellion'.

7 Berdal, 'How "New" Are "New Wars"?'

8 Byman et al., Trends; Meier et al., 'External Support in Armed Conflicts'.

9 Arreguín-Toft, 'How the Weak Win Wars'; Staniland, 'Defeating Transnational Insurgencies'; Byman, *Deadly Connections*.

10 Salehyan, *Rebels without Borders*.

11 Lyall and Wilson, 'Rage Against the Machines'; Record, *Beating Goliath*; Connable and Libicki, *How Insurgencies End*.

12 Salehyan, *Rebels without Borders*, 45.

13 Ever since the Twin Towers fell in 2001, many academics and policy analysts have underscored "the linkages between state failure and transnational threats." See Dorff, 'Failed States After 9/11', 21; Mallaby, 'The Reluctant Imperialist'; Takeyh and Gvosdev, 'Do Terrorist Networks Need a Home?'; Rice, 'The New National Security Strategy'; Rice, 'Transformational Diplomacy'; Fukuyama, *State-Building*.

fold. First, borders, especially those in war-torn neighbourhoods, are typically 'porous', hugged by inaccessible or lightly governed hinterlands. Second, some states – namely those “with poor policing, infrastructural capacity, and administrative resources”¹⁴ – find it excessively costly to root out rebel strongholds, either in absolute terms (due to resource exhaustion) or relative terms (due to opportunity costs).¹⁵ And lastly, insurgents have the habit of setting up sanctuary in weak states, whether strategically or by sheer luck.¹⁶ For the guerrilla, a weak state's territory offers the ideal base area. Regardless of state capacity, all international borders are protected by the legal prerogatives of statehood: it remains a cardinal sin – one routinely punished by international outrage, even retaliation – for military agents to enter another government's territory without its accept.¹⁷ Hence, rebels thrive in host states which cannot obstruct their operations but which, by the virtue of international doctrines and norms, nonetheless shield them from the target state's security agents.

B. The perils of over-simplification

Before spelling out why the weak host generalisation is intolerably unrealistic, let us consider why – and where – the assumption has gained influence. The thesis is influential mainly in large-N conflict research, a growing enterprise which since the late 1990s has gained prominence in policy circles and international institutions such as the World Bank and the European Union.¹⁸ To the scholar, the thesis achieves simplification. By assuming that all borders are porous and that most host states are weak, researchers are able to eject a complicating factor from their research designs : the political agency of host governments. Once this source of variation is gotten rid of, another achievement awaits: researchers can treat cross-border sanctuaries as if they are time-invariant.

14 Sawyer, Cunningham, and Reed, 'The Role of External Support in Civil War Termination', 1187; Salehyan, *Rebels without Borders*, 69–70; Zartman, *Collapsed States*; Rotberg, 'Failed States, Collapsed States, Weak States'.

15 Salehyan, *Rebels without Borders*, 52, 62.

16 Piazza, 'Incubators of Terror'; Salehyan, *Rebels without Borders*, 64.

17 Zacher, 'The Territorial Integrity Norm'; Takeyh and Gvosdev, 'Do Terrorist Networks Need a Home?', 100.

18 See, for instance, Collier, *Breaking the Conflict Trap*; Halkia et al., 'The Global Conflict Risk Index'.

After all, if host states wield little influence on insurgents' access to their soil, that access should hardly change over time, at least not to an extent which justifies theoretical and empirical care.¹⁹ In the words of one influential study on civil war termination, "territorial sanctuary for rebels [in neighbouring countries] is unlikely to (...) have a variable effect over time. Rebels have access to sanctuary or they do not."²⁰

In the social sciences, theoretical assumptions have a way of bounding data collection (and vice versa). Tellingly, the dominant datasets used in the study of cross-border insurgencies do not attempt to differentiate between rebel groups' freedom of movement inside the host state across time.²¹ Instead they follow the convenient but – as most case specialist would testify – absurd dictum that armed groups fall into one of two categories: those that have always enjoyed access to sanctuary, and those that have never had it. Every conflict is coded once, as either cross-border or not.

If we reject this assumption, including for weak states, we are forced to grapple with more difficult questions of causality. Are the tendencies identified by the large-N literature – longer wars; higher rates of rebel victory – tied to the actual use of cross-border operations? Or are they instead mere correlations, linked because relatively successful rebel groups tend to gain access to sanctuaries? In the empiricist playbook, a tempting route to explore such questions is to study what happens when sanctuary access fluctuates over time – whether, for example, the overall correlations survive in cases where sanctuary is reduced or lost. However, in the large-N literature, no such inquiry has been attempted, most likely because researchers lack data for, and belief in, the agency of host states.²² The weak host thesis thus functions as an excuse to

19 The exception to this would be unilateral border fortifications by the target state. While the phenomenon remains relatively rare, a growing literature is investigating the effectiveness of fences and walls.

20 Sawyer, Cunningham, and Reed, 'The Role of External Support in Civil War Termination', 1184.

21 Cunningham, Gleditsch, and Salehyan, 'Non-State Actors in Civil Wars'; San-Akca, 'Dangerous Companions'. The same is true for a recently published addition (Malone, 'Unmasking Militants').

22 Three related research agendas have been tested, however. Megan Stewart and Yu-Ming Liou use a one-case experiment to estimate the effect of sanctuary acquisition on violence against civilians. Christopher Blair uses the same strategy

sidestep reality's messiness. In what follows, I hope to show that the thesis is dubious, too coarse to support even the unavoidably coarse tool of global cross-sectional analysis.

C. Why the weak host thesis is unrealistic

Before drawing lessons from Central Africa, consider for a moment what would make the weak host thesis passable – in a probabilistic sense. As a theoretical construct, its pitfalls are many, including the conceptual imprecision which has motivated constructivist scholars to critique the notion of 'failed states.'²³ Setting these aside, what could justify the weak host thesis's current function as a simplifying device in empirical analyses?

First, it could be that many borderlands are truly inaccessible, at least to states with severely restricted state capacity (such as Bhutan or Pakistan at the dawn of the millennium). Yet even in remote areas with deeply ingrained opposition to authorities, a moderate number of state forces can usually hunt down and destroy insurgent strongholds, forcing militants underground. True, this may create new grievances – and it often does²⁴ – but one cannot pretend that the option is not there, even to very weak states. Pakistan, for instance, sent thousands of soldiers to South Waziristan, a quintessential hostile periphery, to eliminate al-Qaeda and Taleban camps in March 2004.²⁵ Codename Kalosha II, the operation destroyed al-Qaeda's major control centre and disrupted vital infrastructure, including a network of tunnels.²⁶ When operations halted four months later, it was not because

to inspect the effect of sanctuary loss due to fortification. Matthew Testerman uses annual data on state support to analyse how support gaps influences rebel activity. Stewart and Liou, 'Do Good Borders Make Good Rebels?'; Blair, 'Border Control and Insurgent Tactics'; Testerman, 'Removing the Crutch'.

23 Mortensen, 'The Making of Failed States'. Besides, rebellions involve a range of actors besides the target state, host state, and rebel group *per se*; for an illuminating snapshot from Nigeria, see Obi, 'Nigeria's Niger Delta'.

24 Consider for example Angola's "territorialisation" of the Cabinda exclave to flush out separatists in the early 2000s, ending in a brutal occupation for which Cabindan non-combatants carried the biggest toll; see Reed, *Crude Existence*, 145–60. Pakistani operations in South Waziristan and their fuelling effects on the Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP) are another example; see Qazi, 'Rebels of the Frontier', 579–80.

25 Rohde, 'Pakistani Troops Battle Militants Near Afghanistan'.

26 Jones and Fair, *Counterinsurgency in Pakistan*, 49.

Pakistani forces were impotent, but because Islamabad's will to fight other countries' war had dried up.²⁷

A second scenario that could accommodate the weak host thesis is where national security forces lack the training or head-count needed to successfully identify, arrest, or attack foreign militants. States far smaller than Pakistan have hosted cross-border insurgents. Still, governments can often cover resource deficits by recruiting volunteers or acquiring training from outside powers. When Bhutan decided in the early 2000s to take on Assamese and Bodo separatists sheltered behind its border to Northeast India, the King called on volunteers and thousands of Bhutanese recruits were trained in India.²⁸ Bhutan's weakness notwithstanding, the ensuing operation annihilated 30 rebel camps in the span of four days in December 2003, forcing the separatists to flee the country.²⁹ A year earlier, Georgian security forces were trained by a US military training team, after which they forced Chechen militants based in the Pankisi Valley to flee back across the border to Russia.³⁰

Finally, if all else fails, any state has the privilege of inviting foreign boots to their ground. Without such an invitation, even very strong target states are reluctant to stray into much weaker host states, as it carries high political costs in international fora. For that reason, when Mozambique won independence in 1975, Rhodesian forces were given orders not to cross her borders in hot pursuit, a policy that lasted for more than a year.³¹ Even the French forces during the Algerian War mostly refrained from pursuing FLN fighters retreating into Morocco and Tunisia.³² Conversely, if willing, the host government can yield the right to hot pursuit or invite regional peacekeeping operations. When Kyrgyzstan's security agency struggled to curb IMU rebels in 1999 who were attacking Uzbekistan from hideouts in the Ferghana Valley, it authorised

27 Gall and Khan, 'Pakistan's Push in Border Areas'; Jones and Fair, *Counterinsurgency in Pakistan*, 53.

28 Kotwal, 'The Contours of Assam Insurgency', 2227–28; SATP, 'Incidents', 100.

29 Hussain, 'Insurgency in India's Northeast', 575; Mazumdar, 'Bhutan's Military Action against Indian Insurgents', 574–75; Gogoi, *Unheeded Hinterland*.

30 Sammut, 'Love and Hate in Russian-Georgian Relations', 34; BBC, 'The Problem with the Pankisi'.

31 Cilliers, 'Terrorism and Africa', 175.

32 Fraleigh, 'The Algerian Revolution as a Case Study in International Law', 206–7; Laqueur, *Guerrilla*, 295.

Uzbek aircraft to bomb Kyrgyz territory,³³ forcing the IMU to flee.³⁴ Revoking the legal protection of one's own borders requires no coercive resources; hence, states of all shapes and sizes are in full control of this suppressive tool.

D. Bringing politics back in

In light of the above, it is my contention that even extraordinarily weak states have the power to reduce intruding rebels' ability to exploit the cross-border advantage. That is not to say that weak hosts, or any state for that matter, can get rid of every last insurgent or the problems the militants bring. On the contrary, borderland rebels are often able to enmesh themselves in local communities, blend into illicit border economies, and survive counterinsurgency operations by hiding in the bushes.³⁵ For example, despite being dislodged from their bases in Cameroon following joint operations in 2014 and 2015, Boko Haram has since continued to strike both Nigerian and Cameroonian targets – even at higher rates than before Yaoundé intervened.³⁶ Still, it matters a great deal whether rebels are able to operate openly without pursuit. The concept of a rebel sanctuary presupposes a minimum level of serenity – the affording of some degree of protection and stability, of freedom to move and rest without impediment. Rex Brynen, for instance, defines sanctuary as “a secure base area within which an insurgent group is able to organize the politico-military infrastructure needed to support its activities.”³⁷ Insurgents who are forced underground inside the host state, on the run and deprived of any stable camps, are not necessarily more privileged than their domestically confined counterparts.³⁸ Tellingly, Boko Haram has since 2015 scaled down the kind of tactics appropriate for seizing and holding territory, instead scaling up cheaper, more ephemeral

33 Naumkin, 'Militant Islam in Central Asia', 43.

34 Ruzaliev, 'The Islamic Movement of Uzbekistan', 28.

35 For vivid descriptions, see Scorgie, *Conflict at the Edge of the African State*; Schouten, *Roadblock Politics*.

36 Rackley, 'Cameroon's Far North: Responding to Boko Haram'; Tar and Ahmed, 'Counterterrorism and Counterinsurgency Engagements of Cameroon and Nigeria along Common Border Areas'.

37 Brynen, 'Sanctuary and Survival: The PLO in Lebanon 1969-1982', 7.

38 Indeed, I. Salehyan uses “extensive bases” as a defining criteria. See also Byman et al., *Trends*, 84.

attacks.³⁹ In short, my claim is that all states – including weak ones – can make life considerably harder for insurgents roaming their soil.

When should we expect that this power is exerted? Previous works, such as I. Salehyan's treatment and Sarah Lischer's study of refugee warriors, have allowed for varying degrees of "willingness" to intervene on the part of host states but only vaguely addressed when and why unwilling hosts suddenly become willing.⁴⁰ Naturally, motivations will vary across context. Yet in my reading, governments that move towards suppression of sanctuaries often face a specific structural formation: one where domestic constraints are loosening while bonds of bilateral dependence are tightening. To the regime, these two forces – internal constraints and external dependence – define what is possible and what is wanted; hence, the shape and form of host policies often derive from their intersection.

On the one side, crackdowns against foreign rebels are often seen as unjustified if domestic elites are either sanguine about or sympathetic to their presence. If the rebels are well-behaved inside the host state, neither threatening the population nor meddling in their affairs, there is no apparent need to provoke their anger. Unprovoked crackdowns may be met with retributive attacks, the damages from which will be blamed on the regime. Worse still, if influential segments of society sympathise with the rebels, for instance due to ethnic or ideological affinity, suppression may trigger stiff opposition from the inside. To the regime, it is rarely worthwhile to jeopardize its grip on power in this way. Abstaining from suppression certainly has its cost, namely strained relations with the neighbouring regime. Yet most of the time, at least where state institutions are fragile, it is far more pressing to ward off internal challengers than to please neighbouring capitals. This insight, which has been elaborated elsewhere,⁴¹ goes further in explaining the endurance of rebel sanctuaries than does the conventional story about incompetence.

On the other side, pleasing neighbouring capitals may itself become a prerequisite for regime survival. For instance, internal

39 Anders, 'Territorial Control in Civil Wars', 703.

40 Salehyan, *Rebels without Borders*, 56–57; Lischer, *Dangerous Sanctuaries*, 30.

41 For a classic albeit outdated formulation, see David, *Choosing Sides*.

challengers may seek sanctuaries of their own and flock to the target state. If, for this or other reasons, the host regime becomes acutely dependent on the goodwill of the target regime, the strategic environment changes. The host now has to pivot to one side or the other – risking internal turmoil to earn a favour abroad, or risking external sabotage to please domestic audiences.

The choice is made easier if the rebels are unpopular at home. Just as well-behaved rebels are often seen as illegitimate targets, groups that gain a reputation for misbehaviour – who instil fear through terror or by pillaging the local population – are rarely protected by public opinion for long. When domestic constraints are loosened in this way, a host regime, weak or strong, should be expected to attack and dislodge the intruders in order to demonstrate ability to protect its citizens.⁴²

A more complicated picture emerges in the case of deep-seated ethnic or ideological affinities. Not only is pillaging inside the sanctuary less likely in the first place; loyalties, at least at the local level, are also more sticky. Despite Thai-Malaysian rapprochement in the late 1970s, for instance, Malaysian border guards “at the operational level” were far less eager to hunt down Thailand’s Malay separatists than their Thai counterparts across the border.⁴³ This friction imposes a dilemma on the regime. Deterring state agents from turning a blind eye to rebel operations requires a trickle-down of distrust and policing – a recipe for internal backlash. Yet if those who co-opt the rebels are not rooted out, the neighbour will soon see signs of poor implementation, a recipe for continued bilateral rivalry. More than any other outcome, we should expect indecisiveness and balancing acts. That is very different from impotence, however. Politics, not resources, decides the rebels’ fate.

II. Sanctuary politics in Central Africa

To corroborate the analysis, there is no better place to begin than the Central African sub-region, and in particular, Chad and the Central African Republic (CAR) during the 1990s and 2000s. In this

⁴² Indeed, as recognised by R. Brynen, governments which already oversee poor, unstable state structures are no less motivated to prevent further pillaging. Brynen, *Sanctuary and Survival*, 5.

⁴³ Chulanont, ‘Thai-Malaysian Bilateral Security Relations from 1957 to 2006’, 153.

period, both countries saw neighbouring insurgencies spill across their borders.⁴⁴ Importantly, while understudied by comparative conflict researchers, Chad and the CAR are ‘most-likely cases’ for the weak host thesis.⁴⁵ During the period in question, both ranked towards the bottom of global indexes for development (including GDP per capita, which I. Salehyan uses to proxy state weakness). Their armed forces were disorganised, their borders weakly institutionalised,⁴⁶ and the state exerted minimal control in the periphery.⁴⁷ In short, Chad and the CAR were prototypical examples of ‘weak states’ – a view proponents of the thesis share.⁴⁸ From this perspective, the two states’ agency as hosts should be negligible. Once we look closer, however, a more complex and deeply political picture emerges. I proceed by presenting two case studies based on secondary materials.

A. Chad during the Darfur conflict

In late 2002, as Darfurians rose up against el-Bechir’s regime in Sudan, Chad’s President Idriss Déby faced growing instability along the border to Sudan and the CAR – the ethnically complex, climatically unforgiving ‘tri-border area.’⁴⁹ From the dawn of serious combat, the Darfur uprising’s two major groups – the Justice and

44 Since the WWII, the two countries have also been targeted by a range of *domestic* groups. To wit, Chad has been challenged by the AN, the CCMSR, the CDR, the CNR, the FACT, the FAN, the FAP, the FAT, the First Liberation Army, the FNT, the FPRN, the Frolinat, the FUCD, the GUNT, IS, the Islamic Legion, the MDD, the MDJT, the forces of Maldoum Bada Abbas, the MOSANAT, the MPS, the RAFD, the Revolutionary Forces of 1 April, the Second Liberation Army, the UFDD, the UFR. Next, various governments in the CAR have been challenged by the anti-Balaka, the CPC, the CPJP, the Forces of Francois Bozizé, the FPRC, the forces of André Kolingba, the Seleka, and the UPC.

45 Eckstein, ‘Case Studies and Theory in Political Science’.

46 Châtaigner and Magro, *Etats et sociétés fragiles*, Ch. 5; Lemarchand, ‘Patterns of State Collapse and Reconstruction in Central Africa’; Scorgie, *Conflict at the Edge of the African State*, 141–56.

47 On Chad, see Dumont, ‘Géopolitique et populations au Tchad’; Nolutshungu, *Limits of Anarchy*; Miles, ‘Tragic Tradeoffs’, 59. On the CAR, see Bierschenk and de Sardan, ‘Local Powers and a Distant State in Rural Central African Republic’, 440–68; Glawion and de Vries, ‘Ruptures Revoked’, 440–41; Chauvin, ‘La Centrafrique, ventre mou de l’Afrique centrale’.

48 For instance, Salehyan notes Chad’s “porous borders” to Darfur as an opening example of the theory (p. 5).

49 Berg, ‘A Crisis-Complex, Not Complex Crises’, 76.

Equality Movement (JEM), consisting mainly of Zaghawa, and the Sudan Liberation Movement/Army (SLM/A, henceforth the SLA), recruiting from the Fur, Zaghawa, and Masalit communities – both established camps in south-eastern Chad, launching hit-and-run attacks on Sudanese forces before reverting back.⁵⁰

Déby was not in an easy position. Ten years earlier he had risen to power in Chad thanks to rear bases and weapons provided by el-Bechir's Sudan,⁵¹ and throughout the 1990s, Déby depended on Khartoum to curb dissidents (such as the outfit of 'Adam Bazooka') who attempted to seize N'Djaména from sanctuaries in Darfur.⁵² Unwilling to compromise his alliance with el-Bechir, Déby thus attacked JEM and SLA positions in March 2003, the very month Darfur was set on fire. Hundreds of Chadian soldiers were sent to the area around Tiné, chasing the rebels with helicopters in hot pursuit.⁵³

Domestic constraints soon pulled in the opposite direction, however. Dominated by the Zaghawa group, JEM (and to a lesser extent the SLA) had kith and kin in the Chadian elite, including to Déby's family. Déby, himself a Zaghawa, had populated the state's top ladders with co-ethnics.⁵⁴ Less concerned with their president's external loyalties than with ethnic solidarity to their Darfurian neighbours, Zaghawa officials in the military and government – primarily members of the Beri tribe, and in particular the Kobé sub-tribe – rallied against Déby's host policy.⁵⁵ In May 2004, a coup was attempted, and while Déby escaped, the imminent threat persisted.⁵⁶ If his regime was to survive, appeasing Zaghawa power-brokers was no longer optional.⁵⁷

50 Meerpohl, 'Libya, Chad and Sudan', 4; Tanner and Tubiana, *Divided They Fall*, 31; Tubiana, 'The Chad-Sudan Proxy War and the "Darfurization" of Chad', 14.

51 Tanner and Tubiana, *Divided They Fall*, 20; Flint and de Waal, *Darfur*, 80; Berg, 'A Crisis-Complex, Not Complex Crises', 77.

52 Marchal, 'The Roots of the Darfur Conflict and the Chadian Civil War', 431; Flint and de Waal, *Darfur*, 87, 111.

53 Prunier, *Darfur*, 98; Meerpohl, 'Libya, Chad and Sudan', 77; Berg, 'A Crisis-Complex, Not Complex Crises', 77; Tamm and Duursma, 'Combat, Commitment, and the Termination of Africa's Mutual Interventions', 13.

54 Nolutshungu, *Limits of Anarchy*, 245–65.

55 Flint and de Waal, *Darfur*, 111–13.

56 Tubiana, 'The Chad-Sudan Proxy War and the "Darfurization" of Chad', 28; Berg, 'A Crisis-Complex, Not Complex Crises', 77.

57 Marchal, 'An Emerging Military Power in Central Africa? Chad under Idriss

In this way, the potency of Chad's crackdowns during the Darfur War's opening phase was shaped by an inherent contradiction between Déby's external dependence and his domestic opposition. The tension could even be sketched on the map. Along the southern part of Chad's border to Darfur, Chadian forces were successful in curbing JEM's movements.⁵⁸ Further north, however, mostly inhabited by Zaghawa, commanders from the Beri tribe gave advance warnings before raids and looked the other way as militants continued to cross the border.⁵⁹ Threatened by elite dissent, Déby refrained from disciplining these routine omissions, attempting instead to strike a careful balance. Hoping to please onlookers both in Khartoum and at home, he sought to destabilise the rebellion by backing Beri breakaway factions of the SLA and JEM.⁶⁰ While his intention was probably to prove both his pro-Bechir and pro-Zaghawa credentials simultaneously, neither objective was met. By 2005, army desertions mounted; meanwhile, Khartoum continued to detect JEM infiltrations from Chad, concluding that Déby had to go.⁶¹

It was hence el-Bechir who cut the bond of dependence that, since the early 1990s, had dictated Chad's policy whenever Sudanese rebels knocked on the door. Those who understood Déby's dilemma were overruled,⁶² and Khartoum began supporting Chadian rebels in order to topple Déby.⁶³ Upon learning that el-Bechir had turned against him, Déby had few reasons left to impress his counterpart. On Roland Marchal's account, during the summer of 2005, Déby

Déby', 7.

58 Conversation with Marchal Roland at CERI, Sciences Po, Paris, 29.11.2022.

59 Indeed, army elements routinely gave advance warnings before attacking, even providing weapons and ammunition. Tamm and Duursma, 'Combat, Commitment, and the Termination of Africa's Mutual Interventions', 13; Seymour, 'The Regional Politics of the Darfur Crisis', 58; Tubiana, 'Renouncing the Rebels', 11; Meerpohl, 'Libya, Chad and Sudan', 4; Africa Confidential, 'Déby's Dilemma'.

60 Marchal, 'An Emerging Military Power in Central Africa? Chad under Idriss Déby', 16; Tubiana, 'The Chad-Sudan Proxy War and the "Darfurization" of Chad', 27; Marchal, 'The Roots of the Darfur Conflict and the Chadian Civil War', 432; Berg, 'A Crisis-Complex, Not Complex Crises', 77.

61 Tamm and Duursma, 'Combat, Commitment, and the Termination of Africa's Mutual Interventions', 13.

62 Tubiana, 'Renouncing the Rebels', 26.

63 Berg, 'A Crisis-Complex, Not Complex Crises', 77; Tubiana, 'Renouncing the Rebels', 11.

provided JEM with bases and, shortly after the Sudan-backed FUC's attacks on Guéréda and André, also invited the SLA to join, in January 2006.⁶⁴ With Sudan bent on proxy war, attempts at rapprochement were doomed to fail.⁶⁵ As such, when Khartoum-armed insurgents almost reached the presidential palace in N'Djaména in February 2008, Déby had few real options but to ramp up support to JEM as a counterbalance.⁶⁶

Soon thereafter, facts started changing on the battlefield. By early 2009, Chadian elite forces had established a defensive line which halted rebel incursions; the year before, JEM had shocked el-Bechir by reaching the gates of Khartoum.⁶⁷ For the first time, writes Troels Henningsen and Line Gissel, "the Sudanese regime now experienced some of the same vulnerability as its Chadian counterpart."⁶⁸ As documented by Jérôme Tubiana, el-Bechir's response was to surround himself with new voices arguing that the policy of proxy warfare had failed, even "contributed to reinforcing the Darfur rebels."⁶⁹ Eying an opening, Déby made first moves to prove his usefulness, ordering JEM contingents to leave in June of 2009.⁷⁰ He quickly made clear that further steps would depend on reciprocity.⁷¹ Serious talks began in August, and a mutual security deal was signed by January 2010.⁷² Now accompanied by political will, the deal was swiftly implemented. Chadian forces expelled SLA and JEM troops in a matter of weeks.⁷³ Supply lines were shut,

64 Marchal, 'The Roots of the Darfur Conflict and the Chadian Civil War', 432; Marchal, 'An Emerging Military Power in Central Africa? Chad under Idriss Déby', 7.

65 Tellingly, a series of mutual-security deals were signed between 2006 and 2008, none of which respected; see Shinn, 'Government and Politics', 282; Tubiana, 'Renouncing the Rebels', 24..

66 Tubiana, 'Renouncing the Rebels', 20; Tamm and Duursma, 'Combat, Commitment, and the Termination of Africa's Mutual Interventions', 15.

67 Debos, *Living by the Gun in Chad*, 54–55; Tamm and Duursma, 'Combat, Commitment, and the Termination of Africa's Mutual Interventions', 15; Tubiana, 'Renouncing the Rebels', 23–24.

68 Henningsen and Gissel, 'Non-Cooperation with the International Criminal Court in Gatekeeper States', 12.

69 Tubiana, 'Renouncing the Rebels', 25–27.

70 Conversation with Marchal Roland (at CERI, Sciences Po, Paris), 30.11.2022.

71 Tubiana, 'Renouncing the Rebels', 29.

72 Meerpohl, 'Libya, Chad and Sudan', 6.

73 Small Arms Survey, 'Justice and Equality Movement (JEM)', 1; Meerpohl, 'Libya, Chad and Sudan', 6; Tamm and Duursma, 'Combat, Commitment, and the

remaining rebels were pursued and detained, and in May, JEM's leader Khalil Ibrahim was expelled to Libya without papers and shot.⁷⁴

B. The Central African Republic's guests from the south

A leap back in time, in 1992, barely two years after Idriss Déby had taken power in Chad, a violent self-determination group sprang up in Chad's south – the *Comité de Sursaut National pour la Paix et la Démocratie* (CSNPD) – allegedly to prevent the new regime's plundering of hydrocarbons in the Doba Basin.⁷⁵ The militants soon erected rear bases across the border to the Central African Republic (CAR),⁷⁶ a country on the brink of economic collapse. Consistent with the weak host thesis Ange-Félix Patassé, who had won power in Bangui at the 1993 elections, did little at first to curb CSNPD operations in CAR.⁷⁷ When the group's strongman Moïse Ketté nonetheless sued for peace with Déby in August 1994, the agreement was denounced by Laokein Bardé who revived the southern campaign under the banner of *Forces armées pour la République fédérale* (FARF). Like its predecessor, FARF made good use of the CAR's (and Cameroon's) territory to harass and evade Chadian counterinsurgents.⁷⁸

However, to make sense of southern rebels freedom of movement inside the CAR from the early- to mid-1990s, the state's resource constraint – while exceptionally tight – was hardly the only relevant feature. The rebels, firstly, were well-behaved guests. Whereas FARF fighters were not without fault in civilian abuses inside Chad, Bardé's men – just as Ketté's before them – left residents alone when in the CAR, and they never meddled in the state's internal affairs.⁷⁹ As for bilateral dependence, Patassé faced many problems but none depended acutely on Chad's cooperation

Termination of Africa's Mutual Interventions', 17.

74 Gramizzi and Tubiana, *Forgotten Darfur*, 10; Meerpohl, 'Libya, Chad and Sudan'; Hamed, 'National and International Crisis Management', 222.

75 Buijtenhuijs, *Transition et élections au Tchad, 1993-1997*, 152.

76 Miles, 'Tragic Tradeoffs', 59; Behrends, Reyna, and Schlee, *Crude Domination*, 149.

77 Marchal, 'Aux marges du monde, en Afrique centrale...', 36.

78 Massey and May, 'Dallas to Doba', 267; Winters and Gould, 'Petroleum Blues', 8.

79 Berg, 'The Dynamics of Conflict in the Tri-Border Region', 35. On FARF's human rights violations in Chad, see Amnesty International, 'Extrajudicial Executions'.

at the time. That started to change in April 1996, however, as Yakoma soldiers demoted from the Presidential Guard rebelled in Bangui. Mass mutiny followed when salaries were held back; in May, riots and armed clashes broke out in the capital.⁸⁰ With a third mutiny in November and the raiding of the presidential armoury stocked with Libyan weapons, Patassé now faced a fully-fledged insurgency. With his back against the wall, Patassé called on the Chadian community for support,⁸¹ and to the Chadian government for weapons.⁸²

While the linking of the two crises is hard to document, we know that Déby put forward demands of his own during the ensuing weeks and months. In late 1996, Chadian diplomats shuttled in and out of Bangui, demanding CAR's help in expelling FARF militants.⁸³ It soon transpired that Patassé wanted Chad to intervene in the CAR to squash the mounting putsch. Whether a coincidence or a quid-pro-quo, a deal was soon reached whereby Patassé promised to deny FARF sanctuary.⁸⁴ Around the same time, Chadian troops entered the CAR and helped the regime crush the uprising.⁸⁵ Observing the diplomatic breakthrough from afar, FARF's top brass showed little interest in testing the merits of the weak-host thesis. "Bardé," writes Stephen Reyna, "realising the loss of his safe havens, signed a peace treaty with his opponent" in N'Djaména.⁸⁶ No longer welcome in the CAR, Bardé returned to Chad on 17 May.⁸⁷ Fighting resurged, but FARF, having lost its safe havens, was quickly defeated.

History repeated itself a decade later. In early 2009, Joseph Kony's notorious band, the Lord's Resistance Army (LRA), fled the Garamba National Park, their DR Congo hideout, after Kabila had turned up the heat with the help of Ugandan and Sudanese troops.⁸⁸ Kony's men had traversed the CAR before and now sought

80 Kisangani, 'Social Cleavages and Politics of Exclusion', 41–42.

81 Marchal, 'Aux marges du monde, en Afrique centrale...', 37.

82 Alusala, 'Armed Conflict and Disarmament', 61.

83 Reyna, 'Constructing Domination/Constructing Monsters', 150.

84 Reyna, 150; US Department of State, 'Chad'; IBP, *Chad*, 31; MAR, 'Chronology for Southerners in Chad'.

85 Alusala, 'Armed Conflict and Disarmament', 13.

86 Reyna, 'Constructing Domination/Constructing Monsters', 150.

87 Africa Research Bulletin, 'Africa Research Bulletin June 23rd', 12699.

88 Allen and Vlassenroot, *The Lord's Resistance Army*, 1; Titeca and Vlassenroot, 'Rebels without Borders in the Rwenzori Borderland?', 2.

re-entry.⁸⁹ By June, LRA headquarters sprang up in the CAR's south-eastern corner.⁹⁰ Just as Patassé before him, François Bozizé was at first either unable or unwilling to expel the intruders.⁹¹ Unlike FARF, however, the LRA pillaged the local population, attacking villagers in Haut-Mbomou as early as May the same year.⁹² Soon Kony's men earned a new nickname in the CAR – “the people who cut off lips and ears” – destroying livelihoods and lives as far north as the Vakaga province.⁹³ When Bozizé planned a trip of solidarity to the south-east, one villager told reporters: “The president should not come here at this moment (...) This is no time for a celebration.”⁹⁴

Bozizé quickly realised that a forceful response to was needed. In June his Chief of Staff met with counterparts from Uganda and DR Congo to plan a joint campaign against the LRA.⁹⁵ A few weeks later, Ugandan forces entered the CAR on Bozizé's invitation, and by September a joint UPDF-FACA operation had forced Kony's men on the run, who abandoned their Gougberé camp and hid in the forests.⁹⁶ While the LRA survived and its pillaging continued – albeit at lower rates⁹⁷ – the rebels have never again enjoyed full freedom of movement inside the CAR. The exception was a four-month window of serenity from April 2013, when the new Séléka government called off joint operations and expelled foreign troops as a show of gratitude for the LRA's helping hand in Séléka's insurgency.⁹⁸ Much as that of FARF, the LRA's career in the CAR should puzzle those who disdain the impact of changing preferences inside weak hosts' presidential palaces.

89 Schomerus, *The Lord's Resistance Army in Sudan*, 37.

90 Titeca, 'The Lord's Resistance Army (LRA) in the Democratic Republic of Congo', 7; Berg, 'A Crisis-Complex, Not Complex Crises', 34.

91 Arieff, 'Crisis in the Central African Republic', 10; International Crisis Group, 'Central African Republic', 1.

92 BBC, 'Rebel Terror Spreads to CAR'.

93 Bauters, 'A Taxonomy', 21; Berg, 'A Crisis-Complex, Not Complex Crises', 34.

94 BBC, 'Rebel Terror Spreads to CAR'.

95 MISNA, 'RD Congo/Province orientale'.

96 Cakaj, 'On the Heels of Kony', 8, 12; Bauters, 'A Taxonomy', 21; BBC, 'Rebel Terror Spreads to CAR'.

97 Data from the UCDP GED suggests an 80 percent reduction in LRA killings of civilians between 2009 and 2012. Davies, Pettersson, and Öberg, 'Organized Violence 1989–2021'.

98 Arieff, 'Crisis in the Central African Republic', 11; Kah, 'History, External Influence and Political Volatility', 25.

The most remarkable feature of the chronicles recited above is how quickly events unfolded once the leaders of Chad and the CAR found reasons to evict their guests. 1997, the year Patassé and Déby aligned their foreign policies, was also the year Thomas Bierschenk and Jean-Pierre de Sardan referred to the CAR's state apparatus as "currently remarkable in its absence."⁹⁹ That did not delay the death of FARF's sanctuary in the country. Had the CAR's role as host been a purely geographical notion, this outcome would surely be puzzling. Granted, Chadian troops did much of the heavy lifting in securing the two countries' border area from early 1997 onward.¹⁰⁰ But if Patassé was void of agency, why would Déby wait for his blessing to employ troops in the first place? The answer is simple. The core barrier for counterinsurgency efforts across borders – namely the neighbour's territorial integrity, or rather its protection under international norms backed by the powerful – can only be removed at the host state's behest, whether that state is weak or strong. Opposite, host regimes sometimes deem it advantageous to rid the sanctuary due its harmful properties, as Bozizé did when the LRA wreaked havoc on the eastern CAR's population in 2009. The very same prerogative which had allowed Patassé to deny Chad access up until 1996 now allowed Bozizé to invite CAR's neighbours onto its soil, and in result, dislodge the LRA from its rear bases.

If politics regulates insurgents' access to sanctuary, then we cannot conceive of sanctuaries as time-invariant. In world politics, domestic constraints and external dependencies are rarely static. For one, the Chadian sanctuary during the Darfur conflict was neither stable nor a product of state weakness. Instead it tracked the push and pull of politics – from the outside, as Déby could not afford to defy the regime that still curtailed the Chadian opposition; and from within, as the resulting host policy fuelled domestic opposition forcing Déby's hand. The two sources of regime insecurity locked Déby's host policy between a rock and a

99 Bierschenk and de Sardan, 'Local Powers and a Distant State in Rural Central African Republic'.

100 In March, a regional coalition was given a mandate to "conduct operations to disarm the ex-rebels, the militia and all other unlawfully armed individuals" in the CAR, Chad sending the largest contingent. Berman and Sams, *Peacekeeping in Africa*, 224.

hard place. Yet when Sudan's Chad strategy was loosened up on the battlefield, Déby eyed a chance squash his regime's biggest threat at the time – the rebel groups launching cross-border attacks from Sudan – by re-aligning with Khartoum. Chad's weakness and her borders' porosity notwithstanding, once political tangles were straightened, JEM's sanctuary was successfully suppressed.

Taken together, the weak host thesis is closer to myth than reality, obscuring more than it clarifies. To capture the realities of how sanctuaries shape civil wars, scholars must first grapple with the ebbs and flows of host governments' will, and with its political underpinnings.

Bibliography

- Africa Confidential. 'Déby's Dilemma', 10 September 2004. https://www.africa-confidential.com/article-preview/id/1219/Déby's_dilemma.
- Africa Research Bulletin. 'Africa Research Bulletin: Political, Social and Cultural Series, May 1st-31st 1997'. *Africa Research Bulletin: Political, Social and Cultural Series* 34, no. 5 (23 June 1997): 12671–706. <https://doi.org/10.1111/1467-825X.00034>.
- Allen (T) and Vlassenroot (K.), eds. *The Lord's Resistance Army: Myth and Reality*. London, UNITED KINGDOM: Bloomsbury Academic & Professional, 2010. <http://ebookcentral.proquest.com/lib/oxford/detail.action?docID=579116>.
- Alusala (N.). 'Armed Conflict and Disarmament: Selected Central African Studies'. Monograph. Institute for Strategic Studies (ISS), March 2007. <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/MONO129FULL.PDF>.
- Amnesty International. 'Extrajudicial Executions / Fear for Safety', 20 March 1998. <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/06/afr200031998en.pdf>.
- Anders (T.). 'Territorial Control in Civil Wars: Theory and Measurement Using Machine Learning'. *Journal of Peace*

Research 57, no. 6 (1 November 2020): 701–14. <https://doi.org/10.1177/0022343320959687>.

- Arieff(A). 'CrisisintheCentralAfricanRepublic'. Congressional Research Service. Congressional Research Service, 2014. https://www.everycrsreport.com/files/20140127_R43377_51206cb53f8b0aeb707a1531ab63725d6ff376fb.pdf.
- Arreguín-Toft (I.). 'How the Weak Win Wars: A Theory of Asymmetric Conflict'. *International Security* 26, no. 1 (2001): 93–128. <https://doi.org/10.1162/016228801753212868>.
- Bateurs (J.). 'A Taxonomy of Non-State Armed Actors in the Central African Republic'. Interns & Volunteers Series. Antwerpen: IPIS, 2012.
- BBC. 'Rebel Terror Spreads to CAR', 7 October 2009. <http://news.bbc.co.uk/2/mobile/africa/8284977.stm>.
- BBC. 'The Problem with the Pankisi', 5 August 2002. <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/2173878.stm>.
- Behrends (A.), Stephen Reyna, and Günther Schlee. *Crude Domination: An Anthropology of Oil*. Berghahn Books, 2011.
- Berdal (M.). 'How "New" Are "New Wars"? Global Economic Change and the Study of Civil War'. *Global Governance: A Review of Multilateralism and International Organizations* 9, no. 4 (2003): 477–502. <https://doi.org/10.1163/19426720-00904007>.
- Berg (P.). 'A Crisis-Complex, Not Complex Crises: Conflict Dynamics in the Sudan, Chad, and Central African Republic Tri-Border Area'. *Internationale Politik Und Gesellschaft (IPG)* 1 (2008) (2008): 72–86.
- Berg (P.). 'The Dynamics of Conflict in the Tri-Border Region of Sudan, Chad and the Central African Republic'. Country Conflict-Analysis Studies. Friedrich Ebert Foundation, March 2008.
- Berman, Eric, and Katie E. Sams. *Peacekeeping in Africa: Capabilities and Culpabilities*. Geneva: Pretoria: United Nations Institute for Disarmament Research ; Institute for Security Studies, 2000.

- Bierschenk (T.) and de Sardan (J-P. O.). 'Local Powers and a Distant State in Rural Central African Republic'. *The Journal of Modern African Studies* 35, no. 3 (1997): 441–68.
- Blair (C.W.) 'Border Control and Insurgent Tactics'. APSA Preprints, 2022. <https://preprints.apsanet.org/engage/api-gateway/apsa/assets/orp/resource/item/5fb59188f1c6ab001119963e/original/border-control-and-insurgent-tactics.pdf>.
- Brynen (R.). *Sanctuary and Survival: The PLO in Lebanon*. Boulder, Colo : London: Westview ; Pinter, 1990.
- Brynen (R.). 'Sanctuary and Survival: The PLO in Lebanon 1969-1982'. PhD thesis, University of Calgary, 1987.
- Buijtenhuijs (R.). *Transition et élections au Tchad, 1993-1997: restauration autoritaire et recomposition politique*, 1998.
- Byman (D.). *Deadly Connections : States That Sponsor Terrorism*. Cambridge: University Press, 2005.
- Byman (D.), Chalk (P.), Hoffman (B.), Rosenau (W.), and Brannan (D.). *Trends in Outside Support for Insurgent Movements*. 1st ed. RAND Corporation, 2001. <https://www.jstor.org/stable/10.7249/mr1405oti>.
- Cakaj (L.). 'On the Heels of Kony: The Untold Tragedy Unfolding in the Central African Republic'. *The Enough Project* (blog), 24 June 2010. <https://enoughproject.org/reports/heels-of-joseph-kony-commander-of-lords-resistance-army>.
- Châtaigner (J.-M.), and Magro (H.). *Etats et sociétés fragiles : Entre conflits, reconstruction et développement*. Paris: Karthala, 2007.
- Chauvin (E.). 'La Centrafrique, ventre mou de l'Afrique centrale. La recomposition des échanges régionaux par la guerre'. *Afrique contemporaine* 267–268, no. 3–4 (2018): 89–111. <https://doi.org/10.3917/afco.267.0089>.
- Chulanont (P.-n.). 'Thai-Malaysian Bilateral Security Relations from 1957 to 2006'. PhD thesis, The Australian National University, 2010. <https://openresearch-repository.anu.edu.au/handle/1885/150275>.

- Cilliers (J.). 'Terrorism and Africa'. *African Security Review* 12, no. 4 (January 2003): 91–103. <https://doi.org/10.1080/10246029.2003.9627255>.
- Collier (P.). *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*. A World Bank Policy Research Report. Washington: World Bank Publications, 2003. <https://doi.org/10.1596/978-0-8213-5481-0>.
- Connable (B.), and Libicki (M.C.). *How Insurgencies End*. Santa Monica: RAND Corporation, 2010. <https://doi.org/10.7249/mg965mcia>.
- Cunningham (D.E.), Everton (S. F.), and Tsolis (K.). 'Exploring the Spatial and Social Networks of Transnational Rebellions in Africa'. In Walther (O.J.) and William Miles *African Border Disorders: Addressing Transnational Extremist Organizations*. Routledge, 2018.
- Cunningham (D.E.), Gleditsch (K.S.), and Salehyan (I.). 'Non-State Actors in Civil Wars: A New Dataset'. *Conflict Management and Peace Science* 30, no. 5 (1 November 2013): 516–31. <https://doi.org/10.1177/0738894213499673>.
- David (S. R.). *Choosing Sides: Alignment and Realignment in the Third World*. Baltimore ; London : Johns Hopkins University Press, 1991.
- Davies (S.), Pettersson (T.), and Öberg (M.). 'Organized Violence 1989–2021 and Drone Warfare'. *Journal Of Peace Research* 59, no. 4 (2022): pp593-610. <https://doi.org/10.1177/00223433221108428>.
- Debos (M.). *Living by the Gun in Chad: Combatants, Impunity and State Formation*. London: Zed Books, 2016.
- Dorff, (R. H.) 'Failed States After 9/11: What Did We Know and What Have We Learned?' *International Studies Perspectives* 6, no. 1 (2005): 20–34. <https://doi.org/10.1111/j.1528-3577.2005.00191.x>.
- Dumont, (G.-F.). 'Géopolitique et populations au Tchad'. *Outre-Terre* 20, no. 3 (2007): 263–88. <https://doi.org/10.3917/oute.020.0263>.

- Eckstein, Harry. 'Case Studies and Theory in Political Science'. In *Handbook of Political Science*. Addison-Wesley Series in Political Science. Reading, Mass. ; London: Addison-Wesley, 1975.
- Flint, (J.), and de Waal (A.). *Darfur: A Short History of a Long War*. 2nd ed. African Arguments (International African Institute). London: Zed, in association with International African Institute, 2008.
- Fraleigh (A.). 'The Algerian Revolution as a Case Study in International Law'. In *The International Law of Civil War*, edited by Richard A. Falk. Baltimore: The John Hopkins Press, 1971.
- Fukuyama (F.). *State-Building: Governance and World Order in the 21st Century*. Ithaca, New York: Cornell University Press, 2004.
- Gall, (C.), and Khan (M.). 'Pakistan's Push in Border Areas Is Said to Falter'. *The New York Times*, 22 January 2006, sec. U.S. <https://www.nytimes.com/2006/01/22/world/asia/pakistans-push-in-border-areas-is-said-to-falter.html>.
- Glawion (T.), and de Vries (L.). 'Ruptures Revoked: Why the Central African Republic's Unprecedented Crisis Has Not Altered Deep-Seated Patterns of Governance'. *The Journal of Modern African Studies* 56, no. 3 (2018): 421-42. <https://doi.org/10.1017/S0022278X18000307>.
- Gleditsch (K. S.). 'Transnational Dimensions of Civil War'. *Journal of Peace Research* 44, no. 3 (1 May 2007): 293-309. <https://doi.org/10.1177/0022343307076637>.
- Gogoi (D.), ed. *Unheeded Hinterland: Identity and Sovereignty in Northeast India*. New Delhi : Routledge, 2016.
- Gramizzi (C.), and Tubiana (J.). *Forgotten Darfur: Old Tactics and New Players*. Switzerland: Small Arms Survey, 2012.
- Halkia (S.), Ferri (S.), Joubert-Boitat (I.), Saporiti (F.), and Kauffmann (M.). 'The Global Conflict Risk Index (GCRI): Regression Model, Data Ingestion, Processing and Output Methods'. Publications Office of the European Union, 31 January 2018. <https://doi.org/10.2760/303651>.

- Hamed (A. A. O.) 'National and International Crisis Management: The Influence of Libyan Intervention on the Duration of the Darfur Crisis'. Ph.D., Nottingham Trent University (United Kingdom), 2014. <https://www.proquest.com/docview/2394919044/abstract/58D893D573364420PQ/1>.
- Henningsen (T.), and Gissel (L.E.). 'Non-Cooperation with the International Criminal Court in Gatekeeper States: Regime Security in Deby's Chad'. *Cambridge Review of International Affairs*, 12 October 2020, 1-20. <https://doi.org/10.1080/09557571.2020.1828281>.
- Hussain (W.). 'Insurgency in India's Northeast: Cross-Border Links and Strategic Alliances'. *Faultlines: Writings on Conflict & Resolution* 17 (2006). <https://www.satp.org/satporgtp/publication/faultlines/volume17/wasbir.htm>.
- IBP. *Chad Investment and Business Guide Volume 1 Strategic and Practical Information*. IBP USA, 2013.
- International Crisis Group. 'Central African Republic: Keeping the Dialogue Alive'. Briefing. International Crisis Group, 12 January 2010. <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-keeping-dialogue-alive>.
- Jones (S. G.) and Fair (C.). *Counterinsurgency in Pakistan*. Santa Monica, UNITED STATES: RAND Corporation, 2010. <http://ebookcentral.proquest.com/lib/oxford/detail.action?docID=618727>.
- Kah (H. K.). 'History, External Influence and Political Volatility in the Central African Republic (CAR)'. *Journal for the Advancement of Developing Economies* 3, no. 1 (15 February 2018). <https://doi.org/10.13014/K2FF3QJK>.
- Kalyvas (S. N.), and Balcells (L.). 'International System and Technologies of Rebellion: How the End of the Cold War Shaped Internal Conflict'. *American Political Science Review* 104, no. 3 (August 2010): 415-29. <https://doi.org/10.1017/S0003055410000286>.

- Kisangani (E. F.) 'Social Cleavages and Politics of Exclusion: Instability in the Central African Republic'. *International Journal on World Peace* 32, no. 1 (March 2015): 33–59.
- Kotwal (D.) 'The Contours of Assam Insurgency'. *Strategic Analysis* 24, no. 12 (March 2001): 2219–33. <https://doi.org/10.1080/09700160108455349>.
- Laqueur (W.). *Guerrilla: A Historical and Critical Study*. New York: Routledge, 2019. <https://doi.org/10.4324/9780429046896>.
- Lemarchand (R.) 'Patterns of State Collapse and Reconstruction in Central Africa: Reflections on the Crisis in the Great Lakes Region'. *Africa Spectrum* 32, no. 2 (1997): 173–93.
- Lischer (S. K.). *Dangerous Sanctuaries: Refugee Camps, Civil War, and the Dilemmas of Humanitarian Aid*. Cornell Studies in Security Affairs. Ithaca, NY: Cornell University Press, 2005. <http://www.loc.gov/catdir/toc/ecip0421/2004018219.html>.
- Lyall (J.) and Isaiah (W.). 'Rage Against the Machines : Explaining Outcomes in Counterinsurgency Wars'. *International Organization* 63, no. 1 (January 2009): 67–106. <https://doi.org/10.1017/S0020818309090031>.
- Mallaby (S.). 'The Reluctant Imperialist: Terrorism, Failed States, and the Case for American Empire'. *Foreign Affairs* 81, no. 2 (2002): 2–7. <https://doi.org/10.2307/20033079>.
- Malone (I.). 'Unmasking Militants : Organizational Trends in Armed Groups, 1970–2012'. *International Studies Quarterly* 66, no. 3 (30 August 2022): sqac050. <https://doi.org/10.1093/isq/sqac050>.
- MAR. 'Chronology for Southerners in Chad'. Minorities At Risk (MAR), 2004. <https://www.refworld.org/docid/469f3878c.html>.
- Marchal (R.). 'An Emerging Military Power in Central Africa? Chad under Idriss Déby'. *Sociétés Politiques Comparées* 40 (2016): 20.

- Marchal (R.). 'Aux marges du monde, en Afrique centrale...' Les Études du CERI, 2009.
- Marchal (R.). 'The Roots of the Darfur Conflict and the Chadian Civil War'. *Public Culture* 20, no. 3 (1 September 2008): 429–36. <https://doi.org/10.1215/08992363-2008-002>.
- Massey (S.) and May (R.). 'Dallas to Doba: Oil and Chad, External Controls and Internal Politics'. *Journal of Contemporary African Studies* 23, no. 2 (May 2005): 253–76. <https://doi.org/10.1080/02589000500176065>.
- Mazumdar (A.). 'Bhutan's Military Action against Indian Insurgents'. *Asian Survey* 45, no. 4 (1 August 2005): 566–80. <https://doi.org/10.1525/as.2005.45.4.566>.
- Meerpohl (M.). 'Libya, Chad and Sudan - An Ambiguous Triangle?' *Zentrum Für Mittelmeerstudien Workingpaper Series No. 5* (1 January 2013). [https://www.academia.edu/70807397/Zentrum_F%C3%BCr_Mittelmeerstudien_Workingpaper_Series_N^o.5](https://www.academia.edu/70807397/Zentrum_F%C3%BCr_Mittelmeerstudien_Workingpaper_Series_N%C5%B0.5).
- Meier (V.), Karlén (K.), Pettersson (T.), and Croicu (M.). 'External Support in Armed Conflicts. Introducing the UCDP External Support Dataset (ESD), 1975-2017'. *Journal of Peace Research*, External Support in Armed Conflicts, Online First (2022).
- Miles (W. F. S.) 'Tragic Tradeoffs: Democracy and Security in Chad'. *The Journal of Modern African Studies* 33, no. 1 (March 1995): 53–65. <https://doi.org/10.1017/S0022278X0002084X>.
- MISNA. 'RD Congo/Province orientale : un sommet tripartite pour débattre des rebelles LRA - Central African Republic | ReliefWeb'. News and Press Release, 11 June 2009. <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/rd-congoprovince-orientale-un-sommet-tripartite-pour-d%C3%A9battre-des>.
- Mortensen (M.). 'The Making of Failed States'. *Ideas in Political Analysis and International Relations* 1 (2013).
- Naumkin (V.). 'Militant Islam in Central Asia: The Case of the

- Islamic Movement of Uzbekistan'. Working paper. Berkeley, 2003. <https://escholarship.org/content/qt7ch968cn/qt7ch968cn.pdf>.
- Nolutshungu (S.C.) *Limits of Anarchy: Intervention and State Formation in Chad*. University of Virginia Press, 1996.
 - Obi (C.). 'Nigeria's Niger Delta: Understanding the Complex Drivers of Violent Oil-Related Conflict'. *Africa Development* 34, no. 2 (2009): 103–28.
 - Piazza (J.A.) 'Incubators of Terror: Do Failed and Failing States Promote Transnational Terrorism?' *International Studies Quarterly* 52, no. 3 (September 2008): 469–88. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2478.2008.00511.x>.
 - Prunier (G.). *Darfur: A 21st Century Genocide*. Cornell University Press, 2011. <https://doi.org/10.7591/9780801462009>.
 - Qazi (S. H.) 'Rebels of the Frontier: Origins, Organization, and Recruitment of the Pakistani Taliban'. *Small Wars & Insurgencies* 22, no. 4 (October 2011): 574–602. <https://doi.org/10.1080/09592318.2011.601865>.
 - Rackley (E.B.) 'Cameroon's Far North: Responding to Boko Haram'. Oxford Research Group, 2017.
 - Record (J.). *Beating Goliath: Why Insurgencies Win*. First edition. Washington, D.C: Potomac Books, Inc., 2007.
 - Reed (K.) *Crude Existence: Environment and the Politics of Oil in Northern Angola*. Global, Area, and International Archive. Berkeley ; London: University of California Press, 2009.
 - Reyna (S.). 'Constructing Domination/Constructing Monsters: Imperialism, Cultural Desire, and Anti-Beowulfs in the Chadian Petro-State'. In *Crude Domination: An Anthropology of Oil*, by Andrea Behrends, Günther Schlee, and Stephen Reyna. Berghahn Books, 2011.
 - Rice (C.). 'Transformational Diplomacy'. Speech to Georgetown University, Georgetown University, Washington, DC, 18 January 2006. <https://2001-2009.state.gov/secretary/rm/2006/59306.htm>.

- Rice (S.E.) 'The New National Security Strategy: Focus on Failed States'. The New National Security Strategy. Brookings, 2003. <https://www.brookings.edu/research/the-new-national-security-strategy-focus-on-failed-states/>.
- Rohde (D.). 'Pakistani Troops Battle Militants Near Afghanistan'. *The New York Times*, 17 March 2004, sec. World. <https://www.nytimes.com/2004/03/17/world/pakistani-troops-battle-militants-near-afghanistan.html>.
- Rotberg (R. I.) 'Failed States, Collapsed States, Weak States: Causes and Indicators'. In *State Failure and State Weakness in a Time of Terror*, by Robert I. Rotberg. Washington, D.C.: Brookings Institution Press, 2003.
- Ruzaliev (O.). 'The Islamic Movement of Uzbekistan: Lines to Complete the Portrait'. *Central Asia and the Caucasus* 3, no. 27 (2004).
- Salehyan (I.). 'Transnational Rebels: Neighboring States as Sanctuary for Rebel Groups'. *World Politics* 59, no. 2 (January 2007): 217–42. <https://doi.org/10.1353/wp.2007.0024>.
- Salehyan (I.). 'No Shelter Here: Rebel Sanctuaries and International Conflict'. *The Journal of Politics* 70, no.1 (January 2008): 54–66. <https://doi.org/10.1017/S0022381607080048>.
- Salehyan (I.). *'Rebels without Borders. Rebels without Borders'*. 1st ed. Cornell University Press, 2009. <https://ezproxy-prd.bodleian.ox.ac.uk:2200/document/doi/10.7591/9780801459214/html>.
- Sammut (D.). 'Love and Hate in Russian-Georgian Relations'. *Helsinki Monitor* 14, no. 1 (2003): 28–37.
- San-Akca, (B.). 'Dangerous Companions: Cooperation between States and Nonstate Armed Groups (NAGs), v.04/2015', 2015. nonstatearmedgroups.ku.edu.tr.
- San-Akca, (B.). *'States in Disguise: Causes of State Support for Rebel Groups'*. New York: Oxford University Press, 2016. <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780190250881.001.0001>.

- SATP. 'Incidents Involving United Liberation Front of Asom (ULFA): 1979-2009 - Terrorist Group of Assam'. South Asia Terrorism Portal. Institute for Conflict Management, 2010. https://www.satp.org/satporgtp/countries/india/states/assam/terrorist_outfits/ulfa2009.htm.
- Sawyer, (K.), Gallagher Cunningham (K.), and Reed (W.). 'The Role of External Support in Civil War Termination'. *Journal of Conflict Resolution* 61, no. 6 (1 July 2017): 1174–1202. <https://doi.org/10.1177/0022002715600761>.
- Schomerus, (M.). 'The Lord's Resistance Army in Sudan: A History and Overview'. Small Arms Survey. Switzerland: Graduate Institute of International Studies, Geneva, 2007. <https://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.460.4629&rep=rep1&type=pdf>.
- Schouten, (P.). 'Roadblock Politics: The Origins of Violence in Central Africa'. Cambridge: Cambridge University Press, 2022. <https://doi.org/10.1017/9781108625050>.
- Scorgie, (L.). 'Conflict at the Edge of the African State: The ADF Rebel Group in the Congo-Uganda Borderland'. Lanham: Lexington Books, 2022.
- Seymour, Lee J. M. 'The Regional Politics of the Darfur Crisis'. In *The International Politics of Mass Atrocities: The Case of Darfur*, by David R. Black and Paul D. Williams. London, UNITED KINGDOM: Taylor & Francis Group, 2010. <http://ebookcentral.proquest.com/lib/oxford/detail.action?docID=472488>.
- Shinn, David H. 'Government and Politics'. In *Sudan, a Country Study*, edited by LaVerle Bennette Berry. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2015.
- Small Arms Survey. 'Justice and Equality Movement (JEM) (AKA JEM-Jibril)'. Human Security Baseline Assessment (HSBA) for Sudan and South Sudan. Geneva, Switzerland, 2013.
- Staniland (P.). 'Defeating Transnational Insurgencies: The Best Offense Is a Good Fence'. *The Washington Quarterly* 29, no. 1 (December 2005): 21–40. <https://doi.org/10.1162/016366005774859698>.

- Stewart (M.A.), and Liou (Y-M). 'Do Good Borders Make Good Rebels? Territorial Control and Civilian Casualties'. *The Journal of Politics* 79, no. 1 (2017): 284–301. <https://doi.org/10.1086/688699>.
- Takeyh (R.), and Gvosdev (N.). 'Do Terrorist Networks Need a Home?' *The Washington Quarterly* 25, no. 3 (2002): 97–108. <https://doi.org/10.1162/01636600260046262>.
- Tamm (H.), and Duursma (A.). 'Combat, Commitment, and the Termination of Africa's Mutual Interventions'. *European Journal of International Relations*, 1 August 2022, 13540661221112612. <https://doi.org/10.1177/13540661221112612>.
- Tanner (V.), and Tubiana (J.). *Divided They Fall: The Fragmentation of Darfur's Rebel Groups*. Small Arms Survey. Switzerland: Small Arms Survey, 2007. <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/HSBA-WP-06-Darfur-rebels.pdf>.
- Tar (U. A.), and Ahmed (N. G.). 'Counterterrorism and Counterinsurgency Engagements of Cameroon and Nigeria along Common Border Areas'. In *Cameroon-Nigeria Relations: Trends and Perspectives*, edited by Osita Agbu and C. Nna-Emeka Okereke. Lexington Books, 2022.
- Testerman (M.). 'Removing the Crutch: External Support and the Dynamics of Armed Conflict'. *Studies in Conflict & Terrorism* 38, no. 7 (3 July 2015): 529–42. <https://doi.org/10.1080/1057610X.2015.1016312>.
- Themnér (L.), and Wallensteen (P.). 'Armed Conflicts, 1946–2012'. *Journal of Peace Research* 50, no. 4 (1 July 2013): 509–21. <https://doi.org/10.1177/0022343313494396>.
- Titeca (K.). 'The Lord's Resistance Army (LRA) in the Democratic Republic of Congo: (Un)Invited Guests?' Antwerpen: Institute of Development Policy, University of Antwerpen, 23 November 2020.
- Titeca (K.) and Vlassenroot (K.). 'Rebels without Borders in the Rwenzori Borderland? A Biography of the Allied Democratic Forces'. *Journal of Eastern African Studies* 6, no.

- 1 (February 2012): 154–76. <https://doi.org/10.1080/17531055.2012.664708>.
- Tubiana (J.). ‘Renouncing the Rebels: Local and Regional Dimensions of Chad–Sudan Rapprochement’. Working paper. Geneva, Switzerland: Small Arms Survey, 2011. <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/HSBA-WP-25-Local-and-Regional-Dimensions-Chad-Sudan-Rapprochement.pdf>.
 - Tubiana (J.). ‘The Chad–Sudan Proxy War and the “Darfurization” of Chad: Myths and Reality’. The Human Security Baseline Assessment. Geneva, Switzerland: Small Arms Survey, 2008. <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/HSBA-WP-12-Chad-Sudan-Proxy-War.pdf>.
 - US Department of State. ‘Chad (11/03)’. In *U.S. Department of State*. Washington, D.C., 2017. [//2009-2017.state.gov/outofdate/bgn/chad/35893.htm](http://2009-2017.state.gov/outofdate/bgn/chad/35893.htm).
 - Winters (M.) and Gould (J. A.). ‘Petroleum Blues: The Political Economy of Resources and Conflict in Chad’. In *High-Value Natural Resources and Post-Conflict Peacebuilding*, edited by Päivi Lujala and Siri Aas Rustad, 1st edition. Routledge, 2012.
 - Zacher (M.W.). ‘The Territorial Integrity Norm: International Boundaries and the Use of Force’. *International Organization* 55, no. 2 (2001): 215–50. <https://doi.org/10.1162/00208180151140568>.
 - Zartman (W.), ed. *Collapsed States: The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*. Lynne Rienner Publishers, 1995.

Transversale

A propos de quelques figures régionales de la frontiérisation

Calvin MINFEGUE

(Université Catholique d'Afrique Centrale / Faculté de sciences juridiques et politiques)

Pour clore ou prolonger utilement ce numéro consacré aux frontières en Afrique centrale et notamment à ce qui s'y joue (nt) ou s'y révèle (nt) comme politique (s), une indication est nécessaire. Autour des frontières comme idées et réalités socio-spatiales et politiques, se structurent des dynamiques particulières reflétant les transformations massives qui travaillent à la surface et en profondeur cette sous-région africaine. En esquisser les contours, c'est faire le pari de suggérer des pistes de compréhension ou d'appréhension de ce qu'étaient, sont et seront ces sociétés. Pour y parvenir, il faut sans doute réinsérer, voire diluer l'objet frontalier au sein de processus auxquels il donne lieu ou qu'il contribue à façonner. Certains de ces processus, nous les agrégerons sous le vocable - fort connu dans les *Border studies* - de la frontiérisation. Deux significations complémentaires de cette notion sont mobilisées ici. La première considère la frontiérisation comme un « processus de construction et de mise en visibilité, sans cesse re-territorialisé, de la frontière (...) »¹. A cet égard, elle implique un remodelage continu de l'objet frontalier sous l'effet de dynamiques sociale et politique (lien avec la politisation). Ce changement soutenu implique de nouvelles modalités voire de nouvelles formes d'ancrage à l'espace approprié, au territoire. Il y a, en creux, l'idée que la frontière ou les frontières prennent aujourd'hui des formes multiples et

1 N. Bernardie-Tahir et C. Schmoll, *Méditerranée. Des frontières à la dérive*, Lyon, Le passager clandestin, 2018, p. 8.

se retrouvent en divers lieux et points². La seconde acception met un accent sur les logiques de domination. Elle postule que la frontiérisation réfère à « un processus par lequel les puissances de ce monde transforment en permanence certains espaces en lieux infranchissables pour certaines classes de population »³. Dans cette perspective, la frontiérisation met en scène des acteurs dominants ayant la capacité de « transformer » l'espace pour y ériger ou carrément l'ériger en barrière pour certains individus sur la base de critères discriminatoires précis. Le processus est, de ce fait, l'expression d'une position et d'un pouvoir de domination qui se projette sur l'espace, les corps et les objets. Ce pouvoir, en initiant la transformation d'un espace en dispositif infranchissable, le justifie globalement pour des raisons de sécurité. Dans le premier cas, le regard pointe vers la mise en visibilité croissante et polymorphe de la frontière qui permet en retour une meilleure sensibilité à ses effets. Dans le second cas, l'enjeu est de *faire sentir* la frontière en tant qu'expression crue d'une force, d'un pouvoir et s'accompagnant d'un surcroît de visibilité.

Ces perspectives pour aborder la frontiérisation, dès lors qu'on les transpose à l'environnement de l'Afrique centrale, exigent quelques considérations lourdes. L'une d'elles voit la sous-région être travaillée dans ses entrailles par une envie de sortir des *temps honnis* qui auront vu ses fils, ses filles et ses espaces réduits en force de travail, en énergie brute nourrissant des systèmes productifs et politiques d'échelles régionales ou globales. Ces temps honnis sont également marqués de l'empreinte aussi bien de l'autre venu au loin que du frère d'à-côté qui aura su créer des formes d'altérité et d'étrangeté radicales reposant sous un régime concomitant du proche et du lointain. Une autre considération, qui allie fantasmes et situations aisément repérables, est ce que l'on pourrait voir comme étant la *réaffirmation de la contrainte extérieure* dans les topographies politiques de la zone. Cette contrainte extérieure qui est aussi présence extérieure est d'une

2 O. Clochard, *Le jeu des frontières dans l'accès au statut de réfugié - Une géographie des politiques européennes d'asile et d'immigration*, Thèse de doctorat en Géographie, Poitiers, Université de Poitiers, 2007; A-L. Amilhat Szary, *Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui?* Paris, Presses Universitaires de France, 2015.

3 A. Mbembe, « La démondialisation », in *Esprit* 2018/12 Décembre 2018, pp. 86-94 [voir p. 89 particulièrement]

part indicative de l'insertion historique du continent dans des configurations, circuits et mouvements globaux qui font de la planète un large espace d'interconnexions et de dépendances transversales. Ceci, en assumant les considérations politiques et morales inhérentes aux modalités à travers lesquelles se sont opérées ces mises en lien, ces mises en relation. D'autre part, cette contrainte extérieure est justement consubstantielle à une logique de la force (subtile ou non, « *hard* » ou « *soft* ») qui s'insère elle-même dans des rapports de force, de puissance - pour reprendre des expressions courantes de la rhétorique internationaliste. Mais surtout, comme argument, elle se sera dotée d'une énergie et d'une finalité propres lui permettant de se constituer ou d'être mobilisé en tant que support à toutes sortes de justifications aux horizons bouchés des sociétés locales. Quitte parfois à être en symbiose avec des raisons instrumentales. La troisième considération correspond au *temps des possibles*. Celui-ci permet au continent et à la sous-région de se révéler retors à des scénarii de transformation figés, mais de poindre finalement vers plusieurs horizons simultanément. La perspective est alors porteuse d'énormes possibilités créatrices, régénératrices ou productrices tout comme elle peut impliquer, selon les mouvements, à l'œuvre ou qui s'exprimeront, l'avènement de nuits plus sombres que les précédentes.

Ces éléments non exhaustifs, une fois considérés, ouvrent la voie à quelques projections sur les dynamiques de frontiérisation en les faisant reposer sur plusieurs figures. Nous en évoquerons brièvement quatre qui travaillent l'environnement sous-régional et dont les épaisseurs donnent (et donneront encore) une teneur singulière aux politiques des frontières y repérables. La première est liée aux effets frontaliers, localisés, de la préoccupation sécuritaire traduite par une logistique particulière pouvant prendre des formes multiples. Les sociétés politiques de la région sont traversées, de longue date, par une frénésie sécuritaire liée à une volonté (parfois vaine) de se protéger de l'extérieur qui aura emprunté le visage du conquérant étranger, du colon venu au loin, et qui emprunte aujourd'hui celui du criminel, du terroriste mais également du migrant venant de la contrée voisine ou non. Cet emballage, non loin de se projeter uniquement vers l'extérieur, est souvent tourné vers l'intérieur. Il fabrique et produit ainsi, selon les cas, des étrangers et ennemis de l'intérieur dont la qualification

comme telle est parfois déterminée par des logiques ambivalentes, instrumentales et souvent circonstancielles. Pour lui donner de la consistance et lui permettre de se faire sentir au plus près des sujets politiques, cette frénésie sécuritaire s'incarne dans des dispositifs logistiques spécifiques qui lui confèrent une certaine matérialité et densité. Les technologies de surveillance qui maillent de plus en plus de nombreux territoires de la sous-région en sont aujourd'hui des expressions évidentes⁴. Au-delà de leur finalité proclamée, elles redéfinissent également les régimes de l'espace et les pratiques y associés qui sont-elles même loin d'être sans enjeux politiques majeurs. Cette logistique peut parfois culminer dans l'érection de véritables murs à l'instar de celui entrepris - puis suspendu - par la Guinée-équatoriale sur une portion de sa frontière avec le Cameroun⁵. Tout l'intérêt est alors de saisir le sens d'une telle initiative et son adossement à des dynamiques à la fois anciennes et nouvelles, à la fois régionales et globales.

La deuxième figure de la frontiérisation n'est pas déconnectée de la première. Elle concerne, d'une part, les procédés et les enjeux à travers lesquels les dispositifs d'encadrement ou de limitation des mobilités des personnes et des choses à l'intérieur des territoires nationaux sont définis. Si la mise en place de tels dispositifs est une donnée ancienne de l'environnement politique régional, ils ont plus que jamais vocation à permettre une réaffirmation des frontières nationales externes à partir d'actions sur les frontières et portions territoriales internes. Cette figure repose également sur des matérialités précises dont l'une des formes caractéristiques est par exemple aujourd'hui la barrière routière, dispositif daté, polymorphe, labile et fuyant dont les effets politiques n'en sont pas moins durables. Ces barrières trament les pratiques politiques de l'espace dans la sous-région. Le Cameroun,

4 C'est le cas au Cameroun et en Guinée-équatoriale.

Sur les développements de la vidéosurveillance et le recours aux drones par exemple, lire G. M. Eyenga, « Les nouveaux yeux de l'État ? L'introduction de la télésurveillance dans l'espace public à Yaoundé », in *Cahiers d'études africaines*, 244(4), 2021, 753-776. <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.35559> ;

E. Sourn Loumtouang, « La guerre vue du ciel : L'usage des drones en terrain africain », in *A contrario*, 29(2), 2019, pp. 99-118. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/aco.192.0099>

5 Voir à ce sujet, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200702-guine%C3%A9e-suspend-construction-mur-fronti%C3%A8re-cameroun>

la République centrafricaine (RCA), la République démocratique du Congo principalement mais également le Gabon ou le Congo-Brazzaville sont concernés à des degrés divers par cette « politique des barrières routières »⁶. Cette dernière notion se révèle utile pour l'appréhension de la barrière routière sous ses différentes formes en tant que points d'ancrage singuliers des trajectoires de construction des États dans leurs contradictions ou comme repères de processus spécifiques de rentabilisation des corps et des choses⁷. Une autre forme expressive de cette figure spécifique est la forme du « camp » qui, dans son déploiement, peut être désormais considérée comme une strate durable de l'environnement politique régional⁸. Camps ou sites de réfugiés, camps ou sites de déplacés internes, zones de recasement temporaires de sinistrés (etc.) sont désormais constitutifs et expressifs des positions des sociétés politiques de la région au gouvernement [à la fois] des mobilités et des événements critiques mettant en branle nos émotions. Ils articulent parfois obsession sécuritaire, adhésion à des considérations morales à vocation universalisante (et donc contestables) et envies d'un

6 P. Schouten, *Roadblock Politics: The Origins of Violence in Central Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 2022.

7 A ce sujet, lire P. Schouten et S-P. Kalessopo, « Laissez piller ». L'économie politique des barrières routières en République centrafricaine, Anvers/Bangui, IPIS/DIIS, 2017; P. Schouten, J. Murairi et S. Kubuya, « *Tout ce qui bouge sera taxé* » : l'économie politique des barrières routières au Nord et Sud Kivu. Anvers/Copenhague, IPIS/DIIS, 2017; C. Minfegue, « Les corps des tracasseries. Circulation, corps et Violence sur le corridor Douala - N'djamena/Bangui », in *Canadian Journal of African Studies/revue Canadienne des études africaines* ; Vol. 57(2), 2023, pp. 283-303. DOI: 10.1080/00083968.2023.2177688

8 Pour quelques indications sur ces dynamiques, lire B. E. Whitaker, « Refugees and the Spread of Conflict: Contrasting Cases in Central Africa », in *Journal of Asian and African Studies*, 38(2-3), 2003, pp. 211-231. <https://doi.org/10.1177/002190960303800205>; M. Agier, *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris, Flammarion, 2008; S. Loungou, « La libre circulation des personnes au sein de l'espace de la C.E.M.A.C : entre mythes et réalité », in *Belgeo*, n°3, 2010, [en ligne] url : <http://journals.openedition.org/belgeo/7096>; J. Glasman, « Seeing Like a Refugee Agency: A Short History of UNHCR Classifications in Central Africa (1961-2015) », in *Journal of Refugee Studies*, Volume 30, Issue 2, June 2017, pp. 337-362, <https://doi.org/10.1093/jrs/few044>; C. Lefort-Rieu et C. Minfegue, « Quand l'aide internationale renforce la présence de l'État aux marges de son territoire. Le cas de l'assistance aux réfugiés centrafricains à l'Est-Cameroun », in *Cahiers d'études africaines*, 244, 2021, pp. 777-797.

retour frénétique à des valeurs originelles qu'on imagine demeurées intactes. Ici également, tout se joue à la fois à l'interface et aux points d'interpénétration entre l'intérieur et l'extérieur, entre *ici* et *là-bas*, entre *soi* et les *autres*.

La troisième figure met en scène la frontière politique en tant que point de diffusion constant de la différence. Ici, s'entremêlent des logiques frontalières de nature westphalienne et caractéristiques propres des dynamiques sociales et communautaires. Le tout dans un enchevêtrement producteur de formes plurielles qui informent à la fois des enjeux contemporains d'appartenance, de mobilité (géographique et sociale), de redistribution dans la région et du devenir des sociétés politiques. Ici, la frontière comme limite, comme une certaine limite s'exprime aussi par sa propension à produire et à entretenir des cadres de différenciation continue qui opère d'abord à l'intérieur de ces formes d'organisation politique que sont les États (-nations). Ces cadres sont d'abord tributaires de dynamiques historiques ayant façonné et entretenu des mécanismes d'appartenance qui se seront indurés et stabilisés, venant à être considérés comme ayant toujours été là. Ceci, en dépit des appropriations instrumentales dont elles ont fait et font encore l'objet. Elles sont ensuite, sous leurs formes et expressions contemporaines, révélatrices des tribulations et de la capacité de la forme « État » à apprivoiser et/ou à s'accommoder de matrices d'appartenance anciennes ou alternatives et avec lesquelles il vaut mieux composer. Elles sont, enfin, des frontières en soi au sein même des sociétés politiques de la région et imposent de ce fait, une capacité à définir des modalités de prise en charge des différences. Sur ce dernier plan effectivement, les modes de gestion de ces sociétés politiques auront parfois renforcé ces limites communautaires, accroissant davantage les différences et occasionnant par là, des formes de partition sociales et territoriales durables. De la logique westphalienne, la prise en charge de ces limites aura parfois consacré leur rigidité, leur intangibilité au mépris de logiques sociales et endogènes plus sensibles à la flexibilité et à la porosité qui régissent ces cadres d'appartenance. Les sociétés politiques de la sous-région sont ainsi travaillées par des frontières internes multiformes - communautaires, professionnelles, religieuses, générationnelles, etc. - dont la capacité sporadique ou durable à

générer des distorsions est révélatrice de leur potentiel politique. Ces logiques plurielles d'appartenance et de partition se rappellent à tous à la faveur d'éruptions de violence plus ou moins longues. Elles sont souvent observées au Cameroun⁹, ont été par exemple visibles en RCA (et notamment à Bangui, la capitale)¹⁰ ou se sont inscrites au cœur de quelques batailles politiques au Tchad¹¹.

Une quatrième figure de la frontiérisation dans la région a trait aux trajectoires concomitantes de localisation et de délocalisation de phénomènes ou dynamiques qui, à force des choses, ont fini par s'imposer comme étant globaux. Ceux-ci rappellent de manière évidente l'insertion de l'Afrique dans le monde et la présence d'importants fragments du monde sur ce continent. Mais surtout, cette figure institue le continent et donc aussi l'Afrique centrale comme l'un des fronts des grandes questions globales. Trois d'entre elles peuvent être évoquées rapidement. La première est la question écologique qui met à jour la propension des inégalités dans la *possession* de la terre à devenir égalitaires dans le ressenti et le vécu des conséquences y associées. Le continent

9 Pour un examen de quelques-uns de ces enjeux sur la dynamique frontalière camerounaise, lire C. Minfegue, « les frontières camerounaises entre héritages historiques et contestations nouvelles », in *Revue des sciences sociales*, n°60, 2018, pp. 26 - 35. Sur la problématique des tensions autour des appartenances dites communautaires au Cameroun, voir par exemple I. Saïbou. « Arithmétique Ethnique et Compétition Politique Entre Kotoko et Arabes Choa dans Le Contexte de l'ouverture Démocratique Au Cameroun (Ethnic Arithmetic and Political Competition in Cameroon) », in *Africa Spectrum* 40, no. 2 (2005), pp. 197-220. <http://www.jstor.org/stable/40175072> ; I. Mouiche, « Autochtonie, Libéralisation Politique, et Construction d'une Sphère Publique Locale au Cameroun », in *African Studies Review*, 54(3), 2011, pp. 71-99. doi:10.1353/arw.2011.0060

10 Voir à ce sujet, J. V. Bissakonou, *L'autre version de la crise centrafricaine*, Paris, L'Harmattan, 2015; P-C Beninga, « surdité politique, institutionnalisation de la militarisation des revendications sociopolitiques et territorialisation en Centrafrique. L'État centrafricain face à la violence illégitime », *Les Cahiers du CCRAG n°1*, 2022, pp. 39 - 53

11 Voir par exemple, K. F. Hansen, « A democratic dictator's success: how Chad's President Deby defeated the military opposition in three years (2008-2011) », in *Journal of Contemporary African Studies*, 31:4, 2013, pp. 583-599, DOI: [10.1080/02589001.2013.840974](https://doi.org/10.1080/02589001.2013.840974); R. Marchal, « Tchad/Darfour : vers un système de conflits », in *Politique africaine*, vol. 102, no. 2, 2006, pp. 135-154; R. Marchal, « Le Tchad entre deux guerres ? Remarques sur un présumé complot », in *Politique africaine*, 130, 2013, pp. 213-223. <https://doi.org/10.3917/polaf.130.0213>

et la sous-région sont, d'une part, des espaces où se vivent par exemple de manière vive, les effets des dérégulations climatiques mais où l'on trouve également l'une des grandes réserves de biosphère de la planète (notamment le Bassin du Congo). D'autre part, ils se révèlent être des lieux où peuvent être entreprises et expérimentées les actions visant à essayer de réparer, de préserver ou de vivre avec ce qui nous reste comme réserves de vie (au sens large) sur la planète. La deuxième question concerne - à nouveau - les mobilités (et donc aussi les immobilités). Si les projections font du continent l'un des futurs foyers de la jeunesse de la population mondiale, il faut s'attendre tout au moins à une accélération des circulations aussi bien des hommes que des choses. Les politiques actuelles, qu'elles reposent sur des choix inadéquats vu l'ampleur des nécessités ou qu'elles se fondent sur des pratiques de contrôle, de limitation, d'assignation ou de mise à l'écart, ne pourront pas être utiles face à un tel chamboulement. Il faut alors imaginer d'autres formes de gouvernement qui se doivent d'assumer cette double perspective locale et globale. La troisième question est d'ordre technologique et concerne ce voisinage à négocier (ou pas) entre l'homme et la machine. Si la pénétration de la technologie engendre des opportunités énormes en terre africaine, celle-ci et les régions qui la constituent demeurent également à l'écart de quelques-uns des grands développements dans ce domaine. La sous-région et le continent sont donc à la croisée des situations. D'une part, ils peuvent être des lieux d'observation quelque peu distants des transformations lourdes qu'entraînera l'essor technologique sur les sociétés humaines et donc se donner la possibilité d'anticiper et d'imaginer, pour tous, d'autres voies. D'autre part, cette tenue à distance n'étant pas toujours possible ou actée en tout temps et en toute situation, il faudra donc gérer l'évidence en puisant dans ses ressources propres mais en produisant aussi de nouvelles. Ces trois questions globales comptent parce qu'elles instituent des logiques et régimes de la différence, de l'appartenance et du politique qui procèdent à la fois de la mise en scène de nouvelles frontières (sociales, politiques, technologiques, écologiques) et d'ordres de pouvoir spécifiques. Elles suggèrent aussi des rapports distincts à l'espace et ne pourront donc pas échapper à des prises en charge à la fois situées et ouvertes.

Ces figures, non exhaustives, engagent donc différemment à une réflexion sur les types de frontières qui maillent nos quotidiens et sur les politiques de frontières qui peuvent en découler en Afrique centrale. Elles rappellent qu'au fond, ce qui relève du politique ne se situe plus nécessairement et uniquement dans l'espace existant entre les hommes comme le soulignait Hannah Arendt¹² mais sans doute de plus en plus dans ces interstices présentes entre les hommes et les autres espèces vivantes, entre les hommes et les *choses* (dont les artefacts technologiques modernes). Comblé, réduire ou élargir ces espaces, tels sont les vrais enjeux politiques de nos temps, ici et ailleurs.

Bibliographie

- Agier (M.), *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris, Flammarion, 2008;
- Amilhat Szary (A-L), *Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui?* Paris, Presses Universitaires de France, 2015.
- Arendt (H.), *Qu'est-ce que le politique?* (1993), trad. fr. S. Courtine-Denamy, Paris, Seuil, 2001
- Beninga (P-C), « surdité politique, institutionnalisation de la militarisation des revendications sociopolitiques et territorialisation en Centrafrique. L'État centrafricain face à la violence illégitime », *Les Cahiers du CCRAG n°1*, 2022, pp. 39 - 53
- Bernardie-Tahir (N.) et Schmol (C.), *Méditerranée. Des frontières à la dérive*, Lyon, Le passager clandestin, 2018.
- Bissakonou (J. V.), *L'autre version de la crise centrafricaine*, Paris, L'Harmattan, 2015;
- Clochard (O.), *Le jeu des frontières dans l'accès au statut de réfugié - Une géographie des politiques européennes d'asile et d'immigration*, Thèse de doctorat en Géographie, Poitiers, Université de Poitiers, 2007;

12 H. Arendt, *Qu'est-ce que le politique?*(1993), trad. fr. S. Courtine-Denamy, Paris, Seuil, 2001

- Eyenga (G.M.), « Les nouveaux yeux de l'État? L'introduction de la télésurveillance dans l'espace public à Yaoundé », in *Cahiers d'études africaines*, 244(4), 2021, 753-776. <https://doi.org/10.4000/etudesafricaines.35559> ;
- Glasman (J.), « Seeing Like a Refugee Agency: A Short History of UNHCR Classifications in Central Africa (1961–2015) », in *Journal of Refugee Studies*, Volume 30, Issue 2, June 2017, pp. 337–362, <https://doi.org/10.1093/jrs/few044>;
- Hansen (K. F.), « A democratic dictator's success: how Chad's President Deby defeated the military opposition in three years (2008–2011) », in *Journal of Contemporary African Studies*, 31:4, 2013, pp. 583-599, DOI: 10.1080/02589001.2013.840974;
- Lefort-Rieu (C.) et Minfegue (C.), « Quand l'aide internationale renforce la présence de l'État aux marges de son territoire. Le cas de l'assistance aux réfugiés centrafricains à l'Est-Cameroun », in *Cahiers d'études africaines*, 244, 2021, pp. 777-797.
- Loungou (S.), « La libre circulation des personnes au sein de l'espace de la C.E.M.A.C : entre mythes et réalité », in *Belgeo*, n°3, 2010, [en ligne] url : <http://journals.openedition.org/belgeo/7096>;
- Mbembe (A.), « La démondialisation », in *Esprit* 2018/12 Décembre 2018, pp. 86-94 [voir p. 89 particulièrement]
- Marchal (R.), « Tchad/Darfour : vers un système de conflits », in *Politique africaine*, vol. 102, no. 2, 2006, pp. 135-154;
- Marchal (R.), « Le Tchad entre deux guerres ? Remarques sur un présumé complot », in *Politique africaine*, 130, 2013, pp. 213-223. <https://doi.org/10.3917/polaf.130.0213>
- Minfegue (C.), « les frontières camerounaises entre héritages historiques et contestations nouvelles », in *Revue des sciences sociales*, n°60, 2018, pp. 26 - 35.

- Minfegue (C.), « Les corps des tracasseries. Circulation, corps et Violence sur le corridor Douala - N'djamena/Bangui », in *Canadian Journal of African Studies/revue Canadienne des études africaines* ; Vol. 57(2), 2023. pp. 283-303. DOI: 10.1080/00083968.2023.2177688
- Mouiche (I.), « Autochtonie, Libéralisation Politique, et Construction d'une Sphère Publique Locale au Cameroun », in *African Studies Review*, 54(3), 2011, pp. 71-99. doi:10.1353/arw.2011.0060 ;
- Saïbou (I.), « Arithmétique Ethnique et Compétition Politique Entre Kotoko et Arabes Choa dans Le Contexte de l'ouverture Démocratique Au Cameroun (Ethnic Arithmetic and Political Competition in Cameroon) », in *Africa Spectrum* 40, no. 2 (2005), pp. 197-220. <http://www.jstor.org/stable/40175072> ;
- Schouten (P.), *Roadblock Politics: The Origins of Violence in Central Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 2022.
- Schouten (P.) et Kalessopo (S-P.), « Laissez piller ». L'économie politique des barrières routières en République centrafricaine, Anvers/Bangui, IPIS/DIIS, 2017;
- Schouten (P.), Murairi (J.) et Kubuya (S.), « *Tout ce qui bouge sera taxé* » : l'économie politique des barrières routières au Nord et Sud Kivu. Anvers/Copenhague, IPIS/DIIS, 2017;
- Sournaloumtouang (E.), « La guerre vue du ciel : L'usage des drones en terrain africain », in *A contrario*, 29(2), 2019, pp. 99-118. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/aco.192.0099>
- Whitaker (B. E.), « Refugees and the Spread of Conflict: Contrasting Cases in Central Africa », in *Journal of Asian and African Studies*, 38(2-3), 2003, pp. 211-231. <https://doi.org/10.1177/002190960303800205>;

VARIA

Famille et extrémisme violent dans l'Extrême-nord du Cameroun : cas de la commune de Kolofata

Yvan Hyannick OBAH

(Institut des Politiques et Initiatives Sociales/Université
Catholique d'Afrique Centrale)

*« Nous tenons de nos familles aussi bien les idées dont nous vivons
que les maladies dont nous mourrons. » Marcel PROUST.*

La poussée de l'extrémisme violent au Cameroun et ses effets sur la cohésion sociale impactent sur les opportunités en matière de développement, compromettant les perspectives souhaitables pour les décennies à venir. Depuis le 17 mai 2014¹, le pays s'est résolument engagé à endiguer l'extrémisme violent, amplifié par la présence du mouvement islamiste Boko Haram² dans la région de l'Extrême-nord. En juillet 2014, le vice-premier ministre Amadou Ali estimait à 450 voire 500 le nombre de jeunes engagés auprès de Boko Haram dans la commune de Kolofata³, où ce mouvement a causé le plus de dommages⁴. Ces données devraient interpeller sur

1 Cette date marque la déclaration officielle de la guerre contre le terrorisme par le chef de l'État camerounais, son excellence Monsieur Paul Biya à Paris lors d'un sommet sur la sécurité au Nigeria, jusqu'en juillet 2016.

2 Les termes Boko Haram signifient en langue haoussa « l'éducation occidentale est un péché » : le mouvement s'oppose radicalement à l'éducation, à la culture et aux valeurs occidentales, considérant que celles-ci ont un effet corrupteur sur les sociétés islamiques traditionnelles.

3 La commune de Kolofata est située dans l'extrême-nord du Cameroun, dans le département du Mayo-Sava, à la frontière avec le Nigeria. Elle comprend une dizaine de localités dont certaines demeurent des cibles privilégiées pour les extrémistes, notamment Bornori, Amchidé, Kerawa. Cette localité dénombre à ce jour plus d'une dizaine d'attaques des partisans du groupe terroriste Boko Haram.

4 *L'Express.fr*, 6 août 2014 : « Boko Haram entraîne de jeunes Camerounais pour attaquer leur propre pays », en ligne, consultée le 30 octobre 2019. URL: www.lexpress.fr/actualites/1/monde/boko-haram-entraîne-de-jeunes-camerounais-

le rôle que jouent les agents de socialisation dans la limitation ou l'accentuation des influences de ce mouvement. L'État est souvent pointé du doigt à la fois comme source et solution à l'extrémisme violent. Mais il convient aussi de porter une attention sur la famille du fait de la place primordiale qu'elle occupe dans la socialisation de l'individu.

Comprendre l'extrémisme violent suggère préalablement d'opérer une distinction avec des concepts qui lui sont proches : terrorisme, radicalisation et extrémisme. Selon le lexique de science politique d'Olivier Nay, le terrorisme renvoie «aux activités de groupes clandestins et organisés faisant le choix d'actions particulièrement violentes (assassinats, attentats, séquestrations, enlèvements, prises d'otage, sabotages, etc.) contre des intérêts politiques, économiques ou religieux»⁵. Concernant la radicalisation, le rapport final de l'Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation (IFEFF) l'appréhende comme un processus par lequel une personne adopte des opinions et légitime des pratiques extrêmes incluant le recours à la violence⁶. Aussi, la notion de radicalisation peut être saisie dans un sens large. Dans ce cas, elle intègre l'idée de détachement vis-à-vis des racines ou de la socialisation primaire. Elle consiste en une rupture avec les acquis et induit une introduction ou adhésion à de nouvelles racines, prises dans le sens de valeurs, de vision du monde ou de rapport au monde tout simplement. La radicalisation a différentes formes et le passage à la violence n'en est qu'un aspect. La violence ici, représente l'expression ou le stade extrême de la radicalisation.

Pour ce qui est de l'extrémisme, la définition donnée par Olivier Nay, évoquant l'extrémisme politique, contient des éléments intéressants. Il montre que le terme extrémisme s'appuie «sur la représentation d'un système politique, opposant modération politique et radicalisme, participation institutionnelle et culture protestataire, raison et violence, en mêlant volontairement, dans une même catégorie, des formations et des doctrines situées aux deux extrêmes de l'échiquier politique»⁷. L'extrémisme violent a pour-attaquer-leur-propre-pays_1564480.html.

5 O. Nay (Dir.), *Lexique de science politique*, Paris, Dalloz, 4^e Édition, 2017, p. 610.

6 Rapport final de l'Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation (IFEFF), 2017.

7 O. Nay, *op.cit.*, p. 237.

été défini par Jason-Leigh Streigher comme la volonté d'utiliser la violence afin d'intensifier des croyances particulières, notamment de nature politique, sociale ou idéologique, y compris à travers des actes de terrorisme⁸. Au bout du compte, l'extrémisme violent se rapporte à des actes de violence extrême, n'étant pas nécessairement nourri par une idéologie. Dans cette étude, nous l'analysons comme étant une réaction à un conditionnement politique, social, culturel, religieux, idéologique et psychologique dans lesquels se trouvent des individus. Ce conditionnement est lié à l'action ou à l'inaction de certains agents de socialisation à l'instar de la famille.

En Afrique, la famille représente la structure sociale primaire de fabrique des habitus⁹. Elle a pour fonction essentielle de faire émerger les principes d'un fonctionnement harmonieux, susceptible de garantir la paix, la solidarité et la cohésion sociale. Des recherches ont montré que les premières valeurs se transmettent d'abord au sein de la famille¹⁰. Anneli Botha précise à ce niveau que : « la famille est un élément fondamental dans le processus de socialisation d'un individu. Les relations qu'une personne entretient avec sa famille peuvent être le catalyseur d'une quête d'identité et d'appartenance en dehors de la sphère familiale (quête d'une identité collective plus vaste, par exemple) et cette démarche peut aboutir à la radicalisation »¹¹. En observant le fonctionnement de la famille à Kolofata, on voit qu'elle prend la forme d'une microstructure sociale, qui subit des transformations au gré des conjonctures dans lesquelles elle est plongée. La famille est aussi décrite comme étant : « [...] un ensemble d'individus apparentés liés entre eux soit par l'alliance (le mariage), soit par la filiation, soit, plus exceptionnellement, par l'adoption (parenté), et vivant sous un même toit (cohabitation) »¹². Au Cameroun, les préoccupations

8 J-L Striegher, « Violent extremism: An examination of a definitional dilemma ». SRI Security Research Institute, 8th Australian Security and Intelligence Conference, 30 November – 2 December, 2015, p. 78.

9 M. Darmon, *Classes préparatoires. La fabrique d'une jeunesse dominante*, Paris, La découverte, coll. « laboratoire sciences sociales », 2013.

10 T. Luckman et P. Berger, *The social construction of reality: A treatise in the sociology of knowledge*. New York, Anchor, 1966.

11 A. Botha, *Radicalization to Commit Terrorism from a Political Socialization Perspective in Kenya and Uganda*. Doctoral thesis, University of the Free State, South Africa, 2014, p. 12.

12 P. Bourdieu, « À propos de la famille comme catégorie réalisée », in *Actes de la*

politiques visent à faire de cette institution un cadre garantissant la promotion du développement économique et social, un symbole de stabilité fondée sur l'autorité, la responsabilité et le devoir de consolidation de la citoyenneté. Ainsi, l'intérêt porté pour la famille se précise au fur et à mesure qu'émergent les problèmes de société.

Les réflexions sur l'extrémisme violent au Cameroun se rangent pour la plupart dans le sillage des analyses menées depuis quelques années sur le mouvement Boko Haram. On pourrait mentionner ici les travaux de Léon Koungou qui analysent la philosophie de Boko Haram et démontrent que ce mouvement tend à inscrire son action dans le long terme¹³. Il montre qu'une réponse appropriée de l'État devrait être pensée dans le court, le moyen et le long terme¹⁴. De son côté, Issa Saibou s'intéresse aux effets économiques et sociaux des attaques de Boko Haram dans l'extrême-nord du Cameroun. Il analyse les mutations de l'environnement social et économique de la région, induites par l'activisme des partisans de Boko Haram. Le constat qu'il dégage est celui de l'impact négatif des attaques sur les activités pastorales et commerciales qui aggravent les conditions de vie des populations¹⁵. Nicolas Owona Ndounda, quant à lui, met en avant les logiques psychosociales. Il constate la sensibilité de certains jeunes de la région du Nord-Cameroun aux discours fondamentalistes. Il dresse ensuite le portrait de ces jeunes, tout en analysant les raisons de leur hostilité soudaine envers leur patrie. Il émet l'hypothèse selon laquelle la radicalisation des jeunes dans le Nord-Cameroun traduirait une forme de protestation sociale associée à la nécessité de survie. Elle relève moins d'un engagement religieux¹⁶. Epiphane Yogo propose une réflexion plus centrée sur la question de l'extrémisme au Cameroun. L'ouvrage qu'il intitule *Contre*

recherche en sciences sociales. Vol. 100, 1993, p. 32.

13 L. Koungou, *Boko Haram. Parti pour durer*, Paris, L'Harmattan, 2016.

14 L. Koungou, *Boko Haram, le Cameroun à l'épreuve des menaces*, Paris, L'Harmattan, 2014.

15 I. Saibou, « Effets économiques et sociaux des attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun », in *Kaliao*. Numéro spécial, Université de Maroua, 2014.

16 N. Owona Ndounda, « Boko Haram et la radicalisation des jeunes au Nord-Cameroun. Entre protestation et nécessité de survie », in *Emulations – Revue de sciences sociales, en ligne*. Mise en ligne le 8 novembre 2017. URL : <https://www.revue-emulations.net/enligne/owona-ndounda-boko-haram-radicalisation-jeunes-nord-cameroun>.

l'extrémisme violent au Cameroun est un collectif de contributions qui traite tour à tour des conditions de stabilisation de la région de l'Extrême-nord du Cameroun en proie aux attaques de Boko Haram ; analyse les modalités de la résilience des communautés dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ; et examine les stratégies aussi bien matérielles que symboliques de l'État du Cameroun pour lutter contre la montée de l'extrémisme violent¹⁷. Ces travaux sont intéressants étant donné qu'ils participent à la compréhension des sources de l'extrémisme violent dans la région de l'Extrême-nord du Cameroun. Toutefois, on peut regretter le fait qu'aucun de ces travaux ne s'intéresse vraiment au rôle pourtant déterminant de la famille, pour expliquer l'extrémisme violent. C'est la contribution qu'apporte cette réflexion.

L'interrogation au cœur de cette étude est celle-ci : quelle est l'influence de la famille dans la lutte contre l'extrémisme violent à l'Extrême-nord du Cameroun ? Nous partons de l'hypothèse que la famille constitue à la fois le point de continuité et de rupture avec l'extrémisme violent dans l'Extrême-nord du Cameroun. Cette posture s'appuie sur les thèses structuralistes, considérant l'institution familiale comme étant forgée par les situations et les contraintes dans lesquelles elle est plongée. Les données ayant conduit à initier cette étude sont issues d'entretiens menés en août 2021 auprès des ressortissants de la localité de Kolofata, dans les camps des déplacés internes à Zamay, département du Mayo-Tsanaga, région de l'Extrême-nord. D'autres ont été rencontrés dans la ville de Maroua. La littérature traitant des thématiques connexes (terrorisme, radicalisme, etc.), offre des pistes d'analyse et de discussion complémentaires. Le rendu des résultats se structure en trois parties. La première partie est consacrée à l'identification des biais de l'extrémisme violent dans la région de l'extrême nord du Cameroun (I). La deuxième analyse le rôle de la famille dans l'expansion de l'extrémisme violent à Kolofata (II). La troisième partie, enfin, s'attarde sur l'importance de renforcer le rôle des familles dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent dans la région de l'extrême-nord (III).

17 E. E. Yogo (dir.), *Contre l'extrémisme violent au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2021

I- Les biais de l'extrémisme violent dans l'Extrême-nord du Cameroun

Les fondations de l'adhésion des individus dans les mouvements extrémistes sont variées et dépendantes des trajectoires de chaque individu en lien avec son groupe ou sa structure d'appartenance. Les vecteurs de l'extrémisme violent dans la région de l'Extrême-nord du Cameroun sont multiples, complexes et fortement empreints de causalités religieuses, idéologiques et psychologiques (A), politiques, sociales et économiques (B).

A- Les biais religieux, psychologiques et idéologiques

Relativement à la question des croyances, il faut souligner que la religion a pour but d'apaiser les craintes et de nourrir les espoirs chez les individus confrontés aux situations d'angoisse. À Kolofata, les institutions religieuses (imams, mosquées, école coranique) subissent les influences de Boko Haram et ne jouent pas véritablement leur rôle de guides spirituels¹⁸. Au sein des écoles coraniques par exemple, les programmes sont peu contrôlés, ce qui laisse la latitude aux maîtres coraniques de transmettre les idéologies radicales aux jeunes apprenants¹⁹. Ainsi, les *madrasas*²⁰ deviennent des cibles privilégiées pour les recruteurs et les groupes extrémistes, qui en profitent pour véhiculer des messages à caractère extrémiste. La journaliste française et spécialiste de l'Asie, Pauline Garaude, parle de ces institutions comme étant des « Mecque du djihad »²¹. L'endoctrinement des jeunes à Kolofata persiste aussi dans la mesure où tel qu'on peut l'observer, ces écoles théologiques musulmanes ne sont pas toujours contrôlées. En conséquence, le défaut de sécurisation et d'encadrement des instances et des acteurs religieux facilite la propagation des idéologies extrémistes. Certains imams disent ne pas avoir le choix parce qu'ils font l'objet de menaces et deviennent des cibles pour les groupes extrémistes²².

18 Entretien du 10 août 2021 avec monsieur Issa, commerçant dans la ville de Kolofata.

19 Entretien du 10 août 2021 avec monsieur Issa, commerçant dans la ville de Kolofata.

20 Encore connue sous l'appellation *médersas*, ce mot arabe désigne les écoles coraniques.

21 P. Garaude, « Les madrasas : ces "Mecque du djihad" impossibles à réformer », in *Les Cahiers de l'Orient*, Vol. 2. N° 98, 2010, Pp. 35-38.

22 Entretien du 5 août 2021 avec un imam dans la ville de Maroua.

De plus, du point de vue idéologique et psychologique, la prédisposition des jeunes à intégrer une nouvelle vision du monde et à revoir leurs référentiels de valeurs et leurs systèmes de croyance fondés sur des discours de type « nous » contre « eux », est déterminante. Elle témoigne de l'enracinement des messages à caractère extrémiste dans certaines localités de la région de l'extrême-nord (Kolofata, Amchidé, Kerawa, Dabanga, Achigachia, Sanda Wadiri, etc.). De même, l'ardent désir que partagent ces jeunes extrémistes de restaurer le passé mythifié de l'islam²³ dépend de leurs prédispositions psychologiques et des influences multiples aux niveaux collectif, communautaire, national et international. Des jeunes sont portés par le fanatisme idéologique, l'amour pour le risque et l'aventure extrémiste. Sur ce dernier point, hormis les discours des groupes extrémistes, les images diffusées dans les réseaux sociaux alimentent aussi chez les jeunes, des désirs extrêmes. Par ailleurs, certains individus sont habités par des pulsions de libération de l'agressivité et sont de ce fait prompts à rejoindre les mouvements extrémistes pour assouvir ces pulsions. Toutefois, ces considérations psychologique et idéologique qui éclairent sur l'extrémisme dans l'extrême-nord du Cameroun sont à mettre en lien avec d'autres variables de nature politique, sociale et économique.

B- Les biais politiques, sociaux et économiques

Au niveau politique, l'extrémisme violent au Cameroun est corrélé à la fragilité de l'État, voire à l'absence des mécanismes de gouvernance institutionnels qui rassurent. La manière dont les responsabilités sont gérées, associée à la mauvaise gouvernance, constitue d'importants vecteurs de l'extrémisme violent. De nombreux jeunes se sentiraient exclus des structures et processus politiques, du fait de l'absence de plate-formes de dialogue entre la société et l'État. À côté, la porosité des frontières est aussi un élément essentiel, dans la mesure où elle favorise le trafic des armes légères et de petit calibre (ALPC), des personnes, des drogues et des biens, du moins, le développement de la criminalité. La forte proportion de déplacés et de réfugiés dans l'extrême-nord génère des tensions dans cette zone, car elle accentue la vulnérabilité des

23 R. Terme, *La perception de l'islam par les élites françaises (1830-1914)*, Thèse de doctorat en Histoire. Université Michel de Montagne-Bordeaux III, 2016.

populations locales qui se sentent marginalisées et délaissées. Les réfugiés sont alors mal perçus par les communautés hôtes, qui leur reconnaissent à tort ou à raison une proximité avec les islamistes. La fragilité des mécanismes de gouvernance ou l'effondrement de l'État²⁴ sont exploités par les mouvements extrémistes.

Au plan social, les jeunes de la région de l'extrême-nord sont sous-scolarisés. Cette situation est en partie liée aux attaques de Boko Haram visant les édifices d'enseignement primaire et secondaire²⁵. Ces attaques ont un impact sur le déficit et l'attrition des enseignants qui désertent les zones frontalières, pour rejoindre d'autres villes (Maroua, Mokolo, etc.). Il s'en suit que les jeunes deviennent de plus en plus vulnérables à la propagande djihadiste. Au-delà du facteur sécuritaire, deux facteurs expliquent le faible taux de scolarisation de la région de l'extrême-nord. Il s'agit, selon Olivier Iyebi-Mandjek, « du retard relatif de l'implantation de l'école et des infrastructures scolaires dans ces zones, et du conflit entre l'école officielle et d'autres modes de transmission des connaissances plus anciennement implantés, dont l'école coranique »²⁶. Un responsable d'établissement rencontré dans la ville de Mokolo nous confie ceci :

C'est la faillite du système éducatif, les difficultés d'accès aux services sociaux de base (soins de santé, éducation, eau potable, etc.) qui radicalisent les communautés, les rendant attentifs aux discours des recruteurs djihadistes. Les jeunes de nos jours cherchent à tout prix à gagner de l'argent et lorsque des gens débarquent et leur promettent ce qu'ils recherchent, certains adhèrent parfois sans hésiter. Il y a des jeunes qui disent ne pas avoir le choix et vous demandent comment ils vont nourrir leurs familles et subvenir à leurs propres besoins. Il y a également des jeunes qui rejoignent ces groupes par conviction, parce qu'ils ont été séduits par le discours des djihadistes.

24 W. Zartman (dir.), *Collapsed states: The Desintegration and Restoration of legitimate Authority*, Boulder, London, Lynne Rienner Publishers, 1995.

25 Selon les sources du quotidien « The Humanitarian », le sous-préfet Ibrahim Koulagna soulignait dans une interview que, dans le Mayo-Sava, 20 des 30 écoles avaient fermé en début d'année scolaire 2014.

26 O. Iyebi-Mandjek, « Enseignement », in C. Seignobos (dir.), *Atlas de la province Extrême-Nord Cameroun*, Marseille, IRD Éditions, 2005, pp. 139-144.

Certains d'entre eux ont reçu une doctrine basée sur un enseignement religieux fondamentaliste, dans les écoles coraniques avec des prêcheurs radicalisés²⁷.

La sous-scolarisation découlant du facteur sécuritaire peut expliquer le manque d'effectifs souvent observé dans de nombreux établissements scolaires. Elle permet aussi de comprendre le taux élevé de sous-scolarisation de la jeune fille dans le nord du Cameroun, soit 31,9 % sur 70 % du taux national²⁸. En outre, les jeunes n'ont pas toujours accès aux activités extrascolaires, à l'instar du sport ou d'autres loisirs. Ils n'ont pas non plus des modèles ou des mentors, des figures qui permettraient de renforcer la cohésion sociale²⁹. Leurs regards se tournent alors vers les leaders des mouvements extrémistes (Mamman Nur, Al-Barnawi, Shekau, etc.) dont ils deviennent des fanatiques. Aussi, les injustices sociales accentuent l'extrémisme violent. Plusieurs jeunes nourrissent des frustrations à la suite d'un litige parfois mal jugé. À défaut de trouver justice auprès des instances étatiques, ces derniers se tournent vers la *charia* qu'ils adoptent comme étant un système judiciaire alternatif et efficace³⁰.

La privation et l'exclusion socio-économique constituent autant de vecteurs de l'extrémisme violent dans la région de l'extrême-nord du Cameroun. L'extrémisme violent des jeunes de l'extrême-nord Cameroun relève non seulement de la protestation sociale, mais surtout de la nécessité de survie. Il est surtout important de souligner que la pauvreté et le sous-développement économique induisent un déficit de capital culturel qui exacerbe les rancœurs. Comme le note monsieur Karim :

Au Cameroun, toute une génération de jeunes gens cherche sa place au sein de l'État. La frontière entre le Cameroun et le Nigéria semble offrir des opportunités à ces jeunes, dans la mesure où elle facilite les trafics illégaux entre jeunes, Camerounais et Nigériens. La vente du carburant frelaté

27 Entretien du 18 août 2021 avec monsieur Karim, responsable d'établissement dans la localité de Mokolo.

28 Cf. Rapport de l'Institut de statistique de l'UNESCO, octobre 2016, N° 39.

29 Entretien du 19 août 2021 avec un jeune issu de la localité d'Amchidé.

30 Entretien du 10 août 2021 avec monsieur Issa, commerçant dans la ville de Kolofata.

ou Zoazoa constitue l'un des principaux commerces auquel se livrent les jeunes dans cette localité. Le carburant vendu au Cameroun à mille francs peut être revendu au Nigéria à près de cinq mille francs, soit cinq fois le prix initial. Cette situation fait que les jeunes dans l'extrême-nord soient prêts à commercialiser cette ressource à n'importe qui au Nigéria, y compris aux membres des groupes terroristes. Il en est de même pour les téléphones portables, les pièces détachées de motos ou de véhicules, parfois à la demande des terroristes³¹.

Les jeunes qui résident dans les petites localités n'ont pas accès à l'éducation et au développement professionnel. Ils sont déçus par un environnement peu rassurant et deviennent des cibles vulnérables, attirées par la possibilité de gagner de l'argent facilement. Plusieurs disent être marginalisés par rapport à ceux qui habitent les villes où l'activité économique est importante (Maroua, Mokolo, etc.). L'impossibilité d'ouvrir un petit commerce ou de disposer d'une moto chinoise pour se lancer dans le transport constitue quelques marqueurs de l'impasse dans laquelle se trouvent les populations de Kolofata. Le problème est exacerbé par le fait que les affrontements entre la secte Boko Haram et les armées des États riverains du bassin du lac Tchad paralysent l'économie de cette zone. Les populations ayant choisi de vivre à Kolofata en dépit du spectre permanent de la menace doivent se contenter des cultures et du bétail qu'ils partagent (volontairement ou involontairement) avec les islamistes. Dans un contexte où la tentation de céder aux promesses des islamistes est une option rationnelle, il faut questionner le rôle de la famille en tant qu'acteur central de la chaîne de transmission des valeurs sociales.

II. La famille, un support de l'extrémisme violent à Kolofata

Cette partie éclaire sur le rôle que joue la famille dans l'accentuation de l'extrémisme violent à Kolofata. Les logiques qui placent cette institution au cœur de l'extrémisme dans cette commune sont à la fois volontaires (A) c'est-à-dire dépendantes d'elle et involontaires (B) ou indépendantes.

³¹ Entretien du 18 août 2021 avec monsieur Karim, responsable d'établissement dans la localité de Mokolo.

A- La contribution volontaire des familles à l'essor de l'extrémisme violent

L'ambiguïté du rôle des familles à Kolofata est telle que certaines d'entre elles participent de manière volontaire à l'expansion de l'extrémisme violent. Cette participation trouve une explication à deux niveaux. D'abord, au niveau de l'adhésion aux idéologies prônées par les mouvements extrémistes. Sur ce point, il convient de remarquer que des familles en raison de leur sensibilité aux discours fondamentalistes choisissent de collaborer et de participer activement aux côtés des mouvements extrémistes. Des familles à Kolofata sont soupçonnées de fournir les informations aux extrémistes sur les positions de l'armée ou sur les individus collaborant avec les forces de défense et de sécurité (FDS)³². C'est pourquoi les représailles de ces mouvements extrémistes sont parfois orientées vers les personnes qui coopèrent avec les FDS. D'autres familles, encore, ne se limitent pas qu'aux simples informations. Elles vont jusqu'à prendre part aux actions concrètes menées par les mouvements extrémistes. Dans ces cas, il est commun de voir des responsables de famille interpellés ou mis sous surveillance par les FDS. C'est du moins ce que laisse entendre monsieur Issa en ces termes :

On connaît les gens qui sont avec les BH à Kolofata. Certains cachent les armes chez eux, d'autres sont des informateurs des BH. Parfois c'est un peu calme et subitement on entend que les BH ont attaqué les militaires pourtant bien organisés ici. C'est parce qu'il y a des indics qui leur disent qu'ils sont là-bas positionnés de telle ou telle façon. L'an dernier l'armée a interpellé plusieurs personnes dans les villages de Ndaba et Sanda Wadjiri³³.

Ensuite, au niveau des liens qui unissent certaines familles aux membres des mouvements extrémistes. Sur cet aspect, il convient de faire le constat selon lequel les mouvements extrémistes qui opèrent à Kolofata recrutent leurs membres au sein des familles. Les chefs de famille sont parfois membres de ces mouvements, ce

³² Entretien du 10 août 2021 avec monsieur Issa, commerçant dans la ville de Kolofata.

³³ Entretien du 10 août 2021 avec monsieur Issa, commerçant dans la ville de Kolofata.

qui contraint les épouses et les enfants à rallier leur cause. Ainsi, il est possible de voir des familles entières affiliées aux idéologies extrémistes. Dans un tel contexte, il peut être difficile d'identifier les comportements associés à l'extrémisme violent étant donné que ces familles partagent le quotidien des communautés et dissimulent leurs ressentiments vis-à-vis de la société. Cependant, Kolofata abrite des familles qui participent involontairement à la poussée de l'extrémisme violent.

B- L'apport involontaire des familles au renforcement de l'extrémisme violent

Les difficultés rencontrées par les familles sont telles que plusieurs d'entre elles ne parviennent parfois pas à identifier les signes de comportements associés à l'extrémisme. Tel que nous l'avons précédemment mentionné, des familles prennent part à la lutte contre l'extrémisme violent en collaborant avec les FDS, à travers le renseignement et la lutte active au sein des comités de vigilance³⁴. Cependant, certaines d'entre elles abritent de jeunes extrémistes et n'arrivent pas toujours à les canaliser ou à identifier ce type d'attitudes. Les familles sont vectrices de l'extrémisme violent, en raison de l'absence de certains parents, du manque de cohésion familiale ou de l'insuffisance d'un soutien familial important³⁵. La vulnérabilité des jeunes aux discours fondamentalistes peut être renforcée par le fait d'un parent absent, pour diverses raisons. Les chefs de famille (pères) peuvent être des combattants de comités de vigilance ou de l'armée. Certains d'entre eux voyagent pour des missions de longue durée. Dès lors, il revient aux mères d'assurer l'éducation des enfants et de soutenir financièrement la famille.

Or, à Kolofata, il a été observé que la plupart des femmes sont sous-scolarisées et souvent non préparées à assumer seules la gestion du foyer. Plusieurs de ces mères sont victimes d'enlèvements, de viols ou de meurtres, laissant leurs jeunes progénitures à leur sort. Les recruteurs jouent un rôle clé dans la recherche de jeunes vulnérables, en leur proposant une nouvelle identité et plus encore, une figure parentale de substitution. Dans la commune de Kolofata, de nombreuses familles vivent dans

34 Entretien avec un jeune issu de la localité de Maroua, le 19 août 2021.

35 Rapport du PNUD. *Prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique : une approche axée sur le développement*, 2015.

des conditions précaires. L'agriculture et l'élevage ne sont pas envisageables du fait de la terreur qui règne dans cette zone. Les combattants extrémistes arrachent aux populations les bétails, les réserves de nourriture, les outils de travail (houes, machettes, etc.), les obligeant à prêter allégeance pour être épargnées de la misère. Ces situations plongent davantage les familles dans la vulnérabilité. Les vulnérabilités construites par ce contexte représentent autant de fragilités qui favorisent l'adhésion de certains membres aux mouvements extrémistes.

Les développements qui précèdent illustrent à grands traits la contribution des familles à l'enracinement de l'extrémisme violent dans la commune de Kolofata. Ces constats constituent autant de défis pour l'État du Cameroun dans la recherche des mesures visant à lutter efficacement contre ce phénomène.

III. Renforcer l'action de l'État sur le terrain et reconsidérer le rôle des familles

Bien que la socialisation soit réalisée à différents niveaux, par diverses structures, l'État reste et demeure le principal responsable de la transmission des valeurs et des normes qui l'organisent. Dans le chantier de la lutte contre l'extrémisme violent, l'État du Cameroun devrait se montrer plus présent (A) en mettant la famille au centre des mécanismes de prévention (B).

A- Un État à la traîne

À l'image de la plupart des pays de la sous-région d'Afrique centrale, le Cameroun a un énorme chantier dans la prévention de l'extrémisme violent. Ce chantier reste fébrile, en dépit d'une volonté politique de rectifier le tir. À l'observation, l'une des stratégies des dirigeants consiste à s'appuyer sur les Organisations non gouvernementales et les Organisations internationales (PNUD, UNESCO, UNICEF, PAM, etc.). Dans le cadre d'un partenariat stratégique avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Cameroun est inséré dans le programme de prévention de l'extrémisme violent. Ce programme vise à apporter un soutien coordonné aux États membres, ainsi qu'aux organisations régionales et sous-régionales demandeuses. Cet appui se base sur la résolution A/RES/70/291 de l'Assemblée

Générale et au plan du Secrétaire général, pour la prévention de l'extrémisme violent.

Dans la même dynamique, l'Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), travaille à donner aux jeunes hommes et femmes, les moyens de réaliser leur potentiel en tant qu'acteurs du changement social. Elle mène cette action dans le cadre de sa stratégie « Éducation à la citoyenneté mondiale ». Pour réduire l'emprise des messages des groupes extrémistes sur les imaginaires des jeunes dans les zones à risque, le gouvernement camerounais insiste aussi sur les mécanismes d'ordre sécuritaire. En effet, les violations systématiques et la barbarie des actes de Boko Haram dans la localité de Kolofata ont révélé l'urgente nécessité d'une collaboration entre les populations et les forces armées. Ces groupes de civils, composés de plusieurs jeunes, bénéficient d'un appui de l'État afin de fournir une aide aux forces de sécurité à travers le renseignement.

Les comités de vigilance interviennent sous le couvert juridique de la loi n° 68/LF/1 du 11 juin 1968 visant à organiser la défense passive et sont classés comme forces auxiliaires et complémentaires au sens de la logique de défense nationale camerounaise. Ces acteurs de sécurité de type 2 sont des forces spécialisées, chargées de maintenir l'ordre public et pouvant être mobilisées si nécessaire et à la demande des autorités compétentes³⁶. Leurs missions oscillent entre le partage d'informations et la participation active aux opérations. En plus des fonctions qui leur sont conférées par les textes (décret n° 68/DF/33 du 29 janvier 1968 fixant les missions de défense des forces régulières supplétives et auxiliaires, décret n° 70/DF/264 du 4 juin 1970 relatif à la sécurité interne et externe de l'État, etc.), les comités de vigilance travaillent également à la formation d'un type spécifique d'individus patriotes et engagés à combattre pour défendre la patrie.

S'il est donné de constater que la lutte contre l'extrémisme violent est effective à Kolofata, il reste qu'au niveau national, en dépit d'une architecture institutionnelle en gestation³⁷, beaucoup reste à faire.

36 Y. Noah Noah, *L'action des comités de vigilance dans le dispositif sécuritaire de lutte contre Boko Haram : entre efficacité conjoncturelle et défaillances structurelles*, Mémoire de recherche en Science Politique. Université de Yaoundé 2, 2016.

37 Mention est faite ici de la création d'une Commission Nationale de Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme [CNPBM] et plans humanitaires d'urgence.

B- Les jalons d'une stratégie érigeant la famille au cœur de la prévention et de la lutte

Pour mettre à profit le rôle des familles en tant que lieux de filtrage et de contournement de messages à caractère extrémistes dans la région de l'extrême-nord du Cameroun, deux éléments non exhaustifs peuvent être considérés. D'abord, les familles qui se trouvent dans les zones à risque pourraient être dotées de moyens leur permettant de mieux se prendre en charge. Pour cela, l'État devra davantage investir en faveur de la redynamisation économique, en facilitant l'accès aux marchés et aux services financiers, en reconstruisant et en améliorant la qualité des infrastructures, en encourageant les initiatives de création d'emplois. En outre, l'État pourrait proposer des programmes de formations à l'entrepreneuriat pour les jeunes se trouvant dans ces zones à risque, en insistant sur des modules axés sur la paix et la cohésion sociale. Ces modules pourraient également porter sur les valeurs citoyennes, l'éthique et la responsabilité, l'engagement civique et les compétences de la vie courante.

Ensuite, il est nécessaire de songer au renforcement de la scolarisation des jeunes, pour les doter des capacités leur permettant de mieux apprécier et identifier les discours extrémistes. Cette stratégie pourra s'étendre aux parents en les renseignant sur l'importance d'envoyer leurs enfants à l'école. De même, l'État pourrait promouvoir la scolarisation en accélérant la reconstruction des édifices d'enseignement primaire et secondaire détruits par les attaques et encourager les enseignants à rejoindre leurs lieux d'affectation. Il serait encore capital de sensibiliser les parents sur la nécessité de veiller à l'éducation de leurs enfants, en fournissant notamment à ces derniers et de façon permanente, une assistance morale, financière et affective. Cela suggère également le fait de combattre toute forme de violence domestique susceptible d'affecter leur bien-être et la santé morale des enfants.

Ces éléments peuvent être mis en branle par le concours de certaines structures spécialisées d'État à l'instar du Ministère de la Promotion de la femme et de la famille (MINPROFF). Cette structure représente le département ministériel en charge des questions sur la famille au Cameroun. Le Ministère de l'Emploi et de

la Professionnelle (MINEFOP) pourrait aussi jouer un rôle crucial en proposant des programmes d'emploi et de formation adaptés aux jeunes se trouvant dans les zones où le risque de radicalisation est élevé. Les dirigeants camerounais pourraient davantage s'appuyer sur les structures privées (ONG et associations), engagées dans la recherche des solutions face à l'extrémisme violent dans sa zone sahélienne.

Aussi, le volet sécuritaire n'est pas à ignorer dans un contexte où, les incursions de Boko Haram continuent d'être enregistrées. Considérant que certaines populations sont en train de rejoindre les zones désertées suite aux attaques, l'État pourrait renforcer la présence des Forces de Défense et de Sécurité aux frontières afin de réduire les incursions du mouvement. Le renforcement de la collaboration entre ces professionnels de la sécurité et les populations est également indispensable dans une guerre où l'ennemi se fond parmi les populations. Par ailleurs, il est essentiel que les structures étatiques collaborent avec les leaders religieux et les responsables d'institutions d'enseignement coranique, afin de contrôler le contenu des enseignements qui sont dispensés aux jeunes apprenants.

En somme, il s'est agi d'analyser la famille comme étant l'un des remparts de l'extrémisme violent dans la ville de Kolofata. Il en ressort que les difficultés rencontrées par les familles dans cette ville fragilisent la capacité dont elles devraient disposer pour jouer le rôle d'agents princeps de la socialisation. Dans un contexte taraudé par une forte activité des mouvements extrémistes, bon nombre de familles deviennent des foyers de l'extrémisme. Les entretiens et les observations réalisés à Kolofata illustrent cet état de choses. En outre, cette analyse valide en même temps qu'elle réhabilite les lectures qui font la part belle au poids des structures sociales dans l'orientation des conduites des individus. De ce fait, la famille à Kolofata n'est que le miroir des structures sociales et politiques qui ont à charge d'administrer la socialisation au Cameroun. Ainsi, des perspectives d'analyse pourraient encore porter sur le rôle des églises, des écoles et de tous les autres structures ou agents de socialisation. Par ailleurs, l'extrémisme violent à Kolofata est consécutif à la présence de Boko Haram

dont la propagande rencontre les faveurs de certaines catégories vulnérables. Cela laisse penser que la famille à Kolofata est sous l'influence des dynamiques sociopolitiques à la fois endogènes et exogènes qui impactent sa fonction socialisante. L'extrémisme violent est une réalité à l'extrême-nord du Cameroun. Dans la commune de Kolofata, ce phénomène fait partie du quotidien des familles, du sein desquelles de nombreux jeunes sont enrôlés. La prévention et la lutte efficiente contre ce phénomène, suggère que l'État du Cameroun et ses partenaires internationaux adoptent une démarche axée sur les familles. Cela suppose de prendre en compte la situation économique de ces dernières et notamment celles qui se trouvent dans les zones à risque. L'accent pourrait encore être mis sur l'encadrement et la sensibilisation des familles, quant aux situations susceptibles de conduire les jeunes vers les voies de l'extrémisme.

Bibliographie

- Botha (A.), *Radicalization to Commit Terrorism from a Political Socialization Perspective in Kenya and Uganda*. Doctoral thesis, University of the Free State, South Africa, 2014;
- Bourdieu (P.), « À propos de la famille comme catégorie réalisée », in *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 100, 1993, pp. 32-36 ;
- Darmon, (M.), *Classes préparatoires. La fabrique d'une jeunesse dominante*. Paris, la découverte, coll. « laboratoire sciences sociales » 2013 ;
- Garaude (P.), « Les madrasas : ces "Mecque du djihad" impossibles à réformer », in *Les Cahiers de l'Orient*, Vol. 2, n° 98, 2010, pp. 35-38 ;
- Iyebi-Mandjek (O.), « Enseignement », in Christian SEIGNOBOS, (dir.). 2005. *Atlas de la province Extrême-Nord Cameroun*. Marseille, IRD Éditions, 2005, pp. 139-144 ;
- Koungou (L.), *Boko Haram, le Cameroun à l'épreuve des menaces*. Paris. L'Harmattan, 2014 ;
- Koungou (L.), *Boko Haram. Parti pour durer*, Paris, L'Harmattan, 2016 ;
- Luckman (T.), Berger (P.), *The social construction of reality: A*

- treatise in the sociology of knowledge*. New York, Anchor, 1966 ;
- Nay (O.), (dir.), *Lexique de science politique*. 4^e Édition. Paris. Dalloz, 2017;
 - Noah Noah (Y.), *L'action des comités de vigilance dans le dispositif sécuritaire de lutte contre Boko Haram : entre efficacité conjoncturelle et défaillances structurelles*. Mémoire de recherche en Science Politique. Université de Yaoundé 2, 2016 ;
 - Owono Ndounda (N.) « Boko Haram et la radicalisation des jeunes au Nord-Cameroun. Entre protestation et nécessité de survie », in *Emulations – Revue de sciences sociales, en ligne*. Mise en ligne le 8 novembre 2017. URL : <https://www.revue-emulations.net/enligne/owona-ndounda-boko-haram-radicalisation-jeunes-nord-cameroun> ;
 - PNUD, Prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique : une approche axée sur le développement, 2015
 - UNESCO, Rapport de l'Institut de statistique de l'UNESCO, octobre 2016, N° 39.
 - Saïbou (I.), Effets économiques et sociaux des attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun., *Kaliao*, Numéro spécial, 2014, Université de Maroua ;
 - Striegher (J-L.), « Violent extremism: An examination of a definitional dilemma », SRI Security Research Institute, 8th Australian Security and Intelligence Conference, 30 November – 2 December, 2015, pp. 75-85 ;
 - Terme (R.), *La perception de l'islam par les élites françaises (1830-1914)*. Thèse de doctorat en Histoire, Université Michel de Montagne-Bordeaux III, 2016 ;
 - Tranngoc (L.), Boko Haram. Fiche documentaire, Note d'analyse du GRIP, Bruxelles, 2012 ;
 - Yogo (E.-E), (dir.), *Contrer l'extrémisme violent au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2021 ;
 - Zartman (W.), (dir.), *Collapsed states: The Desintegration and Restoration of legitimate Authority*, London, Lynne Rienner, 1995.

Recommandations aux auteurs

La sélection des articles se fait à la suite d'un avis d'appel à contributions publié par le comité de rédaction, en accord avec le comité scientifique. Les articles reçus sont envoyés dans un premier temps aux membres du comité scientifique ou à d'autres chercheurs (relecteurs) désignés en dehors de ce comité. Ceux-ci émettent un avis sur les intérêts et les qualités scientifiques des articles ainsi que l'adéquation avec les principaux axes définis dans l'avis d'appel à contributions et plus globalement avec la politique éditoriale de la revue. Leurs avis concerneront également le respect des normes éditoriales. Les articles feront ensuite l'objet d'une évaluation par des chercheurs/experts anonymes choisis en fonction de leurs domaines de spécialisation. Chaque article sera soumis à deux évaluations. Au terme de ce processus, l'article pourra être accepté en l'état, soit sous condition d'apporter des modifications mineures ou majeures, selon les cas, ou tout simplement refusé.

Dans le cas d'un dossier, il revient aux directeurs scientifiques (du dossier) de déterminer les relecteurs anonymes en charge d'expertiser les articles proposés en accord avec le comité de rédaction.

Revue éditée par :



**Centre Centrafricain de Recherche et d'Analyse
Géopolitique (CCRAG)**

Avec le soutien des partenaires suivants :



**Le Service d'Action Culturelle et de Coopération de
l'Ambassade de France en Centrafrique**



CCFD (France)



Finn Church Aid (Finlande)

actalliance

Présentation de la Revue

Les cahiers du CCRAG est une Revue scientifique semestrielle publiée par le Centre Centrafricain de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CCRAG). La publication scientifique, la diffusion pédagogique des savoirs et l'enrichissement des débats intellectuels dans le domaine des sciences humaines et sociales constituent les principaux objectifs poursuivis. La revue entend décrire, analyser et contribuer aux débats théoriques majeures ayant trait aux dynamiques socio-politiques et géopolitiques qui structurent l'Afrique centrale. Elle s'ouvre également aux réflexions consacrées à d'autres régions dès lors qu'elles autorisent une mise en dialogue avec sa région cible. Ouvert aux chercheurs venus de divers horizons, *Les Cahiers du CCRAG* entend promouvoir des réflexions critiques sur la société centrafricaine qui constitue, à n'en point douter le parent pauvre des producteurs scientifiques en Afrique centrale.

Les Cahiers du CCRAG dispose d'un comité scientifique et de lecture pluridisciplinaire dont la principale mission consiste à proposer des orientations scientifiques à la rédaction et à évaluer des articles soumis à la revue en s'assurant du respect des critères de leur scientificité.

Avec le soutien de :

